

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REGION DU SUD

DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM

COMMUNE D'AMBAM

SECRETIARIAT GENERAL

SERVICE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES PUBLICS

BP 163 AMBAM



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

SOUTH REGION

NTEM VALLEY DIVISIONAL

AMBAM COUNCIL

INTERNAL CONTRACTS TENDER BOARD OF
AMBAM

INTERNAL SERVICE FOR ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLICS CONTRACT

PO BOX 163

MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM

AUTORITE CONTRACTANTE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES DE LA COMMUNE D'AMBAM

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°001/DAONO/RS/D-VNT/COMMUNE D'AMBAM/SG/SIGAMP/2021 DU 05/02/2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE EQUIPEES DE 60 TABLES BANCS CHACUNE ET DE DEUX BUREAUX DE MAITRE DANS CERTAINES ECOLES PUBLIQUES DE LA COMMUNE D'AMBAM POUR LE COMPTE DU MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL, DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM, REGION DU SUD.

Lot N°	Financement	Autorisation de Dépense	Imputation Budgétaire	Désignation	Montant (FCFA)	Délai d'exécution
1	BIP MINDDEVEL 2021	IW02491	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique YOSMA'AN	21 000 000	03 MOIS
		IW02496	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de YOSMA'AN	2 050 000	
2	BIP MINDDEVEL 2021	IW02492	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique de NKOL-EFOULAN	21 000 000	03 MOIS
		IW02497	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de NKOL-EFOULAN	2 050 000	
3	BIP MINDDEVEL 2021	IW02493	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à GPBS de Meyo Centre	21 000 000	03 MOIS
		IW02498	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de GPBS de Meyo Centre	2 050 000	

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES N° 001

SOMMAIRE

PIECE N°1 : AVIS D'APPEL D'OFFRES (AAO)

PIECE N°2 : REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES (RGAO)

PIECE N°3 : REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES (RPAO)

PIECE N°4: CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

PIECE N°5: CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

PIECE N°6 : CAHIER DES CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES (CCES)

PIECE N°7 : CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES (CBPU)

PIECE N°8 : CADRE OU DETAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF (CDQE)

PIECE N°9: CADRE DU SOUS DETAIL DES PRIX (CSDP)

PIECE N°10 : MODELE DE LA LETTRE COMMANDE.

PIECE N°11 : FORMULAIRES DE MODELES A UTILISER

PIECE N°12 : GRILLE D'EVALUATION DES OFFRES

PIECE N°13: LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES FINANCIERS
OU D'ASSURANCES AUTORISES A EMETTRE DES CAUTIONS ET A
DELIVRER LES ASSURANCES DANS LE CADRE DES MARCHES PUBLICS

PIECE N°14 : PIECES GRAPHIQUES ET PLANS

PIECE N° 1 : AVIS D'APPEL D'OFFRES

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° N°001/DAONO/RS/D-VNT/COMMUNE D'AMBAM/SG/SIGAMP/2021 DU 05/02/2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE EQUIPEES DE 60 TABLES BANCS CHACUNE ET DE DEUX BUREAUX DE MAITRE DANS CERTAINES ECOLES PUBLIQUES DE LA COMMUNE D'AMBAM POUR LE COMPTE DU MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL, LOT1, LOT2 ET LOT3.

FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC ; EXERCICE 2021.

Les entreprises intéressées sont invitées à participer à l'Appel d'Offres National Ouvert défini ci-dessous, lancé par le gouvernement de la République du Cameroun à travers la commune d'Ambam représentée par son Maire, Maître d'Ouvrage et Autorité Contractante.

1-OBJET :

Le Maire de la Commune de Ambam, Maître d'Ouvrage et Autorité Contractante, lance un Appel d'Offres National Ouvert, pour les travaux de construction d'un bloc de deux (02) salles de classe dans certaines Ecoles Publiques de la Commune de Ambam pour le compte du Ministère de la Décentralisation et du Développement Local; LOT 1, LOT 2 et LOT 3 conformément au tableau ci –dessous :

Lot N°	Financement	Autorisation de Dépense	Imputation Budgétaire	Désignation	Montant (FCFA)	Délai d'exécution
1	BIP MINDDEVEL 2021	IW02491	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique YOSMA'AN	21 000 000	03 MOIS
		IW02496	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de YOS MA'AN	2 050 000	
2	BIP MINDDEVEL 2021	IW02492	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique de NKOL-EFOULAN	21 000 000	03 MOIS
		IW02497	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de NKOL-EFOULAN	2 050 000	
3	BIP MINDDEVEL 2021	IW02493	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à GPBS de Meyo Centre	21 000 000	03 MOIS
		IW02498	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de GPBS de Meyo Centre	2 050 000	

2. CONSISTANCE DES PRESTATIONS :

Les travaux comprennent notamment pour chaque lot :

- ❖ les travaux préparatoires,
- ❖ les terrassements,
- ❖ les fondations,
- ❖ la maçonnerie –élévation
- ❖ , la charpente –couverture,
- ❖ la menuiserie métallique,
- ❖ l'électricité,
- ❖ la peinture
- ❖ les VRD ;
- ❖ équipement scolaire.

Pour un montant toutes taxes comprises par lot de :

Lot 1 : Vingt-Trois Million Cinquante Mille (23.050.000) francs CFA. ;

Lot 2 : Vingt-Trois Million Cinquante Mille (23.050.000) francs CFA ;

Lot 3 : Vingt-Trois Million Cinquante Mille (23.050.000) francs CFA

3 – DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX :

Le délai d'exécution des travaux est d'au plus trois (03) mois, soit (90) jours calendaires à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de Commencer les Travaux.

4 – PARTICIPATION ET ORIGINE :

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux entreprises de Bâtiment et Travaux

Publics de droit Camerounais.

NB : Un candidat peut être attributaire de plus d'un (01) lot au titre de cet Appel d'Offre.

5- ADMINISTRATION AU NOM DE LAQUELLE SERA CONCLU LA LETTRE COMMANDE :

A l'issue de l'examen des offres des soumissionnaires et de la proposition d'attribution par la Commission Interne de Passation des Marchés Publics de la Commune d'Ambam, la Lettre Commande sera conclue entre l'adjudicataire et le Maire de la Commune d'Ambam.

6- ACQUISITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES :

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être retiré aux heures ouvrables au Secrétariat Général de la Mairie de d'Ambam (SIGAMP) sis à la Bibliothèque Municipale ,dès publication du présent avis, sur présentation d'une quittance de paiement d'une somme non remboursable au titre de frais de dossier de **quarante mille (40 000) francs CFA** versée à la Recette Municipale d'Ambam.

Cette quittance devra identifier l'acquéreur comme représentant l'entreprise désireuse de participer à l'Appel d'Offres, et devra indiquer le numéro du lot choisi par ce dernier, lui donnant de ce fait le droit à la soumission d'un lot.

7- CAUTION DE SOUMISSION :

Les offres devront être accompagnées d'un cautionnement bancaire provisoire de **quatre Cent-soixante-Un Mille (461 000) francs CFA** établi par un établissement bancaire de premier ordre agréé par le MINFI et en règle vis-à-vis de la COBAC.

Le cautionnement provisoire sera libéré d'office au plus tard 30 jours après l'expiration de la validité des offres, ou dans le cas où le soumissionnaire est attributaire de la Lettre commande, après constitution du cautionnement définitif.

NB : ce cautionnement peut être remplacé par un chèque certifié, un chèque bancaire ou une hypothèque légale.

8-CAPACITE FINANCIERE :

Tout soumissionnaire devra produire une capacité de préfinancement d'un montant de **quatre million six cent dix mille francs CFA (4 610 000).**

9- RECEPTION DES OFFRES :

Chaque offre rédigée en français ou en anglais en **sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies** marqués comme telle, devra être déposée contre récépissé au Secrétariat Général de la Commune d'Ambam(SIGAMP sis à la Bibliothèque Municipale) **au plus tard le 08/03/2021 à 14 heures, heure locale** et devra porter la mention.

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° N°001/DAONO/RS/D-VNT/COMMUNE D'AMBAM/SG/SIGAMP/2021 DU 05/02 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE EQUIPEES DE 60 TABLES BANCS CHACUNE ET DE DEUX BUREAUX DE MAITRE DANS CERTAINES ECOLES PUBLIQUES DE LA COMMUNE D'AMBAM POUR LE COMPTE DU MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL, LOT1, LOT2 ET LOT3.

« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

Toute offre non produite en sept exemplaires et non conforme aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable.

10-CONSULTATION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRE :

Le Dossier d'Appel d'Offre peut être consulté aux heures ouvrables au Secrétariat Général de la Mairie d'Ambam ou au Secrétariat du Service Interne de Gestion Administrative des Marchés Publics (SIGAMP) sis à la Bibliothèque Municipale dès publication du présent avis.

11- CRITERES D'EVALUATION DES OFFRES :

Les offres retenues après vérification des pièces administratives seront évaluées sur la base des principaux critères de notation ci-après :

Critères éliminatoires :

- Absence ou non-conformité d'une pièce administrative 48 heures après l'ouverture des Offres (Article 92(9) du Code de Marchés Publics
- fausse déclaration ou pièce falsifiée ;
- absence de capacité financière ;
- Absence de la caution de soumission

- Note Technique inférieure à 70 points sur 100;
- offre financière incomplète ;
- utilisation d'un CV ou diplôme d'un fonctionnaire sans preuve de mise en disponibilité ;

Critères essentiels :

- Présentation générale de l'offre ;
- Références de l'entreprise ;
- Moyens matériels ;
- Personnel d'encadrement de l'entreprise ;
- Propositions techniques ;
- Méthodologie d'exécution de chaque tâche ;
- Planning d'exécution des travaux ;
- Visite des lieux et rapport de visite.

Seules les soumissions qui auront obtenus au moins **70% de « oui »** au moins à l'offre technique seront admises à l'analyse financière.

12- DUREE DE VALIDITE DES OFFRES :

Les soumissionnaires restent tenus par leurs offres pendant **quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite fixée pour la remise de l'offre.

13- PIECES ADMINISTRATIVES :

Les pièces administratives requises devront, sous peine de rejet, être impérativement produites en originaux ou en copies certifiées conformes datant de moins de trois (03) mois.

Chaque soumissionnaire devra joindre à sa proposition financière, un modèle de soumission faisant ressortir les coûts hors taxes et toutes les taxes comprises et le délai d'exécution des prestations.

14- OUVERTURE DES OFFRES :

L'ouverture des offres qui se fera en un seul temps, aura lieu **le 08/03/2021 à 15 heures**, heure locale à la Bibliothèque Municipale d'Ambam par la Commission Interne de Passation des Marchés Publics de la Commune de d'Ambam siégeant en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier.

15 – ATTRIBUTION :

La Lettre Commande est attribuée au soumissionnaire dont l'offre a été déclarée conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter les travaux de façon satisfaisante et donc l'offre aura été évaluée la moins disante.

16- RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES :

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus au Secrétariat Général de la Mairie de d'Ambam ou au **Service Interne de Gestion Administrative des Marchés Publics (SIGAMP)** sis à la bibliothèque Municipale, dès publication du présent Avis.

Fait à d'Ambam, le 05/02/2021.

Le Maire
(Autorité Contractante)

Ampliations :

- ARMP/SUD
- CIPM/ d'Ambam
- DD-MINMAP/V.NT
- CHRONO/ARCHIVES
- AFFICHAGE

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REGION DU SUD

DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM

COMMUNE D'AMBAM

SERVICE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES PUBLICS

BP 163 AMBAM



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

SOUTH REGION

NTEM VALLEY DIVISIONAL

AMBAM COUNCIL

INTERNAL SERVICE FOR ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLICS CONTRACTS

PO BOX 163

MAITRE D'OUVRAGE : THE MAYOR OF AMBAM COUNCIL
CONTRACTING AUTHORITY : THE MAYOR OF AMBAM COUNCIL

INTERNAL CONTRACTS TENDER BOARD OF AMBAM

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDERS N°001/ONIT/SR/NVD/AMB-C/SG/ISAMPC/2021 OF 05/02/2021 FOR THE CONSTRUCTION OF THREE (03) CLASSROOMS IN SOMME GOVERNMENT PRIMARY SCHOOL, IN AMBAM COUNCIL, 2021 FINANCIAL YEAR, BIOMGUNG TO THE MINISTRY OF DECENTRALIZATION AND LOCAL DEVELOPMENT

Lot N°	Financement	Autorisation de Dépense	Imputation Budgétaire	Désignation	Montant (FCFA)	Délai d'exécution
1	BIP MINDDEVEL 2021	IW02491	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique YOSMA'AN	21 000 000	03 MOIS
		IW02496	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de YOSMA'AN	2 050 000	
2	BIP MINDDEVEL 2021	IW02492	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique de NKOL-EFOULAN	21 000 000	03 MOIS
		IW02497	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de NKOL-EFOULAN	2 050 000	
3	BIP MINDDEVEL 2021	IW02493	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à GPBS de Meyo Centre	21 000 000	03 MOIS
		IW02498	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de GPBS de Meyo Centre	2 050 000	

CALL TO TENDER N°001

FINANCING: PUBLIC INVESTMENT BUDGET 2021 financial year.

1- SUBJECT: The Mayor of Ambam Council here by launches an open National Invitation to TENDERS for the execution for the above mentioned works.

2-NATURE OF WORKS

The works, object of this national invitation to tender comprise the following tasks inter alia:

- Building site installation ;
- Preliminary works ;
- foundation ;
- masonry-wall-mounting;
- roof carpentry;
- ceiling;
- metalwork;
- joinery;
- electricity;
- painting;
- various roads and network.

3-PREVISIONAL CAOST OF WORK:

The aprovisional caost of works, **twenty tird million fivefty thousand francs (23 050 000) FCFA for one lot.**

4- EXECUTION DEADLINE

The maximum execution deadline provided for by the Project Owner or Delegated Project Owner for the execution of the works subject of this tender shall be **tree (03) months for every lot.**

5- ALLOTMENT

The works shall be divided into 03 lots defined as follows:

Lot N°	Financement	Autorisation de Dépense	Imputation Budgétaire	Désignation	Montant (FCFA)	Délai d'exécution
1	BIP MINDDEVEL 2021	IW02491	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique YOSMA'AN	21 000 000	03 MOIS
		IW02496	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de YOSMA'AN	2 050 000	
2	BIP MINDDEVEL 2021	IW02492	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique de NKOL-EFOULAN	21 000 000	03 MOIS
		IW02497	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de NKOL-EFOULAN	2 050 000	
3	BIP MINDDEVEL 2021	IW02493	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à GPBS de Meyo Centre	21 000 000	03 MOIS
		IW02498	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de GPBS de Meyo Centre	2 050 000	

6- PARTICIPATION: This call for tenders is opened to all consultancies based in Cameroon with the necessary technical and legal capacities.

7- FINANCING

works which form the subject of this invitation to tender shall be financed by **Public Investment Budget 2021 financial year.**

8. PROVISIONAL BID BOND

Each bidder must include in his administrative documents, a bid bond issued by a first rate-bank approved by the Ministry in charge of Finance featuring on the list in document 12 of the tender file of an amount of **461 000** and valid for thirty (30) days beyond the original date of the validity of the offers

9- CONSULTATION OF TENDER FILE

The file may be consulted during working hours at the **Secretary of the Internal Office of Administration and Management of Publics Contrat in the library municipality** as soon as this notice is published.

10- ACQUISITION OF TENDERS DOCUMENTS: Tenders documents can be acquired in the general secretary Office OF AMBAM COUNCIL on payment of non-refundable sum of **fourty thousand (40 000) francs CFA for one lot**, paid at the Ambam council Treasury. The receipt issued there shall identify the buyer as the representative of the company wishing to participate into the offer, indicate the number of the lot sumited and give the writ of one lot only.

11- SUBMISSION OF TENDERS:

Each offer drafted in English or French in seven (7) copies including the original and six (6) copies marked as such, should reach **Secretary of the Internal Office of Administration and Management of Publics Contrat in the library municipality** not later than **08/03/2021 at 02 p.m** sharp local time and should carry the inscription:

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDERS N°001/ONIT/SR/NVD/AMB-C/SG/ISAMPC/2021OF 05/02/2021 FOR THE CONSTRUCTION OF THREE (03) CLASSROOMS IN SOMME GOVERNMENT PRAMARY SCHOOL, IN AMBAM COUNCIL, 2021 FINANCIAL YEAR, BILOMGUING TO THE MINISTRY OF DECENTRALIZATION AND LOCAL DEVELOPMENT

« to be open only in opening session »

12-OFFER EVALUATION CRITERIA:

The offer selected after verification of the administrative documents will be assessed on the basis of the following main rating criteria :

Elimination criteria.

- Incomplete or non conform administrative file after 48 hours of the opening of the offers ;
- False declaration or falsified document ;
- Absence of provisional security ;
- Absence of Financial capacity ;
- Technical note less than 70 per cent over 100
- Incomplete financial offer

Essential criteria.

- General presentation of the offer ;
- Company references ;
- Equipment ;
- Company managment staff ;
- Technicals proposals ;
- Methodology for performing each task ;
- work execution schedule ;
- Site visit and visit rapport.

Only bids which have obainted at **least 70% of « yes »** to the technical offer will be accepted for financial analysies.

13- VALIDITY OF OFFERS

Bidders will remain committed to their offers for **ninety (90) days** from the deadline set for the submission of tenders.

14-ADMINISTRATIVE DOCUMENTS

The required administrative documents must be imperatively produced in originals or certified true copies less than three **(03) months old**. Each Tenderer must enclose with his financial proposal, a Tender template showing the costs before taxes and all taxes included, and the time limit for performance of the services.

15-OPENING OF OFFERS

The opening of the Offers which will be done in one time, will take place on **08/03/2021 at 3p.m local time** at the Municipal Library of AMBAM, by the Internal Public procurement Commission of the Municipality of Ambam sitting in the presence of the Tenderers or their duly authorized representative and having a perfect knowledge of the file.

16-ADDITIONAL INFORMATION

Complementary information can be obtained from the Secretary of the Internal Structure of Administration and Management of Public Contracts in Municipal Library.

Done at Ambam, on the 05/02/2021

THE MAYOR

AMPLIFICATIONS

- MINMAP/NV (for publication)
- ARMP (for publication in JDM)
- Pdt/CIPM (for information)
- Affichage (for information)

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REGION DU SUD

DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM

COMMUNE D'AMBAM

SECRETAIRAT GENERAL

SERVICE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES PUBLICS

BP 163 AMBAM



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

SOUTH REGION

NTEM VALLEY DIVISIONAL

AMBAM COUNCIL

INTERNAL CONTRACTS TENDER BOARD OF
AMBAM

INTERNAL SERVICE FOR ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLICS CONTRACT

PO BOX 163

MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM

AUTORITE CONTRACTANTE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES D'AMBAM

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°001/DAONO/RS/D-VNT/COMMUNE D'AMBAM/SG/SIGAMP/2021 DU 05/02 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE EQUIPEES DE 60 TABLES BANCS CHACUNE ET DE DEUX BUREAUX DE MAITRE DANS CERTAINES ECOLES PUBLIQUES DE LA COMMUNE D'AMBAM POUR LE COMPTE DU MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL, DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM, REGION DU SUD.

Lot N°	Financement	Autorisation de Dépense	Imputation Budgétaire	Désignation	Montant (FCFA)	Délai d'exécution
1	BIP MINDDEVEL 2021	IW02491	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique YOSMA'AN	21 000 000	03 MOIS
		IW02496	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de YOSMA'AN	2 050 000	
2	BIP MINDDEVEL 2021	IW02492	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique de NKOL-EFOULAN	21 000 000	03 MOIS
		IW02497	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de NKOL-EFOULAN	2 050 000	
3	BIP MINDDEVEL 2021	IW02493	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à GPBS de Meyo Centre	21 000 000	03 MOIS
		IW02498	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de GPBS de Meyo Centre	2 050 000	

PIECE N°2 : REGLEMENT GENERAL DE L'APPEL D'OFFRES (RGAO)

Table des matières

A. Généralités

Article 1 : Portée de la soumission

Article 2 : Financement

Article 3 : Fraude et corruption

Article 4 : Candidats admis à concourir

Article 5 : Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés

Article 6 : Qualification du Soumissionnaire

Article 7 : Visite du site des travaux

B. Dossier d'Appel d'Offres

Article 8 : Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

Article 9 : Eclaircissement apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours

Article 10 : Modification du Dossier d'Appel d'Offres

C. Préparation des offres

Article 11 : Frais de soumission

Article 12 : Langue de l'offre

Article 13 : Documents constituant l'offre

Article 14 : Montant de l'offre

Article 15 : Monnaies de soumission et de règlement

Article 16 : Validité des offres

Article 17 : Caution de Soumission

Article 18 : Propositions variantes des soumissionnaires

Article 19 : Réunion préparatoire à l'établissement des offres

Article 20 : Forme et signature de l'offre

D. Dépôt des offres

Article 21 : Cachetage et marquage des offres

Article 22 : Date et heure limite de dépôt des offres

Article 23 : Offres hors délai

Article 24 : Modification, substitution et retrait des offres

E. Ouverture des plis et évaluation des offres

Article 25 : Ouverture des plis et recours

Article 26 : Caractère confidentiel de la procédure

Article 27 : Eclaircissements sur les offres et contacts avec l'Autorité Contractante

Article 28 : Détermination de la conformité des offres

Article 29 : Qualification du soumissionnaire

Article 30 : Correction des erreurs

Article 31 : Conversion en une seule monnaie

Article 32 : Evaluation et comparaison des offres au plan financier

Article 33 : Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux

F. Attribution de la lettre commande

Article 34 : Attribution de la lettre commande

Article 35 : Droit de l'Autorité Contractante de déclarer un Appel d'Offres infructueux ou d'annuler une procédure

Article 36 : Notification de l'attribution de la lettre commande

Article 37 : Publication des résultats d'attribution de la lettre commande et recours

Article 38 : Signature de la lettre commande

Article 39 : Cautionnement définitif

A. Généralités.

Article 1 : Portée de la soumission

- 1.1 Le Maire de la Commune d'Ambam, Autorité Contractante, tel qu'il est défini dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO), ci-après dénommée « Autorité Contractante », lance un Appel d'Offres pour des Travaux brièvement définis dans le RPAO. Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots faisant l'objet de l'Appel d'Offres figurent dans le RPAO. Il y est fait ci-après référence sous le terme « les Travaux ».
- 1.2 Le Soumissionnaire retenu ou attributaire, doit achever les Travaux dans le délai indiqué dans le RPAO, et qui court, à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux ou dans celle fixée dans ledit ordre de service.
- 1.3 Dans le présent Dossier d'Appel d'Offres, les termes « **Maire de la Commune d'Ambam** », « **Maître d'Ouvrage** » et « **Autorité Contractante** » sont interchangeables et le terme « jour » désigne un jour calendaire.

Article 2 : Financement

La source de financement des travaux objet du présent appel d'offres est précisée dans le RPAO.

Article 3 : Fraude et corruption

- 3.1 L'Autorité Contractante exige des soumissionnaires et des entrepreneurs, qu'ils respectent les règles d'éthique professionnelle les plus strictes durant la passation et l'exécution de ces Marchés. En vertu de ce principe, l'Autorité Contractante:
- a. Définit, aux fins de cette clause, les expressions ci-dessous de la façon suivante :
 - i. Est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte un quelconque avantage en vue d'influencer l'action d'un agent public au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un Marché.
 - ii. Se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque déforme ou dénature des faits afin d'influencer l'attribution ou l'exécution d'un Marché ;
 - iii. « Pratiques collusoires » désignent toute forme d'entente entre deux ou plusieurs soumissionnaires (que l'Autorité Contractante en ait connaissance ou non) visant à maintenir artificiellement les prix des offres à des niveaux ne correspondant pas à ceux qui résulteraient du jeu de la concurrence ;
 - iv. « Pratiques coercitives » désignent toute forme d'atteinte aux personnes ou à leurs biens ou de menaces à leur encontre afin d'influencer leur action au cours de l'attribution ou de l'exécution d'un marché.
 - b. Rejettera une proposition d'attribution si elle détermine que l'attributaire proposé est, directement ou par l'intermédiaire d'un agent, coupable de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, des pratiques collusoires ou coercitives pour l'attribution de ce Marché.
- 3.2 Le Ministre des Marchés Publics, Autorité Chargée des Marchés Publics peut, à titre conservatoire, prendre une décision d'interdiction de soumissionner pendant une période n'excédant pas deux (02) ans, à l'encontre de tout soumissionnaire reconnu coupable de trafic d'influence, de conflits d'intérêts, de délit d'initiés, de fraude, de corruption ou de production de documents non authentiques dans la soumission, sans préjudice des poursuites pénales qui pourraient être engagées contre lui.

Article 4 : Candidats admis à concourir

- 4.1 En règle générale, l'appel d'offres s'adresse à tous les entrepreneurs, sous réserve des dispositions ci-après :
- a. Un soumissionnaire ne doit pas se trouver en situation de conflit d'intérêt. Un soumissionnaire peut être jugé comme étant en situation de conflit d'intérêt s'il :
 - i. Est associé ou a été associé dans le passé, à une entreprise (ou à une filiale de cette entreprise) qui a fourni des services de consultant pour la conception, la préparation des spécifications et autres documents utilisés dans le cadre des Marchés passés au titres du présent appel d'offres : ou
 - ii. Présente plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres, à l'exception des offres variantes autorisées selon l'article 18, le cas échéant ; cependant, ceci ne fait pas obstacle à la participation de sous-traitants dans plus d'une offre.

- b. Le soumissionnaire ne doit pas être sous le coup d'une décision d'exclusion.
- c. Une entreprise publique camerounaise peut participer à la consultation si elle peut démontrer qu'elle est (i) juridiquement et financièrement autonome, (ii) administrée selon les règles du droit commercial et (iii) n'est pas sous la tutelle ou l'autorité directe voire indirecte de l'Autorité Contractante ;

Article 5 : Matériaux, matériels, fournitures, équipements et services autorisés

- 5.1 Les matériaux, les matériels de l'Entrepreneur, les fournitures, équipements et services devant être fournis dans le cadre de la lettre commande doivent provenir de pays répondant aux critères de provenance définis dans le RPAO, et toutes les dépenses effectuées au titre de la lettre commande sont limitées auxdits matériaux, matériels, fournitures, équipements et services.
- 5.2 Aux fins de l'article 5.1 ci-dessus, le terme « provenir » désigne le lieu où les biens sont extraits, cultivés, produits ou fabriqués et d'où proviennent les services.

Article 6 : Qualification du Soumissionnaire

- 6.1 Les soumissionnaires doivent, comme partie intégrante de leur offre :
- a. Soumettre un pouvoir habilitant le signataire de la soumission à engager le Soumissionnaire ;
 - b. Fournir toutes les informations demandées aux soumissionnaires, dans le RPAO, afin d'établir leur qualification pour exécuter la lettre.

Les informations relatives aux points suivants sont exigées le cas échéant :

- i. la production des bilans certifiés et chiffres d'affaires récents ;
 - ii. l'accès à une ligne de crédit ou disposition d'autres ressources financières ;
 - iii. les commandes acquises et les Marchés attribués ;
 - iv. les litiges en cours ;
 - v. la disponibilité du matériel indispensable.
- 6.2 Les soumissions présentées par deux ou plusieurs entrepreneurs groupés (cotraitances) ne sont pas autorisées dans le cadre du présent Marché.
- 6.3 Les soumissionnaires doivent également présenter des propositions suffisamment détaillées pour démontrer qu'elles sont conformes aux spécifications techniques et les délais d'exécution visés dans le RPAO.
- 6.4 Les soumissionnaires demandant à bénéficier d'une marge de préférence, doivent fournir tous les renseignements nécessaires pour prouver qu'ils satisfont aux critères d'éligibilité décrits à l'article 32 du RGAO.

Article 7 : Visite du site des travaux

- 7.1. Il est conseillé au soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site des travaux et ses environs et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et l'exécution des travaux. Les coûts liés à la visite du site sont à la charge du Soumissionnaire.
- 7.2. Le Maître d'Ouvrage autorisera le Soumissionnaire et ses employés ou agents à pénétrer dans ses locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents dégagent l'Autorité Contractante, ses employés et agent, de toute responsabilité pouvant en résulter et les indemnisent si nécessaire, et qu'ils demeurent responsables des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.

B. Dossier d'Appel d'Offres

Article 8 : Contenu du Dossier d'Appel d'Offres

- 8.1. Le Dossier d'Appel d'Offres décrit les travaux faisant l'objet de la lettre commande, fixe les procédures de consultation des entrepreneurs et précise les conditions de la lettre commande. Outre le (s) additif (s) publié (s) conformément à l'article 10 du RGAO, il comprend les principaux documents énumérés ci-après :
- a. L'Avis d'Appel d'Offres (AAO) ;
 - b. Le Règlement Général de l'Appel d'Offres (RGAO) ;

- c. Le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO) ;
 - d. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
 - e. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
 - f. Le Cahier des Clauses environnemental et sociales (CCES)
 - g. Le Cadre du Bordereau des Prix unitaires (CBPU);
 - h. Le Cadre du Détail quantitatif et estimatif (CDQE)
 - i. Le Cadre du Sous-Détail des Prix unitaires (CSDPU) ;
 - j. Le Cadre du planning d'exécution ;
 - k. Les Documents graphiques et autres éléments du dossier technique ;
 - l. Les Modèles de fiches de présentation du matériel personnel et références ;
 - m. Le Modèle de la lettre de soumission ;
 - n. Le Modèle de caution de soumission ;
 - o. Le Modèle de cautionnement définitif ;
 - p. Le Modèle de caution d'avance de démarrage ;
 - q. Le Modèle de caution de retenue de garantie en remplacement de la retenue de garantie ;
 - r. Le Modèle de la lettre Commande ;
 - s. La liste des banques et organismes financiers de 1^{er} rang agréés par le Ministre en charge des finances autorisés à émettre des cautions.
- 8.2 Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des règlements, formulaires, conditions et spécifications contenus dans le DAO. Il lui appartient de fournir tous les renseignements demandés et de préparer une offre conforme à tous égards au dit dossier. Toute carence peut entraîner le rejet de son offre.

Article 9 : Eclaircissements apportés au Dossier d'Appel d'Offres et recours

9.1 Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le Dossier d'Appel d'Offres peut en faire la demande à l'Autorité Contractante par écrit ou par courrier électronique (télécopie ou e-mail) à l'adresse de l'Autorité Contractante. Elle répondra par écrit à toute demande d'éclaircissement reçue au moins quatorze (14) jours pour les (AON) ; vingt et un (21) jours pour les (AOI) avant la date limite de dépôt des offres.

Une copie de la réponse de l'Autorité Contractante, indiquant la question posée mais ne mentionnant pas son auteur, est adressée à tous les soumissionnaires ayant acheté le Dossier d'Appel d'Offres.

9.2. Entre la publication de l'Avis d'Appel d'Offres et l'ouverture des plis, tout soumissionnaire qui s'estime lésé dans la procédure de passation des Marchés Publics peut introduire une requête auprès de l'Autorité Contractante.

9.3. Le recours doit être adressé à l'Autorité Contractante avec copies à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics et au Président de la Commission.

Il doit parvenir à l'Autorité Contractante au plus tard quatorze (14) jours avant la date d'ouverture des offres.

9.4. L'Autorité Contractante dispose de cinq (05) jours pour réagir. La copie de la réaction est transmise à l'organisme chargé de la régulation des Marchés Publics ;

Article 10 : Modification du Dossier d'Appel d'Offres

10.0. L'Autorité Contractante peut, à tout moment avant la date limite de dépôt des offres et pour tout motif, que ce soit à son initiative ou en réponse à une demande d'éclaircissements formulée par un soumissionnaire, modifier le Dossier d'Appel d'Offres en publiant un additif.

10.2. Tout additif ainsi publié fera partie intégrante du Dossier d'Appel d'Offres conformément à l'article 8.1 du RGAO et doit être communiqué par écrit ou signifié à tous les soumissionnaires qui ont acheté le Dossier d'Appel d'Offres. Ces derniers accuseront réception de chacun des additifs à l'Autorité Contractante par écrit.

10.3. Afin de donner aux soumissionnaires suffisamment de temps pour tenir compte de l'additif dans la préparation de leurs offres, l'Autorité Contractante pourra reporter, autant que nécessaire, la date limite de dépôt des offres, conformément aux dispositions de l'Article 22 du RGAO.

C. Préparation des offres

Article 11 : Frais de soumission

Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et l'Autorité Contractante n'est en aucun cas responsable de ces frais, ni tenu de les régler, quel que soit le déroulement ou l'issue de la procédure d'appel d'offres.

Article 12 : Langue de l'offre

L'offre ainsi que toute correspondance et tout document, échangé entre le Soumissionnaire et l'Autorité Contractante seront rédigés en français ou en anglais. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le soumissionnaire peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction précise en français ou en anglais ; auquel cas et aux fins d'interprétation de l'offre, la traduction fera foi.

Article 13 : Documents constituant l'offre

13.1. L'offre présentée par le soumissionnaire comprendra les documents détaillés au RPAO, dûment remplis et regroupés en trois volumes :

a. Volume 1 : Dossier administratif

Il comprend :

- i. Tous les documents attestant que le soumissionnaire :
 - A souscrit les déclarations prévues par les lois et règlements en vigueur ;
 - A acquitté les droits, taxes, impôts, cotisations, contributions, redevances ou prélèvements de quelque nature que ce soit ;
 - N'est pas en état de liquidation judiciaire ou en Faillite ;
 - N'est pas frappé de l'une des interdictions ou de déchéances prévues par la législation en vigueur.
- ii. La caution de soumission établie conformément aux dispositions de l'article 17 du RGAO ;
- iii. La confirmation écrite habilitant le signataire de l'offre à engager le soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 6.1 du RGAO.

b. Volume 2 : Offre technique

b.1. Les renseignements sur les qualifications

Le RPAO précise la liste des documents à fournir par les soumissionnaires pour justifier les critères de qualification mentionnés à l'article 6.1 du RPAO.

b.2. Méthodologie

Le RPAO précise les éléments constitutifs de la proposition technique des soumissionnaires, notamment : une note méthodologique portant sur une analyse des travaux et précisant l'organisation et le programme d'exécution des travaux que le soumissionnaire compte mettre en place ou en œuvre pour les réaliser (installations, planning, PAQ, attestation de visite du site le cas échéant, etc.).

b.3. Les preuves d'acceptations des conditions de la lettre-commande

Le soumissionnaire remettra les copies dûment paraphées des documents à caractères administratif et technique régissant la Lettre Commande à savoir :

1. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
2. le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

b.4. Commentaires (facultatifs)

Un commentaire des choix techniques du projet et d'éventuelles propositions.

c. Volume 3 : Offre financière

Le RPAO précise les éléments permettant de justifier le coût des travaux, à savoir :

1. La soumission proprement dite, en original rédigé selon le modèle joint, timbre au tarif en vigueur, signée et datée ;
2. le bordereau des prix unitaires dûment rempli ;
3. le détail estimatif dûment rempli ;
4. le sous-détail des prix et/ou la décomposition des prix forfaitaires ;

Les soumissionnaires utiliseront à cet effet les pièces et modèles prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres, sous réserve des dispositions de l'Article 17.2 du RGAO concernant les autres formes possibles de Caution de Soumission.

13.2 Si, conformément aux dispositions des RPAO, les soumissionnaires présentent des offres pour plusieurs lots du même appel d'offres, ils pourront indiquer les rabais offerts en cas d'attribution de plus d'un marché.

Article 14 : Montant de l'offre

14.1 Sauf indication contraire figurant dans le Dossier d'Appel d'Offres, le montant de la lettre commande couvrira l'ensemble des travaux décrits dans l'Article 1.1 du RGAO, sur la base du Bordereau des Prix et du Détail Quantitatif et Estimatif chiffrés présenté par le soumissionnaire.

14.2 Le soumissionnaire remplira les prix unitaires et totaux de tous les postes du bordereau de prix et du détail quantitatif et estimatif.

14.3 Sous réserve de dispositions contraires prévues dans le RPAO et au CCAP, tous les droits, impôts et taxes payables par le soumissionnaire au titre du futur Marché, ou à tout autre titre, trente (30) jours avant la date limite de dépôt des offres seront inclus dans les prix et dans le montant total de son offre.

14.4 Tous les prix unitaires devront être justifiés par des sous-détails établis conformément au cadre proposé à la pièce N°8.

Article 15 : Monnaies de soumission et de règlement

La monnaie utilisée est le franc CFA.

Article 16 : Validité des offres

16.1. Les offres doivent demeurer valables pendant la période spécifiée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres à compter de la date de remise des offres fixée par l'Autorité Contractante, en application de l'article 22 du RGAO. Une offre valable pour une période plus courte sera rejetée par l'Autorité Contractante comme non-conforme.

16.2 Dans des circonstances exceptionnelles, l'Autorité Contractante peut solliciter le consentement du soumissionnaire à une prolongation du délai de validité. La demande et les réponses qui lui seront faites le seront par écrit (ou par télécopie). La validité de la caution de soumission prévue à l'article 17 du RGAO sera de même prolongée pour une durée correspondante. Une soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son offre sans perdre sa caution de soumission. Un soumissionnaire qui consent à une prolongation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire.

16.3. Si la période de validité des offres est prorogée de plus de soixante (60) jours, les montants payables au soumissionnaire retenu, seront actualisés par application de la formule y relative figurant à la demande de prorogation que l'Autorité Contractante adressera au (x) soumissionnaire. Si la période d'actualisation ira de la date de dépassement des soixante (60) jours à la date de notification de la lettre commande ou de l'ordre de service de démarrage des travaux au soumissionnaire retenu, tel que prévu par le CCAP. L'effet de l'actualisation n'est pas pris en considération aux fins de l'évaluation

Article 17 : Caution de soumission

17.1. En application de l'article 13 du RGAO, le soumissionnaire fournira une caution de soumission du montant spécifié dans le Règlement Particulier de l'appel d'Offres, laquelle fera partie intégrante de son offre.

17.2 La caution de soumission sera conforme au modèle présenté dans le Dossier d'Appel d'Offres ; d'autres modèles peuvent être autorisés, sous réserve de l'approbation préalable de l'Autorité Contractante. La Caution de soumission demeurera valide pendant trente (30) jours au-delà de la date limite originale de validité des offres, ou de toute nouvelle date limite de validité demandée par l'Autorité Contractante et acceptée par le soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 16.2 du RGAO.

17.3. Toute offre non accompagnée d'une caution de soumission conforme sera rejetée par la Commission Interne de Passation des Marchés comme non-conforme.

17.4. Les cautions de soumission et les offres des soumissionnaires non retenus seront restituées dans un délai de (15) quinze jours à compter de la date de publication des résultats.

17.5. La caution de soumission de l'attributaire de la lettre commande sera libérée dès que ce dernier aura signé la Lettre Commande et fourni le cautionnement définitif requis.

17.6. La caution de soumission peut être saisie :

- a. Si le soumissionnaire retire son offre durant la période de validité ;
- b. Si, le soumissionnaire retenu :
 - i. Manque à son obligation de souscrire la lettre commande en application de l'article 37 du RGAO, ou
 - ii. Manque à son obligation de fournir le cautionnement définitif en application de l'article 38 de RGAO.

NB : les PME à capitaux et dirigeants nationaux peuvent produire à la place de la caution de soumission soit un chèque certifié, soit un chèque bancaire soit une hypothèque légale.

Article 18 : Propositions variantes des soumissionnaires

18.1. Lorsque les travaux peuvent être exécutés dans des délais d'exécution variables, le RPAO précisera ces délais, et indiquera la méthode retenue pour l'évaluation du délai d'achèvement proposé par le soumissionnaire à l'intérieur des délais spécifiés. Les offres proposant des délais au-delà de ceux spécifiés seront considérées comme non-conformes.

18.2. Excepté dans le cas mentionné à l'article 18.3 ci-dessous, les soumissionnaires souhaitent offrir des variantes techniques doivent d'abord chiffrer la solution de base de l'Autorité Contractante telle que décrite dans le Dossier d'Appel d'Offres, et fournir en outre tous les renseignements dont l'Autorité Contractante a besoin pour procéder à l'évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, notes de calcul, spécifications techniques, sous-détails de prix et méthodes de construction proposées, et tous autres détails utiles. L'Autorité Contractante n'examinera que les variantes techniques, le cas échéant, du soumissionnaire dont l'offre conforme à la solution de base a été évaluée la moins disante.

18.3. Quand les soumissionnaires sont autorisés, suivant le RPAO, à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des travaux, ces parties de travaux doivent être décrites dans les Spécifications techniques. De telles variantes seront évaluées suivant leur mérite propre en accord avec les dispositions de l'article 31.2 (g) du RGAO.

Article 19 : Réunion préparatoire à l'établissement des offres

Il n'est pas prévu de réunion préparatoire à l'établissement des offres dans le cadre du présent Appel d'Offres.

Article 20 : Forme et signature de l'offre

20.1. Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre décrits à l'article 13 du RGAO, en un volume portant clairement l'indication « ORIGINAL ». De plus, le Soumissionnaire soumettra le nombre de copies requis dans les RPAO, portant l'indication « COPIE ». En cas de divergence entre l'original et les copies, l'original fera foi.

20.2. L'original et toutes les copies de l'offre devront être dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile (dans le cas des copies, des photocopies sont également acceptables) et seront signés par la ou les personnes dûment habilitées à signer au nom du Soumissionnaire, conformément à l'article 6.1 (a) ou 6.2 (c) du RGAO, selon le cas. Toutes les pages de l'offre comprenant des surcharges ou des changements seront paraphées par le ou les signataires de l'offre.

20.3. L'offre ne doit comporter aucune modification, suppression ni surcharge, à moins que de telles corrections ne soient paraphées par le ou les signataires de la soumission.

D. Dépôt des offres

Article 21 : Cachetage et marquage des offres

21.1 Le soumissionnaire placera l'original et les copies des documents constitutifs de l'Offre dans deux enveloppes séparées et scellées portant la mention originale et copie selon les cas. Ces enveloppes seront ensuite placées dans une enveloppe extérieure puis devra également être scellées sans aucune indication sur l'identité du soumissionnaire.

21.2. Les enveloppes intérieures et extérieures :

- a. Seront adressées à l'Autorité Contractante à l'adresse indiquée dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres ;

- b. Porteront le nom du projet ainsi que l'objet et le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres indiqués dans le RPAO, et la mention « A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT ».
- 21.3. Les enveloppes intérieures porteront également le nom et l'adresse du Soumissionnaire de façon à permettre à l'Autorité Contractante de renvoyer l'offre scellée si elle a été déclarée hors délai conformément aux dispositions de l'article 23 du RGAO ou pour satisfaire les dispositions de l'article 24 du RGAO.
- 21.4. Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et marquée comme indiqué aux articles 21.1 et 21.2 susvisés, l'Autorité Contractante ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.

Article 22 : Date et heure limites de dépôt des offres

- 22.1. Les offres doivent être reçues par l'Autorité Contractante à l'adresse spécifiée à l'article 21.2 du RPAO au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres.
- 22.2 L'Autorité Contractante peut, à son gré, reporter la date limite fixée pour le dépôt des offres en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 10 du RGAO. Dans ce cas, tous les droits et obligations de l'Autorité Contractante et des soumissionnaires précédemment régis par la date limite initiale seront régis par la nouvelle date limite.

Article 23 : Offres hors délai

Toute offre parvenue à l'Autorité Contractante après les dates et heure limites fixées pour le dépôt des offres conformément à l'article 22 du RGAO sera déclarée hors délai et, par conséquent, rejetée.

Article 24: Modification, substitution et retrait des offres

- 24.1. Un Soumissionnaire peut modifier, remplacer ou retirer son offre après l'avoir déposée, à condition que la notification écrite de la modification ou du retrait, soit reçue par l'Autorité Contractante avant l'achèvement du délai prescrit pour le dépôt des offres. Ladite notification doit être signée par un représentant habilité en application de l'article 21.2 du RGAO. La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Les enveloppes doivent porter clairement selon le cas, la mention « RETRAIT » et « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION ».
- 24.2. La notification de modification, de remplacement ou de retrait de l'offre par le Soumissionnaire sera préparée, cachetée, marquée et envoyée conformément aux dispositions de l'article 22 du RGAO. Le retrait peut également être notifié par télécopie, mais devra dans ce cas être confirmé par une notification écrite dûment signée, et dont la date, le cachet postal faisant foi, ne sera pas postérieure à la date limite fixée pour le dépôt des offres.
- 24.3. Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 25.1 leur seront retournées sans avoir été ouvertes.
- 24.4. Aucune offre ne peut être retirée dans l'intervalle compris entre la date limite de dépôt des offres et l'expiration de la période de validité de l'offre spécifiée par le modèle de soumission. Tout retrait par un Soumissionnaire de son offre pendant cet intervalle peut entraîner la mobilisation de la caution de soumission conformément aux dispositions de l'article 19.6 du RGAO.

Ouverture des plis et évaluation des offres

Article 25 : Ouverture des plis et recours

- 25.1. La Commission Interne de Passation des Marchés Publics de la Commune d'Ambam procédera à l'ouverture des plis en un temps et en présence des représentants des soumissionnaires qui souhaitent y assister, à la date, à l'heure et à l'adresse indiquée dans le RPAO. Les représentants des soumissionnaires qui sont présents signeront un registre ou une feuille attestant leur présence.
- 25.2. Toutes les enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix ainsi que la mention éventuelle d'une modification, le prix de l'offre, y compris tout rabais (en cas d'ouverture des offres financières) et toute variante le cas échéant, l'existence d'une garantie d'offre si elle est exigée, et tout autre détail que

l'Autorité Contractante peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des plis seront soumis à évaluation.

25.3. Les offres (et les modifications reçues conformément aux dispositions de l'article 24 du RGAO) qui n'ont pas été ouvertes et lues à haute voix durant la séance d'ouverture des plis, quelle qu'en soit la raison, ne seront pas soumises à évaluation.

25.4. Il est établi, séance tenante un procès-verbal d'ouverture des plis qui mentionne la recevabilité des offres, leur régularité administrative, leurs prix, leurs rabais, et leurs délais ainsi que la composition de la sous-commission d'analyse. Une copie dudit procès-verbal à laquelle est annexée la feuille de présence est remise à tous les participants à la fin de la séance.

25.5. A la fin de chaque séance d'ouverture des plis, le président de la commission met immédiatement à la disposition du point focal désigné par le MINMAP et de l'ARMP, une copie paraphée des offres des soumissionnaires.

25.6 En cas de recours tel que prévu dans le code des Marchés Publics, le dit recours doit être adressé à l'Autorité en charge des Marchés Publics, de l'ARMP et l'Autorité Contractante.

Il doit parvenir dans un délai maximum de trois (03) jours ouvrables après l'ouverture des plis, sous la forme d'une lettre à laquelle est obligatoirement joint un feuillet de la fiche de recours dûment signée par le requérant et, éventuellement, par le Président de la Commission Interne de Passation des Marchés Publics de la Commune de d'Ambam.

Article 26 : Caractère confidentiel de la procédure

26.1. Aucune information relative à l'examen, à l'évaluation, à la comparaison des offres, et à la vérification de la qualification des soumissionnaires, et à la recommandation d'attribution de la lettre commande ne sera donnée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution de la lettre commande n'aura pas été rendue publique.

26.2. Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer la Commission de Passation des Marchés ou la Sous-commission d'Analyse dans l'évaluation des offres ou l'Autorité Contractante dans la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.

26.3. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 26.2 entre l'ouverture des plis et l'attribution de la lettre commande, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l'Autorité Contractante pour des motifs ayant trait à son offre, il devra le faire par écrit.

Article 27 : Eclaircissements sur les offres et contacts avec l'Autorité Contractante

27.1. Pour faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison des offres, le Président de la Commission Interne de Passation des Marchés Publics de la Commune de d'Ambam peut, s'il le désire, demander à tout soumissionnaire de donner des éclaircissements sur son offre. La demande d'éclaircissements et la réponse qui lui est apportée sont formulées par écrit, mais aucun changement du montant ou du contenu de la soumission n'est recherché, offert ou autorisé, sauf si c'est nécessaire pour confirmer la correction d'erreurs de calcul découvertes par la sous-commission Technique d'analyse lors de l'évaluation des soumissions conformément aux dispositions de l'Article 26 du RGAO.

27.2. Sous réserve des dispositions de l'alinéa 1 susvisé, les soumissionnaires ne contacteront pas les membres de la Commission des Marchés et de la sous-commission pour des questions ayant trait à leurs offres, entre l'ouverture des plis et l'attribution de la Lettre Commande.

Article 28 : Détermination de la conformité des offres

28.1. La Sous-commission Technique d'analyse procèdera à un examen détaillé des offres pour déterminer si elles sont complètes, si les garanties exigées ont été fournies, si les documents ont été correctement signés, et si les offres sont d'une façon générale en bon ordres.

28.2. La Sous-commission Technique d'analyse déterminera si l'offre est conforme pour l'essentiel aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres en se basant sur son contenu sans avoir recours à des éléments de preuve extrinsèques.

28.3. Une offre conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres est une offre qui respecte tous les termes, conditions, et spécifications du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence ni réserve importante. Une divergence ou réserve importante est celle qui :

- i. Affecte sensiblement en contradiction avec le Dossier d'Appel d'Offres, les droits de l'Autorité Contractante ou ses obligations au titre de la Lettre Commande ;
 - ii. Limite sensiblement en contradiction avec le Dossier d'Appel d'Offres, les droits de l'Autorité Contractante ou ses obligations au titre de la Lettre Commande ;
 - iii. Est telle que sa correction affecterait injustement la compétitivité des autres soumissionnaires qui ont présenté des offres conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres.
- 28.4. Si une offre n'est pas conforme pour l'essentiel, elle sera écartée par la Commission Interne de Passation de Marchés Publics de la Commune de d'Ambam et ne pourra être par la suite rendue conforme.
- 28.5. L'Autorité Contractante se réserve le droit d'accepter ou de rejeter toute modification, divergence ou réserve. Les modifications, divergences variantes et autres facteurs qui dépassent les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ne doivent pas être pris en compte lors de l'évaluation des offres.

Article 29 : Qualification du soumissionnaire

La Sous-commission Technique d'analyse s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre substantiellement conforme aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres, satisfait aux critères de qualification stipulés à l'article 6 du RPAO. Il est essentiel d'éviter tout arbitraire dans la détermination de la qualification.

Article 30 : Correction des erreurs

- 30.1. La Sous-commission d'analyse vérifiera les offres reconnues conformes pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres pour en rectifier les erreurs de calcul éventuelles. La sous-commission d'analyse corrigera les erreurs de la façon suivante :
- a. S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par les quantités, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de la Sous-commission d'analyse, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;
 - b. Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ;
 - c. S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et celui en chiffres, le montant en de la lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique confirmée par le sous-détail dudit prix, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.
- 30.2. Le montant figurant dans la Soumission sera corrigé par la Sous-commission Technique d'analyse, conformément à la procédure de correction d'erreurs susmentionnée et, avec la confirmation du Soumissionnaire, ledit montant sera réputé l'engager.
- 30.3. Si le Soumissionnaire ayant présenté l'offre évaluée la moins-disante, n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa garantie pourra être saisie.

Article 31 : Conversion en une seule monnaie

- 31.1. Pour faciliter l'évaluation et la comparaison des offres, la sous-commission Technique d'analyse convertira les prix des offres exprimés dans les diverses monnaies dans lesquelles le montant de l'offre est payable en francs CFA.
- 31.2. La conversion se fera en utilisant le cours vendeur fixé par la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC), dans les conditions définies par le RPAO.

Article 32 : Evaluation et comparaison des offres au plan financier

- 32.1. Seules les offres reconnues conformes, selon les dispositions de l'article 28 du RGAO, seront évaluées et comparées par la Sous-commission d'analyse.
- 32.2. En évaluant les offres, la sous-commission Technique d'analyse déterminera pour chaque offre le montant évalué de l'offre en rectifiant son montant comme suit :
- a. En corrigeant toute erreur éventuelle conformément aux dispositions de l'article 30.2 du RGAO ;
 - b. En excluant les sommes provisionnelles et, le cas échéant, les provisions pour imprévus figurant dans le Détail quantitatif et estimatif récapitulatif, mais en ajoutant le montant

des travaux en régie, lorsqu'ils sont chiffrés de façon compétitive comme spécifié dans le RPAO ;

- c. En convertissant en une seule monnaie le montant résultant des rectifications (a) et (b) ci-dessus, conformément aux dispositions de l'article 31.2 du RGAO ;
 - d. En ajustant de façon appropriée, sur des bases techniques ou financières, toute autre modification, divergence ou réserve quantifiable ;
 - e. En prenant en considération les différents délais d'exécution proposés par les soumissionnaires, s'ils sont autorisés par le RPAO ;
 - f. Le cas échéant, conformément aux dispositions de l'article 13.2 du RGAO et du RPAO, en appliquant les rabais offerts par le Soumissionnaire pour l'attribution de plus d'un lot, si cet appel d'offres est lancé simultanément pour plusieurs lots ;
- 32.3. Si l'offre évaluée la moins-disante est jugée anormalement basse ou est fortement déséquilibrée par rapport à l'estimation de l'Autorité Contractante, des travaux à exécuter dans le cadre de la lettre commande, la sous-commission Technique d'analyse peut à partir du sous-détail des prix fourni par le soumissionnaire pour n'importe quel élément, ou pour tous les éléments du détail quantitatif et estimatif, vérifier si ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé. Au cas où les justificatifs présentés par le soumissionnaire ne lui semblent pas satisfaisants, l'Autorité Contractante peut rejeter ladite offre.

Article 33 : Préférence accordée aux soumissionnaires nationaux

Si cette disposition est mentionnée dans le RPAO, les entrepreneurs nationaux peuvent bénéficier d'une marge de préférence nationale telle que prévue par le Code des Marchés Publics aux fins d'évaluation des offres.

E. Attribution de la Lettre Commande

Article 34 : Attribution de la Lettre Commande

- 34.1. L'Autorité Contractante attribuera la Lettre Commande au Soumissionnaire dont l'offre a été reconnue conforme pour l'essentiel au Dossier d'Appel d'Offres et qui dispose des capacités techniques et financières requises pour exécuter la lettre Commande de façon satisfaisante et dont l'offre a été évaluée la moins-disante en incluant le cas échéant les rabais proposés.
- 34.2. Si, selon l'article 13.2 du RGAO, l'appel d'offres porte sur plusieurs lots, l'offre la moins-disante sera déterminée en évaluant ce Marché en liaison avec les autres lots à attribuer concurremment, en prenant en compte les rabais offerts par les soumissionnaires en cas d'attribution de plus d'un lot, ainsi que de leur plan de charges au moment de l'attribution.

Article 35 : Droit de l'Autorité Contractante de déclarer un Appel d'Offres infructueux ou d'annuler une procédure

L'Autorité Contractante se réserve le droit d'annuler une procédure d'Appel d'Offres après autorisation du Ministre en Charge des Marchés Publics lorsque les offres ont été ouvertes ou de déclarer un Appel d'Offres infructueux après avis de la Commission de Passation des Marchés compétente, sans qu'il y ait lieu à réclamation.

Article 36 : Notification de l'attribution de la lettre commande

Avant l'expiration du délai de validité des offres fixé par le RPAO, l'Autorité Contractante notifiera à l'attributaire de la Lettre Commande par télécopie confirmée par lettre recommandée par tous autres moyens que sa soumission a été retenue. Cette notification de la lettre commande indiquera le montant que l'Autorité Contractante paiera à l'Entrepreneur au titre de l'exécution des travaux et le délai d'exécution.

Article 37 : Publication des résultats d'attribution de la Lettre Commande et recours

- 37.1. L'Autorité Contractante communique à tout soumissionnaire ou administration concernée, sur requête à lui adressée dans un délai maximal de cinq (5) jours après la publication des résultats d'attribution, le procès-verbal de la séance d'attribution de la Lettre Commande y relatif auquel est annexé le rapport d'analyse des offres.
- 37.2. L'Autorité Contractante est tenu de communiquer les motifs de rejet des offres des soumissionnaires concernés qui en font la demande.

37.3. Après la publication du résultat de l'attribution, les offres non retirées dans un délai maximal de quinze (15) jours seront détruites, sans qu'il y ait lieu à réclamation, à l'exception de l'exemplaire destiné à l'Organisme Chargé de la Régulation des Marchés Publics

37.4. En cas de recours, il doit être adressé à l'autorité chargée des marchés publics, avec copies à l'organisme chargé de la régulation des marchés publics, à l'Autorité Contractante et au Président de la Commission.

Il doit intervenir dans un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables après la publication des résultats.

Article 38 : Signature de la Lettre Commande

Le Maître d'Ouvrage dispose d'un délai maximum de cinq (05) jours ouvrables pour la signature de la Lettre Commande à compter de sa date de souscription par son attributaire.

Article 39 : Cautionnement définitif

39.1. Dans les vingt (20) jours suivant la notification de la Lettre Commande par l'Autorité Contractante, l'entrepreneur fournira à l'Autorité Contractante un cautionnement définitif, sous la forme stipulée dans le RPAO, conformément au modèle fourni dans le Dossier d'Appel d'Offres.

39.2. Le cautionnement définitif ne saurait être inférieur à (2%) et supérieur à (5%) du montant de la Lettre Commande, augmenté le cas échéant du montant des Avenants.

39.3. L'absence de production du cautionnement définitif dans les délais prescrits est susceptible de donner lieu à la résiliation de la Lettre Commande dans les conditions prévues dans le CCAG.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REGION DU SUD

DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM

COMMUNE D'AMBAM

SECRETARIAT GENERAL

SERVICE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES PUBLICS

BP 163 AMBAM



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

SOUTH REGION

NTEM VALLEY DIVISIONAL

AMBAM COUNCIL

INTERNAL CONTRACTS TENDER BOARD OF
AMBAM

INTERNAL SERVICE FOR ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLICS CONTRACT

PO BOX 163

MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM

AUTORITE CONTRACTANTE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES D'AMBAM

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°001/DAONO/RS/D-VNT/COMMUNE D'AMBAM/SG/SIGAMP/2021 DU 05/02 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE EQUIPEES DE 60 TABLES BANCS CHACUNE ET DE DEUX BUREAUX DE MAITRE DANS CERTAINES ECOLES PUBLIQUES DE LA COMMUNE D'AMBAM POUR LE COMPTE DU MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL, DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM, REGION DU SUD.

Lot N°	Financement	Autorisation de Dépense	Imputation Budgétaire	Désignation	Montant (FCFA)	Délai d'exécution
1	BIP MINDDEVEL 2021	IW02491	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique YOSMA'AN	21 000 000	03 MOIS
		IW02496	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de YOS MA'AN	2 050 000	

2	BIP MINDDEVEL 2021	IW02492	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique de NKOL-EFOULAN	21 000 000	03 MOIS
		IW02497	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de NKOL- EFOULAN	2 050 000	
3	BIP MINDDEVEL 2021	IW02493	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à GPBS de Meyo Centre	21 000 000	03 MOIS
		IW02498	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de GPBS de Meyo Centre	2 050 000	

PIECE N°3 : REGLEMENT PARTICULIER DE L'APPEL D'OFFRES (RPAO)

SOMMAIRE DU RPAO

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 2 : CONDITIONS GENERALES DE L'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUANT LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 4 : ADDITIF AU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 5 : ETABLISSEMENT DU MONTANT DES OFFRES

ARTICLE 6 : PRESENTATION GENERALE DES OFFRES

ARTICLE 7 : OFFRE DE BASE

ARTICLE 8 : PROPOSITIONS TECHNIQUES

ARTICLE 9 : DELAI D'ENGAGEMENT

ARTICLE 10 : ATTRIBUTION DE LA LETTRE COMMANDE

ARTICLE 11 : CRITERES D'ANALYSE DES OFFRES

ARTICLE 12 : CLASSEMENT DES ENTREPRISES

ARTICLE 13 : MONNAIE DE COMPTE ET DE PAIEMENT

Article 1 : Objet de l'Appel d'Offres

Le présent Appel d'Offres a pour objet les travaux de construction d'un bloc de deux (02) salles de classe dans certaines Ecoles Publiques de la Commune d'Ambam pour le compte respectivement des Ministères de la Décentralisation et du Développement Local LOT 1, LOT 2 et LOT 3 conformément au tableau ci-dessous :

Lot N°	Financement	Autorisation de Dépense	Imputation Budgétaire	Désignation	Montant (FCFA)	Délai d'exécution
1	BIP MINDDEVEL 2021	IW02491	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique YOSMA'AN	21 000 000	03 MOIS
		IW02496	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de YOSMA'AN	2 050 000	
2	BIP MINDDEVEL 2021	IW02492	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique de NKOL-EFOULAN	21 000 000	03 MOIS
		IW02497	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de NKOL-EFOULAN	2 050 000	
3	BIP MINDDEVEL 2021	IW02493	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à GPBS de Meyo Centre	21 000 000	03 MOIS
		IW02498	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de GPBS de Meyo Centre	2 050 000	

Ces travaux sont soumis à la réglementation en vigueur au Cameroun notamment aux textes ci-après :

- 1) Le Décret n° 2018/366 du 20 Juin 2018 portant Code des Marchés Publics ;
- 2) Le Décret n° 2001/048 du 23 février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
- 3) Le Décret n° 2003/651 du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des Marchés Publics ;
- 4) Le Décret n° 87/02 du 02 janvier 1987 portant réglementation du Service Après-Vente;
- 5) L'Arrêté n° 093/CAB/PM du 05 novembre 2002 fixant les montants de la caution de soumission et les frais du Dossier d'Appel d'Offres;
- 6) L'Arrêté n°033/CAB/PM du 13 février 2007 mettant en vigueur le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics,
- 7) La circulaire n° 003/CAB/PM relative au respect des règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des Marchés Publics.
- 8) Arrêté n°038/CAB/PM du 15 Mai 2014 mettant en vigueur les DAO pour la passation des Marchés Publics ;
- 9) La Circulaire N°001/CAB/PR du 19 juin 2012 relative à la passation et au contrôle de l'exécution des Marchés Publics.
- 10) Le Décret N° 2012/076 du 08 mars 2012 modifiant et complétant certaines dispositions du Décret N°2001/048 du 23 février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'A.R.M.P ;
- 11) La circulaire N° 00000242/C/MINFI du 30 décembre 2020 portant instructions relatives l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat, des Autres Entités Publiques, pour l'exercice 2021

Article 2 : Conditions Générales de l'Appel d'Offres

Les concurrents sont tenus de soumissionner pour le projet présenté par l'Administration. L'article 11 du présent RPAO indique la méthode d'évaluation des offres des soumissionnaires. L'Autorité Contractante se réserve la faculté de ne pas donner suite à l'Appel d'Offres sans qu'il y ait lieu à réclamation de la part des soumissionnaires. Après remise de son offre, un soumissionnaire ne peut la retirer, la modifier ou la corriger pour quelques raisons que ce soit. Cette condition est valable à la fois avant et après l'expiration du délai de remise des offres.

2-1 Mode de participation

La participation au présent Appel d'Offres est réservée aux entreprises de droit Camerounais.

2-2 Retrait du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres peut être retiré auprès du Secrétariat Général de la Commune d'Ambam ou **Secrétariat du Service Interne de Gestion Administrative des Marchés Publics (SIGAMP) sis à la bibliothèque municipale d'Ambam** ou au Cabinet du Maire de la Commune d'Ambam sur présentation d'une quittance de paiement d'une somme non remboursable de **quarante mille 40 000 francs CFA**.

2-3 Visite du site

Le Soumissionnaire devra obligatoirement effectuer une visite des lieux et s'assurer des conditions météorologiques et sismiques locales, normales et exceptionnelles, de leurs conséquences (ruissellement, épuisement d'eau, relief du site, etc.) des abords, des moyens d'accès, etc. existants avant d'établir son offre. Cette attestation de visite des lieux devra être signée sur l'honneur par le soumissionnaire.

2-4 Respect des conditions d'Appel d'Offres

Les entreprises devront obligatoirement répondre suivant les conditions techniques du Dossier d'Appel d'Offres. Elles peuvent cependant en plus proposer des variantes (quantités, mode d'exécution, nature du matériau, etc.) suite à leur propre étude et à la visite obligatoire du site.

L'offre devra être remise au lieu, date et heure indiqués dans l'Avis d'Appel d'Offres. Toute offre remise à une heure ou à une date ultérieure sera refusée.

Article 3 : Pièces constituant le Dossier d'Appel d'Offres

Les documents faisant partie du présent Appel d'Offres forment un dossier comprenant les pièces suivantes :

- Pièce n°1 : l'Avis d'Appel d'Offres
- Pièce n°2 : Règlement Général d'Appel d'Offre(RGAO)
- Pièce n°3 : le Règlement Particulier de l'Appel d'Offres (RPAO)
- Pièce n°4 : le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
- Pièce n°5 : le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
- Pièce n°6 : le Cadre du Bordereau des Prix Unitaires (CBPU)
- Pièce n°7 : le Modèle de Sous-détail de Prix Unitaire
- Pièce n°8 : le Cadre du Détail Quantitatif et Estimatif (CDQE)
- Pièce n°9 : le Modèle de Soumission
- Pièce n°10 : le Modèle de Déclaration d'Intention de Soumissionner
- Pièce n°11 : les Textes et Fiches Modèles
- Pièce n°12 : les Documents Graphiques

Article 4 : Additif au Dossier d'Appel d'Offres

4-1 Au cas où certains soumissionnaires auraient des renseignements complémentaires à demander, ou auraient des doutes sur la signification exacte de certaines parties des documents d'Appel d'Offres, ils devraient s'en référer par écrit, télégramme, télécopie ou fax adressé à Monsieur le Maire de la Commune d'Ambam en vue d'obtenir les éclaircissements nécessaires, avant de transmettre leurs offres.

L'Autorité Contractante répondra par lettre, télégramme ou fax-similé à toute demande d'éclaircissements nécessaires, qu'elle aura reçue avant les quatorze jours précédant la date limite de dépôt des offres.

Si les questions soulevées sont fondées, elles feront l'objet d'additif au Dossier d'Appel d'Offres.

Aucune réponse ne sera faite à des questions verbales et toute interprétation par un soumissionnaire des documents d'Appel d'Offres n'ayant pas fait l'objet d'un additif sera rejetée et ne pourra engager la responsabilité de l'Autorité Contractante

4-2 Des additifs au Dossier d'Appel d'Offres pourront également être ajoutées par l'Autorité Contractante en vue de rendre plus claire la compréhension des documents d'Appel d'Offres ou d'apporter des modifications techniques ou autres à ces documents.

Ces additifs seront transmis également à tous soumissionnaires en possession du Dossier

d'Appel d'Offres au plus tard quatorze (14) jours avant la date de remise des offres et feront partie des documents d'Appel d'Offres.

Article 5 : Etablissement du montant des offres

5-1 L'Appel d'Offres est une offre sur prix unitaires. Le soumissionnaire devra remplir, en lettres et en chiffres, les prix unitaires des bordereaux des prix, les porter dans le détail estimatif et les multiplier par les quantités indiquées, de façon à obtenir le montant total de l'offre, ferme et non révisable pour l'ensemble des prestations et de l'équipement définis au présent appel d'offres.

Ce montant sera calculé toutes taxes comprises. La valeur de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sera égale à 19,25%. Il comportera les droits de douane et les frais de timbre de l'enregistrement ainsi que l'impôt sur le revenu.

Les prix seront obligatoirement exprimés en francs CFA. L'enregistrement et timbre de la lettre commande, respectent les dispositions particulières fixées par le décret relatif aux Marchés Publics passés sur prix global et forfaitaire.

5-2 Le Bordereau des prix unitaires devra être obligatoirement complet.

Le soumissionnaire est obligé d'exprimer les prix du bordereau et du détail estimatif en francs CFA hors taxes et impôts.

Les prix en lettres du bordereau primeront sur les prix en chiffres dudit bordereau et du détail estimatif, et serviront de base au calcul du montant de l'offre.

5-3 Le soumissionnaire ne pourra faire dans quelque poste que ce soit du bordereau des prix unitaires, un rabais ou une augmentation sur les prix unitaires indiqués ou sur les montants résultant de ces prix unitaires. Les erreurs éventuelles seront redressées par la sous-commission d'analyse de la façon suivante :

- lorsqu'il y a différence entre le montant en chiffres et le montant en lettres, le montant en lettres fera foi ;
- lorsqu'il existe une différence entre le taux unitaire et le montant total obtenu en effectuant le produit du taux unitaire par la quantité, le taux unitaire cité fera foi, à moins que l'Autorité Contractante n'estime qu'il s'agit d'une erreur grossière de virgule ou de taux unitaire, auquel cas le montant total cité fera foi et le taux unitaire sera corrigé.

Les montants figurant à la soumission seront rectifiés par la sous-commission d'analyse conformément à la procédure décrite ci-dessus et avec le consentement du soumissionnaire et seront considérés comme engageant ce dernier. Si le soumissionnaire n'accepte pas les corrections ainsi effectuées, son offre sera rejetée.

L'établissement des prix est réputé avoir été fait sur la base des conditions économiques en vigueur en République du Cameroun à la date de la remise des offres et pour la durée de la lettre commande : **CES PRIX SONT FERMES ET NON REVISABLES.**

Article 6 : Présentation générale des offres

A/ ETABLISSEMENT DES OFFRES

Les offres sont établies en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies et doivent être conformes aux prescriptions du dossier d'Appel d'Offre.

B/ PRESENTATION

Les plis contenant les offres sont contenus dans une enveloppe anonyme fermée et portant la mention :

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° N°001/DAONO/RS/D-VNT/COMMUNE D'AMBAM/SG/SIGAMP/2021
DU 05/02 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE EQUIPEES
DE 60 TABLES BANCS CHACUNE ET DE DEUX BUREAUX DE MAITRE DANS CERTAINES ECOLES PUBLIQUES DE LA
COMMUNE D'AMBAM POUR LE COMPTE DU MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT
LOCAL, LOT1, LOT2 ET LOT3.
« A N'OUVRIR QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »**

b-1/ L'enveloppe extérieure

La soumission ainsi que toutes les pièces l'accompagnant, devront être remises en sept (07) exemplaires, dont un (01) original et six (06) copies marqués comme tels.

Chaque soumissionnaire présentera son dossier à l'intérieur d'une enveloppe extérieure cachetée portant la mention :

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° N°001/DAONO/RS/D-VNT/COMMUNE D'AMBAM/SG/SIGAMP/2021
DU 05/02 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE EQUIPEES**

**DE 60 TABLES BANCS CHACUNE ET DE DEUX BUREAUX DE MAITRE DANS CERTAINES ECOLES PUBLIQUES DE LA
COMMUNE D'AMBAM POUR LE COMPTE DU MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT
LOCAL, LOT1, LOT2 ET LOT3.**

« A N'OUVRIRE QU'EN SEANCE DE DEPOUILLEMENT »

B-2/ Enveloppe intérieure

L'enveloppe extérieure contiendra trois (03) enveloppes intérieures.

La première portera la mention « **enveloppe A** » et contiendra le dossier administratif de l'entreprise constituée des pièces ci-après :

Enveloppe A : Dossier Administratif

Pièce n°	Désignation
A.1	Déclaration d'intention de soumissionner suivant le modèle du DAO, signée et timbrée
A.2	Quittance d'achat du Dossier d'Appel d'Offres
A.3	Copie légalisée de la carte de contribuable en cours de validité ou Attestation d'Immatriculation
A.4	Attestation de non faillite
A.5	Copie légalisée du registre de commerce
A.6	Attestation de non redevance fiscale
A.7	Attestation de soumission CNPS précisant le numéro et l'objet de l'Appel d'Offres
A.8	Cautionnement provisoire de soumission dont le montant et les modalités sont fixés dans l'Appel d'Offres
A.9	Attestation de domiciliation bancaire (R.I.B.) datant de moins de trois mois
A.10	Attestation de visite de site signée sur l'honneur par l'entreprise
A.11	Attestation et plan de localisation I de l'entreprise égalisés
A.12	Attestation de non exclusion de l'ARMP

La deuxième enveloppe intérieure portera la mention « **enveloppe B** » et contiendra l'offre technique de l'entreprise constituée des pièces ci-après :

Enveloppe B : Offre Technique

Pièce n°	Désignation
B.1	Référence dans les réalisations similaires <ul style="list-style-type: none"> - liste des références de l'entreprise dans le domaine des BTP pour les 5 dernières années en cours (dates) ; - 03 contrats et 03 PV de réception des ouvrages réalisés
B.2	Qualité du personnel <ul style="list-style-type: none"> - liste du personnel affecté au projet (joindre copies certifiées des diplômes et CV) ; - Diplôme du conducteur des travaux daté et signé ; <ul style="list-style-type: none"> • Technicien Supérieur de Génie Civil (minimum avec au moins 3 ans d'expérience) • Technicien de Génie Civil (Minimum avec au moins 3 ans d'expérience) - CV du conducteur des travaux daté et signé - CV du Chef chantier, daté et signé
B.3	Moyens logistiques <ul style="list-style-type: none"> - Liste du petit matériel de chantier (produire les factures ou tout autre document justificatif) ; - au moins un camion (produire photocopie légalisée de la carte grise ou contrat de location légalisé) - au moins un Pick-up (produire photocopie légalisée de la carte grise ou contrat de location légalisé)
B.4	Méthodologie d'exécution des travaux <ul style="list-style-type: none"> - Note technique détaillée concernant l'organisation des travaux - Planning détaillé d'exécution des travaux - Protection/sécurité des ouvriers
B.5	Sous-traitance N'aura pas recours à un sous-traitant

B.6	- Protection de l'environnement
B.7	- Sécurité – Santé – Hygiène des personnels du chantier
B.8	Rapport de visite des lieux <ul style="list-style-type: none"> – Prises de vue (Photos) – Rapports de visite pertinents.

La troisième enveloppe portera la mention « **Enveloppe C** » et contiendra l'offre financière de l'entreprise constituée des documents ci-après :

Enveloppe C : Offre Financière

Pièce n°	Désignation
C.1	Soumission signée, datée et timbrée conformément au modèle du DAO
C.2	le cadre du détail estimatif complété, paraphé et signé à la dernière page
C.3	le sous détail des prix unitaires paraphé
C.4	le bordereau des prix unitaires en chiffres et en lettres paraphé et signé à la dernière page
C.5	capacité financière (à prouver par le soumissionnaire, de 4 610 000 (quatre million six cent dix mille) pour un LOT

N.B : les pièces administratives devront être produites en original ou en copies certifiées par les autorités administratives ou les services émetteurs conformes et datées de moins de trois mois à la remise des offres.

Les soumissions et leurs documents annexes devront être rédigés en français ou en anglais et les prix libellés en francs CFA toutes taxes, hors droits de douane pour les matériaux et matériels importés et toutes taxes, droits de douane, **TVA (19,25%)** et impôts sur le revenu **I.R. (2,2% ou 5,5%)** compris.

C/REMISE DES OFFRES

Les offres devront parvenir sous pli fermé et scellé au plus tard le **08/03/2021 à 14 heures**, heure locale contre récépissé à l'adresse suivante : **SECRETARIAT GENERAL DE LA MAIRIE D'AMBAM.**

- 1- Toutes les signatures initiales nécessaires à la remise de l'offre et indiquées dans cet article seront apposées par le soumissionnaire lui-même ou son représentant dûment mandaté ;
- 2- A leur réception, les plis seront revêtus d'un numéro d'ordre, de l'indication de la date et de l'heure d'arrivée sur le registre spécial contresigné par le soumissionnaire. Les plis resteront cachetés jusqu'à leur ouverture
- 3- Seuls peuvent être ouverts, les plis reçus dans les conditions fixées ci-dessus.

Si l'enveloppe extérieure n'est pas scellée et ne porte pas les mentions prévues ci-dessus, la Commission Interne de Passation des Marchés Publics de la Commune de d'Ambam ne portera pas la responsabilité d'une erreur de destination ou d'une ouverture des plis prématurée.

Une offre qui aurait été ouverte trop tôt pour cette raison sera rejetée et renvoyée au soumissionnaire.

L'ouverture des plis se fera aux dates et lieu précisés dans l'avis d'Appel d'Offres.

Article 7 : Offre de base

Le soumissionnaire devra obligatoirement présenter une offre de base conforme aux dispositions du Dossier d'Appel d' Offres.

Article 8 : Propositions techniques

Des propositions techniques pourront être faites et porteront sur les variantes proposées par les soumissionnaires.

Ces propositions techniques incluses dans l'enveloppe B comporteront :

- une note technique justifiant l'équivalence de la solution proposée avec la solution de base du point de vue capacité de service décrivant le matériel et les matériaux mis en œuvre ;
- les nouveaux bordereaux des prix et les nouveaux devis estimatifs établis conformément

à l'article 5 ci-dessus.

L'Autorité Contractante se réserve le droit d'établir le contrat en tenant compte ou en rejetant ces propositions.

Article 9 : Délai d'engagement

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant un délai de **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date limite fixée pour la remise des offres, délai au cours duquel l'Autorité Contractante se prononcera sur l'entreprise à retenir.

Article 10 : Attribution de la Lettre Commande

La lettre commande est attribuée au soumissionnaire dont l'offre a été conforme au Dossier d'Appel d'Offres et qui a été évaluée la moins-disante.

L'Autorité Contractante se réserve le droit d'annuler la procédure d'Appel d'Offres et de rejeter toutes les offres à tout moment avant l'attribution de la Lettre Commande, sans en courir la responsabilité à l'égard du ou des soumissionnaires affectés par sa décision, ni l'obligation de les informer des raisons de sa décision.

Après publication des résultats, les offres non retenues sont mises à la disposition des soumissionnaires qui sont avisés. Elles seront détruites si elles ne sont pas retirées dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date d'attribution.

Article 11 : Critères d'analyse des offres

Les offres sont ouvertes en une seule fois et évaluées en trois étapes.

11.1 Examen de la conformité des pièces administratives

- a) le dossier doit être complet et toutes pièces valides et authentiques ;
- b) le cautionnement provisoire (la garantie de soumission) doit être conforme au modèle imposé ;
- c) les offres dont le dossier administratif est conforme sont ensuite évaluées techniquement ;

L'évaluation permettra de déterminer le coût de chaque offre et de comparer les offres entre elles sur la base suivante :

11.2 Evaluation technique

Elle sera faite selon le mode binaire. Ces critères ont été regroupés par rubriques ainsi qu'il suit :

Pièce n°	Désignation
B.1	Référence dans les réalisations similaires <ul style="list-style-type: none">- liste des références de l'entreprise dans le domaine des BTP pour les 5 dernières années en cours (dates) ;- 03 contrats et 03 PV de réception des ouvrages réalisés
B.2	Qualité du personnel <ul style="list-style-type: none">- liste du personnel affecté au projet (joindre copies certifiées des diplômes et CV) ;- Diplôme du conducteur des travaux daté et signé;<ul style="list-style-type: none">• Technicien Supérieur de Génie Civil (minimum avec au moins 3 ans d'expérience)- CV daté et signé du conducteur des travaux ;- Diplôme du Chef chantier, daté et signé<ul style="list-style-type: none">• Technicien de Génie Civil (Minimum avec au moins 3 ans d'expérience)- CV du conducteur des travaux daté et signé- CV du Chef chantier, daté et signé
B.3	Moyens logistiques <ul style="list-style-type: none">- Liste du petit matériel de chantier (produire les factures ou tout autre document justificatif) ;- au moins un camion (produire photocopie légalisée de la carte grise ou contrat de location légalisé)- au moins un Pick- up (produire photocopie légalisée de la carte grise ou contrat de location légalisé)
B.4	Méthodologie d'exécution des travaux <ul style="list-style-type: none">- Note technique détaillée concernant l'organisation des travaux- Planning détaillé d'exécution des travaux

	- Protection/sécurité des ouvriers
B.5	Sous-traitance N'aura pas recours à un sous-traitant
B.6	- Protection de l'environnement
B.7	- Sécurité – Santé – Hygiène des personnels du chantier
B.8	Rapport de visite des lieux - Prises de vue (Photos) - Rapports de visite pertinents.

La note de l'offre technique sera obtenue par addition des « **oui** » pour chaque critère. Si cette note est inférieure à 70% de oui, l'offre sera jugée mauvaise et exclue du classement.

11.3 Evaluation financière

Seules les offres techniques retenues seront évaluées financièrement. L'analyse de la cohérence des prix sera faite ainsi que la vérification des montants totaux. Les erreurs de calcul seront corrigées.

La comparaison des offres retenues se fera sur la base du prix toutes taxes comprises en prenant en compte toutes les rubriques du bordereau des prix et les corrections éventuelles. L'évaluation sera faite sur la base des critères prédéfinis. Ces critères ont été regroupés par rubrique ainsi qu'il suit :

Sous détails des prix unitaires

- décomposition des prix ;
- cohérence des rendements ;
- pertinence des prix (la pratique des prix irréalistes est un facteur de disqualification) ;
- pertinence de la durée de l'activité ;

Bordereau des prix unitaires

- concordance entre les prix en de la lettres et en chiffres

Article 12 : Classement des entreprises

A l'issue de l'évaluation financière, l'offre évaluée la moins disante sera retenue.

Le rapport d'analyse sera soumis à la Commission Interne de Passation des Marchés de la Commune d'Ambam pour adoption.

La décision portant attribution de la lettre commande sera publiée par voie de communiqué de presse ou tout autre moyen de publication d'usage dans l'administration.

Le soumissionnaire restera lié par son offre pendant **90 jours** à compter de la date de remise des offres.

Article 13 : Monnaie de compte et de paiement

La Monnaie de compte et de paiement est le franc CFA.

Le soumissionnaire est obligé de fournir un devis estimatif dans lequel les prix seront exprimés en francs CFA toutes taxes y compris droit de douane, TVA (19,25%) et impôts sur le revenu.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN*Paix – Travail – Patrie*

REGION DU SUD

DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM

COMMUNE D'AMBAM

SECRETIARIAT GENERAL

SERVICE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES PUBLICS

BP 163 AMBAM

**REPUBLIC OF CAMEROON***Peace – Work – Fatherland*

SOUTH REGION

NTEM VALLEY DIVISIONAL

AMBAM COUNCIL

INTERNAL CONTRACTS TENDER BOARD OF
AMBAM

INTERNAL SERVICE FOR ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLICS CONTRACT

PO BOX 163

MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM**AUTORITE CONTRACTANTE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM****COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES D'AMBAM**

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°001/DAONO/RS/D-VNT/COMMUNE D'AMBAM/SG/SIGAMP/2021 DU 05/02 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE EQUIPEES DE 60 TABLES BANCS CHACUNE ET DE DEUX BUREAUX DE MAITRE DANS CERTAINES ECOLES PUBLIQUES DE LA COMMUNE D'AMBAM POUR LE COMPTE DU MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL, DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM, REGION DU SUD.

Lot N°	Financement	Autorisation de Dépense	Imputation Budgétaire	Désignation	Montant (FCFA)	Délai d'exécution
1	BIP MINDDEVEL 2021	IW02491	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique YOSMA'AN	21 000 000	03 MOIS
		IW02496	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de YOSMA'AN	2 050 000	
2	BIP MINDDEVEL 2021	IW02492	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique de NKOL-EFOULAN	21 000 000	03 MOIS
		IW02497	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de NKOL-EFOULAN	2 050 000	
3	BIP MINDDEVEL 2021	IW02493	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à GPBS de Meyo Centre	21 000 000	03 MOIS
		IW02498	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de GPBS de Meyo Centre	2 050 000	

PIECE N°4 : CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

SOMMAIRE

CHAPITRE I – GENERALITES

ARTICLE 1 – OBJET DE LA LETTRE COMMANDE
ARTICLE 2 – PROCEDURE DE PASSATION DE LA LETTRE COMMANDE
ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES
ARTICLE 4 – TEXTES GENERAUX
ARTICLE 5 – ATTRIBUTIONS
ARTICLE 6 – DOMICILE DU COCONTRACTANT

CHAPITRE II – EXECUTION DE LA LETTRE COMMANDE

ARTICLE 7 – CONNAISSANCE DES LIEUX ET CONDITIONS GENERALES DES TRAVAUX
ARTICLE 8 – CONTENU DES PRESTATIONS
ARTICLE 9 – ROLE ET RESPONSABILITE DU COCONTRACTANT
ARTICLE 10 – DELAI D'EXECUTION DE LA LETTRE COMMANDE
ARTICLE 11 – RECEPTION PROVISOIRE
ARTICLE 12 – DELAI DE GARANTIE
ARTICLE 13 – RECEPTION DEFINITIVE
ARTICLE 14 – COMPOSITION DE LA COMMISSION DE RECEPTION
ARTICLE 15 – ASSURANCE
ARTICLE 16 – JOURNAL DE CHANTIER
ARTICLE 17 – SOUS-TRAITANCE

CHAPITRE III – DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 18 – GENERALITES – PRIX
ARTICLE 19 – AVANCES
ARTICLE 20 – MONTANT DE LA LETTRE COMMANDE
ARTICLE 21 – MODALITES DE PAIEMENT
ARTICLE 22 – DOMICILIATION BANCAIRE
ARTICLE 23 – CAUTIONNEMENT DEFINITIF
ARTICLE 24 – RETENUE DE GARANTIE
ARTICLE 25 – PENALITES ET DOMMAGES – INTERETS
ARTICLE 26- CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERE
ARTICLE 27 – BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES
ARTICLE 28 – DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF
ARTICLE 29 – REGIME FISCAL ET DOUANIER
ARTICLE 30 – ENREGISTREMENT ET TIMBRE
ARTICLE 31 – NANTISSEMENT

CHAPITRE IV – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 32 – PRESCRIPTIONS DIVERSES
ARTICLE 33 – EDITION ET DIFFUSION
ARTICLE 34 – CAS DE FORCE MAJEURE
ARTICLE 35 – LITIGES
ARTICLE 36 – RESILIATION
ARTICLE 37 – ET DERNIER – VALIDITE DE LA LETTRE COMMANDE ET ENTREE EN VIGUEUR

CHAPITRE I GENERALITES

ARTICLE 1- OBJET DE LA LETTRE COMMANDE

La présente Lettre-Commande a pour objet l'exécution des travaux de construction d'un bloc de deux (02) salles de classe dans certaines Ecoles Publiques de la Commune d'Ambam pour le compte du Ministère de la Décentralisation et du Développement Local LOT 1, LOT 2 et LOT 3 conformément au tableau ci –dessous :

Lot N°	Financement	Autorisation de Dépense	Imputation Budgétaire	Désignation	Montant (FCFA)	Délai d'exécution
1	BIP MINDDEVEL 2021	IW02491	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique YOSMA'AN	21 000 000	03 MOIS
		IW02496	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de YOS MA'AN	2 050 000	
2	BIP MINDDEVEL 2021	IW02492	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique de NKOL-EFOULAN	21 000 000	03 MOIS
		IW02497	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de NKOL-EFOULAN	2 050 000	
3	BIP MINDDEVEL 2021	IW02493	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à GPBS de Meyo Centre	21 000 000	03 MOIS
		IW02498	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de GPBS de Meyo Centre	2 050 000	

ARTICLE 2 – PROCEDURE DE PASSATION DE LA LETTRE COMMANDE

La présente lettre commande est passée après Appel d'Offres National Ouvert en Procédure d'Urgence.

ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES

Les pièces contractuelles constitutives de la présente lettre-commande sont par ordre de priorité :

- la Soumission ;
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) ;
- le Sous Détail des Prix Unitaires (SDPU) ;
- le Détail Quantitatif et Estimatif (DQE);
- l'Offre du Cocontractant dans toutes ses parties non contraires aux dispositions du Dossier d'Appel d'Offres ;
- Le Planning actualisé des travaux approuvé ;
- les Plans d'exécution approuvés.

En cas de discordance entre les documents visés ci-dessus, c'est celui portant le rang prioritaire qui fait la loi des parties contractantes.

Toute modification des clauses de la présente lettre commande devra faire l'objet, pour être applicable d'un avenant écrit, accepté par les parties contractantes.

ARTICLE 4 – TEXTES GENERAUX

La présente lettre commande est soumise aux textes ci-après :

- 1) Le Décret n° 2018/366 du 20 Juin 2018 portant Code des Marchés Publics ;
- 2) Le Décret n° 2001/048 du 23 février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'Agence de Régulation des Marchés Publics ;
- 3) Le Décret n° 2003/651 du 16 avril 2003 fixant les modalités d'application du régime fiscal et douanier des Marchés Publics ;

- 4) Le Décret n° 87/02 du 02 janvier 1987 portant réglementation du Service Après-Vente;
- 5) L'Arrêté n° 093/CAB/PM du 05 novembre 2002 fixant les montants de la caution de soumission et les frais du Dossier d'Appel d'Offres;
- 6) L'Arrêté n°033/CAB/PM du 13 février 2007 mettant en vigueur le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Marchés Publics,
- 7) La circulaire n° 003/CAB/PM relative au respect des règles régissant la passation, l'exécution et le contrôle des Marchés Publics.
- 8) Arrêté n°038/CAB/PM du 15 Mai 2014 mettant en vigueur les DAO pour la passation des Marchés Publics ;
- 9) La Circulaire N°001/CAB/PR du 19 juin 2012 relative à la passation et au contrôle de l'exécution des Marchés Publics.
- 10) Le Décret N° 2012/076 du 08 mars 2012 modifiant et complétant certaines dispositions du Décret N°2001/048 du 23 février 2001 portant création, organisation et fonctionnement de l'A.R.M.P ;
- 11) La circulaire N° 00000242/C/MINFI du 30 décembre 2020 portant instructions relatives l'Exécution des Lois de Finances, au Suivi et au Contrôle de l'Exécution du Budget de l'Etat, des Autres Entités Publiques, pour l'exercice 2021

ARTICLE 5 – ATTRIBUTIONS.

Pour l'exécution des dispositions de la présente de la lettre-commande, il est précisé que :

- les attributions de **Maître d'Ouvrage** sont dévolues au Maire de la Commune d'Ambam ;
- les attributions de **l'Autorité Contractante** sont dévolues au Maire de la Commune d'Ambam;
- les attributions de **l'Ingénieur** sont exercées par le Délégué Départemental des Travaux Publics de la Vallée du Ntem ;
- les attributions de **Chef de Service** du Marché sont exercées le Secrétaire de la Mairie d'Ambam.

ARTICLE 6 – DOMICILE DU CO-CONTRACTANT

Pour l'exécution de la présente Lettre-Commande, le Cocontractant élit domicile à _____ B.P. _____, Tél. _____, Télécopie _____

En cas de changement de domicile sans informer l'Administration, toutes les notifications destinées au Cocontractant seront adressées au Maire de la Commune d'Ambam.

Dans les quinze (15) jours qui suivent la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux par le Maire de la Commune d'Ambam, le Cocontractant devra soumettre à l'agrément de l'Autorité Contractante, un représentant habilité à recevoir les notifications d'ordre de service, et à signer au nom du Cocontractant le courrier destiné à l'Administration.

En outre, le Cocontractant fournira à l'Ingénieur une liste nominative des agents ayant reçu délégation de signature, avec indication éventuelle des limites de celle-ci.

Cette liste devra obligatoirement être signée par le signataire de la Lettre Commande et comporter un exemplaire de la signature des personnes ayant reçu délégation de signature.

Cette liste devra comporter au minimum la délégation de signature accordée au responsable du chantier, pour la signature contradictoire des prises en attachement.

CHAPITRE II – EXECUTION DE LA LETTRE COMMANDE

ARTICLE 7 – CONNAISSANCE DES LIEUX ET CONDITIONS GENERALES DES TRAVAUX

Le Cocontractant est supposé avoir visité et examiné l'emplacement des travaux et des environs afin d'avoir la parfaite connaissance avant la remise de son offre des caractéristiques, de l'emplacement et de la nature des travaux à exécuter, de l'importance des matériaux à fournir, des voies et moyens d'accès au chantier, des installations nécessaires, et aussi :

- des conditions générales d'exécution des travaux, en particulier des équipements nécessaires pour ceux-ci ;
- des conditions physiques propres à l'emplacement des travaux, de la nature des sols, de la nature en quantité et en qualité des matériaux rencontrés en surface, ou susceptibles d'être rencontrés dans le sous-sol ;
- des conditions météorologiques et sismiques locales, normales et exceptionnelles, de leurs conséquences (ruissellement, épuisement d'eau, etc.) des abords, des possibilités d'inondation et des positions de la nappe phréatique ;
- des conditions locales, particulièrement des conditions de fourniture et de stockage des matériaux ;
- des moyens de communication, de transport, des possibilités de fourniture en eau, électricité, carburant, de la disponibilité en main d'œuvre ;
- de toutes les contraintes résultant de la législation sociale et du régime fiscal et douanier qui lui est applicable ;
- de l'éventuelle présence à proximité d'autres entreprises travaillant également par de la lettre – commandes distinctes, à la réalisation d'autres ouvrages.

Et d'une manière générale, il est supposé se procurer de toutes les informations concernant les risques, aléas et circonstances susceptibles d'influencer les conditions d'exécution des travaux ou leurs prix seront rémunérés dans le cadre de l'exécution de ces travaux.

Le cocontractant sera seul et pleinement responsable des accidents et dommages de toute nature qui adviendraient, à l'occasion des travaux, à son personnel, à des membres de l'Administration, à son matériel, au cours de l'exécution de la présente Lettre Commande.

A ce titre, il ne pourra se prévaloir d'aucune erreur, omission ou imprécision du Cahier de charges. Il règlera le cas échéant, les dommages sans intervention de l'Administration.

ARTICLE 8 – CONTENU DES PRESTATIONS

Les travaux et les prestations objet de la présente lettre commande comprennent tous les ouvrages prévus dans le cadre du détail quantitatif et estimatif et définis par les plans.

Ces travaux sont décrits dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et définis par les plans.

Ils seront définis en détail par les plans d'exécution réalisés par le Cocontractant.

Les plans annotés ne deviendront contractuels qu'après approbation par l'Ingénieur. Cette approbation ne diminuant en rien la responsabilité du Cocontractant sur la conception et l'exécution des ouvrages.

ARTICLE 9 – ROLE ET RESPONSABILITE DU COCONTRACTANT

Le Cocontractant est responsable vis-à-vis de l'Autorité Contractante, de l'organisation et de la conduite du chantier, de la qualité des matériaux et fournitures dont la charge lui incombe, employés par lui, de leur parfaite adaptation aux besoins du chantier et de la bonne exécution des travaux.

Les travaux seront exécutés conformément aux plans et spécifications techniques selon les règles de l'art conformément aux techniques et pratiques en usage.

A cet effet, le Cocontractant devra prendre toutes les mesures pour fournir tous les moyens nécessaires et engager tout le personnel spécialisé.

Le Cocontractant reste responsable de la totalité du chantier.

Le Cocontractant devra assurer la protection et la sécurité des ouvrages existants pendant l'exécution des travaux.

En outre il devra tenir constamment à jour un planning d'avancement des travaux et le communiquer régulièrement à l'Ingénieur.

Il sera par ailleurs tenu de signer au jour le jour les rapports journaliers établis par le conducteur des travaux.

Le Cocontractant reste responsable de la totalité du chantier.

ARTICLE 10 – DELAI D'EXECUTION DE LA LETTRE COMMANDE

L'ensemble des travaux faisant l'objet de la présente Lettre Commande devra être terminé dans un délai de trois (03) mois à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

Ce délai comprend la période d'installation de l'entreprise, le temps nécessaire à l'aménagement des accès au chantier, aux études qu'il aura à effectuer, les délais que se réserve l'administration pour vérifier le projet d'exécution de l'entreprise, la durée d'approvisionnement quel qu'en soit l'origine, le temps nécessaire à l'exécution des clauses techniques particulières et textes références ainsi que les périodes de pluies.

Si, par suite des travaux supplémentaires ou des circonstances quelconques, le cocontractant s'estimait raisonnablement fondé à présenter une demande de prorogation de délai, cette demande serait examinée par l'Administration.

ARTICLE 11 – RECEPTION PROVISOIRE

Une réception provisoire aura lieu à la fin des prestations quand tous les essais et épreuves à caractère technique donneront satisfaction et que les travaux pourront être livrés au Maître d'Ouvrage.

Pour éviter toute contestation, le Cocontractant est tenu de demander la réception provisoire par de la lettre recommandée ou message porté contre décharge adressé au Maître d'Ouvrage avec copie à l'Autorité Contractante et à l'Ingénieur.

Cette demande devra parvenir un (01) mois au moins avant la date à laquelle il estimera terminer les prestations.

Il sera rédigé un procès-verbal de pré-réception technique indiquant les circonstances dans lesquelles les contrôles auront eu lieu et spécifiant éventuellement les rectifications ou mises au point à apporter avant la réception provisoire.

La réception provisoire n'aura alors lieu qu'après la levée des rectifications ou mises au point à apporter. Un procès-verbal de réception provisoire sera dressé et signé par tous les intervenants en cas d'inconvénients.

ARTICLE 12 – DELAI DE GARANTIE

Le délai de garantie est fixé pour toutes les prestations dans La présente de la Lettre-Commande à douze(12) mois, à compter de la date de la réception provisoire.

Ce délai sera prolongé jusqu'à ce que les travaux aient été mis en état de réception définitive. Jusqu'au moment de cette réception, le Cocontractant devra assurer la charge et toutes les réparations ou réfections quelles qu'elles soient.

ARTICLE 13 – RECEPTION DEFINITIVE

La réception définitive sera prononcée à l'expiration du délai de garantie et dans les mêmes conditions que la réception provisoire, après exécution par les soins et aux frais du Cocontractant des remises en état lui incombant.

La présente de la Lettre-Commande ne sera considérée comme finalement exécutée que sur délivrance par le Maître d'Ouvrage, d'un procès-verbal de réception définitive.

Le Maître d'Ouvrage ne sera responsable vis-à-vis du Cocontractant d'aucun fait résultant de l'exécution La présente de la Lettre-Commande si ce fait n'a pas fait l'objet d'une réclamation écrite de la part du Cocontractant, avant la délivrance du procès-verbal de réception définitive, Nonobstant la délivrance du procès-verbal de réception définitive, le Cocontractant et le Maître d'Ouvrage resteront engagés par toute obligation contractée en vertu de La présente de la lettre-commande avant la date de la réception définitive, et non satisfait à cette date. A cet effet, la lettre sera considérée comme restant en vigueur entre les parties.

La main – levée de la retenue de garantie sera donnée au Cocontractant après signature du procès-verbal de réception définitive sur demande écrite de celui-ci, par l'Autorité Contractante.

ARTICLE 14 – COMPOSITION DE LA COMMISSION DE RECEPTION

La commission de réception sera composée de :

- le Maire de la Commune de d'Ambam, Maitre d'Ouvrage ; Autorité Contractante, ou son Représentant : **Président** ;
- le Délégué Départemental des Marchés Publics de la Vallée du Ntem, ou son Représentant: **Observateur**
- le Délégué Départemental des Travaux Publics de la Vallée du Ntem, Ingénieur du Marché ou son Représentant : **Rapporteur**
- Le Chef Service du Marché : **Membre**
- le Cocontractant : **Membre**
- le responsable de la comptabilité matière : **Membre**
- tout autre membre désigné à l'initiative du Maitre d'Ouvrage en raison de son expertise.

ARTICLE 15 – ASSURANCE

15.1 Assurance

Avant tout commencement d'exécution (et sans pour autant diminuer ses obligations), le Cocontractant devra contracter une assurance globale du chantier.

Cette assurance à établir au bénéfice de l'Autorité Contractante, et du Cocontractant aura pour but de couvrir les risques afférents :

- aux dommages matériels pouvant être causés aux constructions du fait de l'effondrement partiel ou total des ouvrages en construction ;
- aux désordres causés, le cas échéant, aux constructions et ouvrages voisins ;
- aux conséquences pécuniaires des responsabilités incombant au constructeur selon les articles 1382, 1383 et 1384 du code civil, à raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés au propriétaire ou aux tiers du fait des sinistres garantis.

Le Cocontractant est tenu de fournir à l'Autorité Contractante une copie de la police d'assurance contractée pour le chantier et une attestation précisant que le cocontractant et l'Autorité Contractante sont effectivement couverts pour les risques énumérés ci-dessus.

Le règlement du premier décompte des travaux sera subordonné à la production des pièces justificatives de l'assurance globale du chantier.

Le Cocontractant sera tenu de fournir sur demande de l'Autorité Contractante les pièces justificatives du paiement régulier des primes d'assurance et continuité de l'assurance globale de chantier pendant toute la période de construction, jusqu'à la réception provisoire des travaux.

ARTICLE 16 – JOURNAL DE CHANTIER

16.1 Un journal de chantier sera tenu par l'entreprise où seront consignés :

- les conditions atmosphériques ;
- les travaux exécutés dans la journée ainsi que la liste du personnel et du matériel pour ces travaux ;
- les opérations administratives relatives à l'exécution et au règlement de la lettre commande (notifications, résultats d'essais et attachements) ;
- les réceptions des matériaux et agréments de toutes sortes ;
- les incidents ou détails de toutes sortes présentant quelques intérêts du point de vue de la tenue ultérieure des ouvrages et de la durée réelle des travaux.

Le Cocontractant peut consulter et viser le journal de chantier et demander consignation par l'Ingénieur des incidents et observations susceptibles de donner lieu à réclamations de sa part.

Il disposera d'un délai de dix jours pour présenter ses réserves explicitées par écrit sur les inscriptions portées au journal par le représentant de l'Autorité Contractante.

Passé ce délai, l'entreprise est considérée comme ayant effectué lesdites inscriptions. Pour toute réclamation éventuelle du Cocontractant, il ne pourra être fait état que des événements ou documents mentionnés par l'Autorité Contractante ou consignés à la demande du Cocontractant en temps voulu au journal de chantier.

16.2 Dans la phase transitoire éventuelle entre le commencement des travaux et la présence à temps complet de l'Autorité Contractante sur le chantier, le Cocontractant devra tenir à la disposition de l'Ingénieur un journal de chantier où seront consignés les renseignements indiqués ci-dessus.

Ce journal sera signé contradictoirement par l'Ingénieur et le Cocontractant à chaque visite de chantier ou pour toute réclamation éventuelle du Cocontractant.

ARTICLE 17 – SOUS-TRAITANCE

Il n'est pas prévu de sous- traitance dans le cadre du présent Appel d'Offre.

CHAPITRE III-DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 18 - GENERALITES – PRIX

Le Cocontractant est réputé avoir une parfaite connaissance de toutes les sujétions imposées pour l'exécution des prestations et de toutes les conditions locales susceptibles d'influer sur cette exécution.

18.1 – Définition des prix

Les prix unitaires figurant au détail estimatif et bordereau de prix sont établis pour l'exécution de la Lettre Commande selon les spécifications techniques et de tout le matériel nécessaire et toutes sujétions. Ces prix comprennent :

- toutes dépenses de salaires, indemnités, charges diverses relatives à son personnel, les prix d'achat des équipements,
- les frais de transport et de transbordement au lieu de livraison,
- les frais généraux, faux frais, aléas, bénéfices et sujétions de toute nature nécessaire à la parfaite exécution des équipements demandés.

18.2 – Caractère des prix unitaires

Les prix unitaires déterminés dans le bordereau de prix sont fermes et non révisables.

ARTICLE 19 – AVANCES

Il n'est pas prévu d'avance de démarrage des travaux pour cet Appel d'Offre, le soumissionnaire ayant fourni les preuves de sa capacité de préfinancement.

ARTICLE 20 – MONTANT DE LA LETTRE COMMANDE

Le montant de la Lettre Commande est arrêté à la somme deFrancs CFA TTC (en chiffres)

Soit de Francs CFA Toutes Taxes Comprises (en lettres)

ARTICLE 21 – MODALITES DE PAIEMENT

21.1. Constatation des travaux exécutés

Avant le 30 de chaque mois, l'entrepreneur et l'Ingénieur établissent un attachement contradictoire qui récapitule et fixe les quantités réalisées et constatées pour chaque poste du bordereau au cours du mois et pouvant donner droit au paiement.

21.2. Décompte mensuel

Au plus tard le cinq (5) du mois suivant le mois des prestations, l'entrepreneur remettra en sept (07) exemplaires à l'Ingénieur, deux projets de décompte provisoire mensuel (un décompte hors TVA et un décompte du montant des taxes), selon le modèle agréé et établissant le montant total des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution de la lettre commande, depuis le début de celle-ci.

Seul le décompte hors TVA sera réglé à l'entrepreneur. Le décompte du montant des taxes fera l'objet d'une écriture d'ordre entre les budgets du Maître d'Ouvrage et du Ministère en Charge de Finances.

Le montant HTVA de l'acompte à payer à l'entrepreneur sera mandaté comme suit:

- 97,8% ou 94,5 versé directement au compte de l'entrepreneur;
- 2,2% ou 5,5% versé au trésor public au titre de l'AIR par l'entrepreneur. .

L'Ingénieur disposera d'un délai de sept (07) jours pour transmettre au Maître d'Ouvrage de la lettre commande les décomptes qu'il a approuvés.

Le Maître d'Ouvrage dispose d'un délai de 21 jours maxi pour procéder à la signature des décomptes et leur transmission au comptable chargé du paiement.

ARTICLE 22 – DOMICILIATION BANCAIRE

Le Maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre de l'exécution de La présente lettre-commande par virement bancaire effectué sur le compte bancaire N° _____
Ouvert par le Cocontractant auprès de la banque _____

ARTICLE 23 – CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Le Cocontractant devra constituer, dans un délai de vingt (20) jours après la notification de la Lettre Commande une caution de bonne exécution d'un montant égal à trois pour cent (3%) de celui de la Lettre Commande. Cette caution devra être délivrée par un établissement bancaire de premier choix agréé par le Ministère chargé des Finances de la République du Cameroun.

La mainlevée de la caution sera donnée après la réception provisoire des travaux.

ARTICLE 24 – RETENUE DE GARANTIE

Au titre de la garantie des ouvrages réceptionnés, il sera opéré sur le montant hors TVA de chaque décompte provisoire une retenue de dix pour cent (10%).

Elle pourra être remplacée par une caution personnelle et solidaire délivrée par un établissement bancaire agréé par la COBAC.

La retenue de garantie sera restituée ou la caution correspondante libérée après réception définitive des travaux sur demande écrite du Cocontractant.

ARTICLE 25 – PENALITE ET DOMMAGES – INTERETS

25.1 – Pénalités de retard

A défaut pour le Cocontractant d'avoir terminé la totalité des travaux dans le délai imparti, il lui sera appliqué après mise en demeure préalable, des pénalités de retard conformément aux dispositions du décret n°2018/366 du 20 Juin 2018 portant code des Marchés Publics :

- 1/2000^e du montant TTC de la lettre commande par jour calendaire de retard du premier (1^{er}) au trentième (30) jour,
- 1/1000^e du montant TTC de la lettre commande par jour calendaire de retard au-delà du trentième jour.

Les pénalités pour retard ne pourront dépasser dix pour cent (10%) du montant TTC de la lettre commande. Un pourcentage supérieur à dix pour cent (10%) pourra entraîner la résiliation de la lettre commande.

Il appartient au Cocontractant de rassembler au fur et à mesure de l'exécution des travaux, les pièces justificatives d'un dossier éventuel de demande de remise de pénalités qui ne pourra être prononcée par l'Autorité Contractante qu'après avis technique de l'organisme de la Régulation des Marchés Publics sur proposition du Maître d'Ouvrage.

25.2 – Pénalité de retard de remise des documents contractuels

- Représentant du Cocontractant : 10 000F/j de retard au-delà de quinze (15) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage ;
- Domicile du Cocontractant : 10 000F/j de retard au-delà de quinze (15) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage ;
- Liste du personnel et du matériel : 20 000F/j de retard au-delà de quinze (15) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage ;
- Assurances : 20 000F/j de retard au-delà de quinze (15) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage ;
- Cautionnement définitif : 20 000F/j de retard au-delà de vingt (20) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage ;
- Programme d'exécution : 50 000F/j de retard au-delà de trente (30) jours à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage ;

Il n'est pas prévu de prime en cas d'avancement sur le délai contractuel.

25.3 – Pénalité pour défaut d'exécution

- Non remplissage du journal de chantier constaté lors des visites : 10 000F/visite
- Indisponibilité du journal de chantier lors des visites : 20 000F/visite

Il n'est pas prévu de prime en cas d'avancement sur le délai contractuel.

ARTICLE 26- BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

ARTICLE 27- DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF

ARTICLE 28 – REGIME FISCAL ET DOUANIER

La présente Lettre-Commande est assujettie au régime fiscal et douanier en vigueur au Cameroun.

ARTICLE 29 – ENREGISTREMENT ET TIMBRE

Sept (07) exemplaires originaux de la présente Lettre Commande seront enregistrés et timbrés par les soins et aux frais du Cocontractant, conformément à la réglementation en vigueur au Centre des Impôts de rattachement de l'entreprise.

ARTICLE 30 – NANTISSEMENT

En vue de l'application du régime de nantissement prévu par le Décret n° 2018/366 du 20 Juin 2018 portant code des Marchés publics sont désignés comme suit :

- Service chargé de la liquidation de la présente Lettre Commande : **Le Maire de la Commune d'Ambam.**
- Comptable chargé de l'ordonnancement des paiements : **Le TPG EBOLOWA**
- Autorités compétentes pour fournir les renseignements énumérés au décret précité : l'Autorité Contractante, le Maître d'Ouvrage ou l'ingénieur.

CHAPITRE IV – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 31 – PRESCRIPTIONS DIVERSES

31.1 – Sécurité du personnel

Le Cocontractant devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité de son personnel appelé à travailler avec lui pendant toute la durée des prestations.

31.2- Gardiennage

Le gardiennage des équipements appartenant au Cocontractant sera assuré par ses soins et à ses frais.

31.3– Avaries et destruction d'ouvrages

Le Cocontractant devra veiller à éviter toute avarie à toute installation sur le site.

La réparation de ces avaries ou dommages s'effectuera aux frais du Cocontractant.

Dans le cas où le Cocontractant estimerait que les travaux faisant l'objet de la présente lettre commande nécessiteraient la destruction partielle ou totale d'ouvrages existants, le Cocontractant pourra opérer ces destructions après autorisation de l'Ingénieur du contrôle, il sera tenu de les faire reconstruire à ses frais dans leurs caractéristiques antérieures.

31.4– Remise en état des lieux

A la fin des travaux de la présente lettre commande, le Cocontractant sera tenu de procéder à la remise en état des lieux, à l'enlèvement de tout matériau, matériel ou résidu provenant de la présence de son chantier à ses frais.

31.5– Implantation

Le Cocontractant procédera aux opérations d'implantation, piquetage et nivellement, matérialisation du tracé qu'il fera approuver à l'Ingénieur. Sa responsabilité ne sera pas atténuée par le visa de l'Ingénieur du contrôle.

Les frais de tous ces travaux topographiques seront inclus dans les prix de la lettre commande.

31.6– Réunion de chantier

Une réunion de chantier sera tenue toutes les semaines.

31.7- Visa préalable au paiement des décomptes et factures des Marchés Publics

Conformément à l'Article 47 (Point f) du Code des Marchés Publics, le Décompte final des prestations relatives aux Marchés Publics doit être revêtu du Visa préalable des représentants locaux du Ministère en charge des Marchés Publics avant leur transmission à l'ordonnateur pour suite de procédure.

ARTICLE 32 – EDITION ET DIFFUSION

Quinze (15) exemplaires de la présente de la Lettre-Commande seront édités et diffusés par l'Autorité Contractante.

ARTICLE 33 – CAS DE FORCE MAJEURE

Aucune des parties ne sera réputée avoir failli à ses engagements contractuels dans la mesure où l'exécution de ses obligations serait retardée, entravée ou empêchée pour un cas de force majeure.

Ne pourront être considérés comme cas de force majeure que les actes, situations ou événements échappant au contrôle des parties et présentant un caractère imprévisible et irrésistible.

Le Cocontractant ne verra sa responsabilité déchargée que s'il avertit par écrit l'Autorité Contractante de son intention d'invoquer ce cas de force majeure et ce, avant la fin du vingtième (20^e) jour suivant l'évènement.

En tout état de cause, il appartient à l'Autorité Contractante d'apprécier les cas de force majeure invoquée et les preuves fournis par le Cocontractant.

ARTICLE 34 – LITIGES

Tout litige survenant entre les deux parties dans le cadre de l'exécution de la présente Lettre-Commande, fera l'objet d'une tentative de conciliation par entente directe.

Au cas où un règlement à l'amiable ne serait pas possible, les différends seront portés devant les juridictions compétentes.

ARTICLE 35 – RESILIATION

La présente Lettre-Commande ne pourra être résiliée que conformément aux dispositions du décret n° 2018/366 du 20 Juin 2018 portant code des Marchés Publics.

Dès notification d'une décision de résiliation, le Cocontractant prendra des dispositions pour arrêter toutes prestations en cours.

ARTICLE 36 ET DERNIER – VALIDITE ET ENTREE EN VIGUEUR

La présente Lettre-Commande ne deviendra valide qu'après sa signature par le Maire de la Commune d'Ambam, Autorité Contractante et entrera en vigueur dès sa notification au Cocontractant par l'Ingénieur.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REGION DU SUD

DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM

COMMUNE D'AMBAM

SECRETARIAT GENERAL

SERVICE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES PUBLICS

BP 163 AMBAM



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

SOUTH REGION

NTEM VALLEY DIVISIONAL

AMBAM COUNCIL

INTERNAL CONTRACTS TENDER BOARD OF
AMBAM

INTERNAL SERVICE FOR ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLICS CONTRACT

PO BOX 163

MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM

AUTORITE CONTRACTANTE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES D'AMBAM

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°001/DAONO/RS/D-VNT/COMMUNE D'AMBAM/SG/SIGAMP/2021 DU 05/02 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE EQUIPEES DE 60 TABLES BANCS CHACUNE ET DE DEUX BUREAUX DE MAITRE DANS CERTAINES ECOLES PUBLIQUES DE LA COMMUNE D'AMBAM POUR LE COMPTE DU MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL, DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM, REGION DU SUD.

Lot N°	Financement	Autorisation de Dépense	Imputation Budgétaire	Désignation	Montant (FCFA)	Délai d'exécution
1	BIP MINDDEVEL 2021	IW02491	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique YOSMA'AN	21 000 000	03 MOIS
		IW02496	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de YOS MA'AN	2 050 000	
2	BIP MINDDEVEL 2021	IW02492	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique de NKOL-EFOULAN	21 000 000	03 MOIS
		IW02497	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de NKOL-EFOULAN	2 050 000	
3	BIP MINDDEVEL 2021	IW02493	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à GPBS de Meyo Centre	21 000 000	03 MOIS
		IW02498	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de GPBS de Meyo Centre	2 050 000	

PIECE N°5 : CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

SOMMAIRE

CHAPITRE I : GENERALITES

ARTICLE 1 : INTRODUCTION

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES TRAVAUX

ARTICLE 3 : DESCRIPTION DES TRAVAUX

ARTICLE 4 REFERENCE TECHNIQUE

ARTICLE 5 GENERALITES

4.1 LES ESSAIS

4.2 ESSAIS D'ETUDES

5.3 ESSAIS DE RECEPTION DE MATERIAU SUR LE CHANTIER

5.4 ESSAIS DE CONTROLE DE MISE EN ŒUVRE

5.5 AMENEE DE L'EQUIPEMENT ET DU MATERIEL

5.6 FOURNITURE DES MATERIAUX

5.7 EMPLACEMENT MIS A LA DISPOSITION DU COCONTRACTANT

5.8 TRANSPORT DE MATERIEL LOURD

5.9 INTEMPERIES ET SUSPENSION DES TRAVAUX

ARTICLE 6 : JOURNAL DE CHANTIER ET REUNION

ARTICLE 7 : PROGRAMME DES TRAVAUX

ARTICLE 8 : PLAN DE RECOLLEMENT

CHAPITRE II : PROVENANCE, QUALITE ET PREPARATION DES MATERIAUX

ARTICLE 9 : PROVENANCE DES MATERIAUX

ARTICLE 10 : LABORATOIRE ET CONTROLE DE QUALITE

ARTICLE 11 : QUALITE DES MATERIAUX

CHAPITRE III : MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

ARTICLE 12 : GENERALITES

ARTICLE 13 : DEFINITION DES TRAVAUX A REALISER

ARTICLE 14 : DOCUMENTS D'EXECUTION

ARTICLE 15 : MATERIAUX POUR BETON ET MORTIER

ARTICLE 16 : DESCRIPTION DES TACHES

ARTICLE 17 : CONDITION GENERALES D'EVALUATION

ARTICLE 18 : CONSISTANCE DES PRIX

ARTICLE 19 : DEFINITION DES ET EVALUATION DES TRAVAUX

ARTICLE 20 : INSTALLATION DU CHANTIER

ARTICLE 21 : SANCTIONS ET PENALITES

CHAPITRE I : GENERALITES

Article 1 : Introduction

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) a pour but de définir la qualité des matériaux, la consistance et le mode d'exécution des travaux à réaliser suivant les règles de l'art et conformément aux documents constitutifs du Marché. Il a été établi pour préciser et compléter les indications du devis estimatif et des pièces graphiques nonobstant les clauses du contrat.

Les dénominations utilisées dans le présent CCTP sont conformes à la réglementation en vigueur.

- Le Maître d'Ouvrage : Le Maire de la Commune d'Ambam;
- l'Autorité Contractante: Le Maire de la Commune d'Ambam;
- Ingénieur du Marché : Le DDTP de la Vallée du Ntem ;
- Le Chef de Service du Marché : le Secrétaire de la Mairie d'Ambam.

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DES TRAVAUX

La consistance des travaux à réaliser est détaillée dans le présent CCTP, au bordereau des prix nomenclature des tâches et au détail estimatif.

ARTICLE 3 : DESCRIPTION DES TRAVAUX

3.1 PRESTATION D'INTERET COMMUN

Ces travaux comprennent notamment l'installation du chantier, le terrassement, les fondations, la maçonnerie, l'élévation, la charpente, la couverture, l'électricité, le plafond, la menuiserie métallique, la peinture, l'assainissement etc.

ARTICLE 4 : REFERENCE TECHNIQUE

Le présent cahier de clauses techniques particulières désigné par le terme CCTP fait partie des pièces contractuelles de la lettre commande.

Il définit les normes et spécifications applicables ainsi que les méthodes d'exécution des travaux et de mise en œuvre des matériaux.

Le Cocontractant est autorisé à utiliser toutes les normes à condition que celles-ci soient couramment admises et conduisent à des résultats de qualité égale ou supérieure.

Ces normes doivent être préalablement soumises à l'approbation de l'Ingénieur avec pièce à l'appui ; l'Ingénieur justifie sa décision pour accepter ou rejeter une norme.

ARTICLE 5 : GENERALITES

1) LES ESSAIS

Les essais en laboratoire et en place sont conduits conformément à l'opérateur de l'AFNOR (France) du MPC (France) ou à défaut de l'AASHTO et de l'ASTM (Etats-Unis), en vigueur le premier jour du mois qui précède la date limite de la remise des offres.

Les matériaux, produits et composants de construction doivent être conformes aux stipulations de la lettre commande et prescription des normes AFNOR homologuées, les normes applicables étant celles en vigueur le premier jour du mois qui précède la date limite de remise des offres.

En ce qui concerne le vocabulaire des essais de laboratoire et des documents émis par les laboratoires d'essais, les termes fondamentaux et leurs définitions sont conformes à la norme NFX 10-001 et NFP 080-500 (condition générale minimale d'un procès-verbal d'essai de matériaux).

2) ESSAIS D'ETUDES

Le Cocontractant doit effectuer toutes les recherches et les essais de laboratoire nécessaires pour vérifier la conformité des matériaux, déterminer les dosages, les compositions des mélanges et des bétons, les traitements et les différents apports, qui permettent de répondre aux critères d'utilisation des divers matériaux et stipulations

techniques requises.

Le Cocontractant doit effectuer tous les essais de formulation et de convenance sur les matériaux composites utilisés sur le chantier.

A partir des pièces et documents joints au Dossier d'Appel d'Offres, le cocontractant effectue les vérifications qu'il juge nécessaires, afin de pouvoir signaler et rectifier les anomalies, erreurs ou omissions éventuelles.

Tous ces essais et vérifications sont à la charge du cocontractant qui remet ses conclusions à l'Ingénieur.

Après avoir effectué toutes les vérifications nécessaires, l'Ingénieur pourra donner par écrit son agrément ou prescrire une nouvelle recherche ou des essais complémentaires.

3) ESSAIS DE RECEPTION DE MATERIAU SUR LE CHANTIER

Le Cocontractant est tenu de réaliser les essais de réception selon la cadence fixée ci-après dans ce CCTP. Les résultats seront présentés à l'Ingénieur qui, après avoir effectué toutes les vérifications nécessaires pourra donner son autorisation écrite pour l'utilisation du matériau concerné. L'Ingénieur se réserve le droit de demander des essais supplémentaires au Cocontractant ou de réaliser toutes les vérifications jugées nécessaires avec son propre matériel ou en faisant appel à un laboratoire spécialisé et agréé.

La liste non exhaustive des essais de réception des matériaux est la suivante :

- analyse granulométrique ;
- propreté des granulats ;
- équivalent de sable ;

4) ESSAIS DE CONTROLE DE MISE EN ŒUVRE

Le Cocontractant a l'obligation de réaliser son autocontrôle conformément à ceux prévus plus loin dans le CCTP. Le contrôle de la mise en œuvre du béton se fera par la mesure de l'affaissement au cône d'ABRAMS et par la mesure de la résistance à la compression simple à 7 jours et à 28 jours.

Toutefois l'Ingénieur se réserve le droit de faire toutes vérifications jugées indispensables avec son propre matériel et de recourir à tout autre moyen pour s'assurer que la mise en œuvre s'est opérée selon les règles de l'art. Il pourra notamment avoir recours à la mesure de la résistance des bétons au Scléromètre.

Le Cocontractant sera tenu d'effectuer toutes reprises ordonnées par l'Ingénieur.

5) AMENEE DE L'EQUIPEMENT ET DU MATERIEL

Le Cocontractant effectue toutes les démarches nécessaires pour s'assurer que la livraison des équipements et du matériel importé soit effectué dans les délais compatibles avec le planning des travaux et que toutes les dispositions soient prises pour leur expédition sur le chantier.

L'Ingénieur vérifiera la conformité du matériel amené sur le chantier à l'offre titulaire.

6) FOURNITURE DES MATERIAUX

Matériaux locaux

Le Cocontractant choisit et visite toute source locale de matériaux et prend les dispositions nécessaires pour leur achat et leur transport sur le site des travaux.

Matériaux importés

Le Cocontractant passe les commandes chez les entrepreneurs pour les matériaux à importer suffisamment à l'avance pour permettre leur fabrication, expédition et livraison à temps sur le chantier, afin qu'ils puissent être utilisés comme prévus dans le calendrier des travaux ; il doit tenir compte notamment des délais de dédouanement.

7) EMPLACEMENT MIS A LA DISPOSITION DU COCONTRACTANT

Si sur la base des plans et pièces techniques du Dossier d'Appel d'Offres (DAO), les emplacements mis à la disposition par l'Administration sont insuffisants ou mal situés eu égard à sa propre organisation sur le chantier, le Cocontractant est tenu de s'informer de la disponibilité d'autres emplacements. Dans l'hypothèse où de l'avis du Cocontractant, les

emplacements ainsi demeurent insuffisants ou mal situés, il doit s'assurer de la recherche des terrains supplémentaires, puis effectuer les formalités d'achat ou de location avant de procéder à leur aménagement. Il prend en charge les coûts de recherche, formalités et préparation de ces terrains en vue de l'établissement de ces installations et aires de stockage et de la préparation des emprunts et carrières. L'implantation et l'aménagement de ces terrains doivent être approuvés par l'Ingénieur qui ne peut les refuser sans raison valable.

Quel que soit le choix du Cocontractant quant à l'implantation de ces emplacements pour installation de chantier, aire de stockage ou carrières, il demeure entièrement responsable de l'achèvement des travaux dans les délais prévus.

8) TRANSPORT DE MATERIEL LOURD

Le Cocontractant doit tenir compte des limitations éventuelles des charges sur les routes et ponts existants. Il est tenu de charger le matériel sur les remorques à essieux multiples afin d'assurer une distribution de la charge totale respectant les limites prescrites par le code de la route.

9) INTEMPERIES ET SUSPENSION DES TRAVAUX

Il appartient au Cocontractant de fournir chaque semaine les relevés pluviométriques écoulés.

Au cas où une station officielle ne serait pas implantée dans la zone climatique représentative du chantier, le Cocontractant aura à charge la mise en place et le fonctionnement d'un pluviomètre implanté sur le chantier. Les coûts correspondants sont inclus dans le prix d'installation de chantier.

L'Ingénieur pourra prescrire par Ordre de Service la suspension des travaux réalisés sous intempéries sans que le Cocontractant puisse élever une réclamation de ce fait.

Dans ce cas, le délai contractuel sera prolongé d'autant de jour calendaire qu'il s'en sera écoulé entre la date de suspension et la date de reprise des travaux, à condition que cela soit prévu dans l'Ordre de Service.

ARTICLE 6 : JOURNAL DE CHANTIER ET REUNION

Le journal de chantier sera rédigé et signé chaque jour par le représentant du Cocontractant sur le chantier et éventuellement par le représentant de l'Ingénieur. Il sera établi conjointement suivant un modèle défini et devra contenir au minimum les informations journalières suivantes :

- les conditions atmosphériques ;
- les travaux exécutés dans la journée, le personnel et le matériel employé ;
- l'avancement des Travaux ;
- les prescriptions imposées ;
- les quantités détaillées des Travaux ;
- les opérations administratives relatives à l'exécution et au règlement de la lettre commande;
- des réceptions et agrément ;
- les incidents, accidents et événements qui pourraient avoir une incidence ultérieure sur la tenue des ouvrages ou le déroulement du chantier ;
- les non – conformités ;
- les visites officielles.

Une réunion hebdomadaire à laquelle participeront obligatoirement le Cocontractant et l'Ingénieur permettra de discuter des points relatifs à l'exécution de la lettre commande, d'évaluer l'avancement des travaux, et de préciser tout élément n'ayant pas reçu une définition suffisamment claire dans les termes du contrat ou avant le début des Travaux.

L'Ingénieur pourra modifier la périodicité des réunions sans que celle-ci puisse être supérieure à 15 jours.

Les réunions hebdomadaires permettent à l'Ingénieur d'avoir une idée précise de l'évolution

du chantier et de définir a priori les actions à entreprendre pour respecter les conditions de la lettre commande.

Ces réunions font l'objet d'un procès-verbal rédigé par l'Ingénieur et signé par le Cocontractant et celui-ci également.

ARTICLE 7 : PROGRAMME DES TRAVAUX

Le programme des Travaux doit préciser :

- les descriptions des dispositions et méthodes envisagées pour l'exécution des Travaux ;
- les matériels utilisés ;
- le personnel d'encadrement, de direction de chantier ;
- le planning d'exécution ;
- les plans d'exécution ;
- toute information qui pourrait être utile à l'Ingénieur pour organiser le contrôle.

Ce programme sera révisé au cours de l'exécution du chantier en tant que de besoin.

ARTICLE 8 : PLAN DE RECOLLEMENT

Le Cocontractant fournira à l'Ingénieur, en trois(3) exemplaires les plans de recollement des Travaux réalisés au plus tard le jour de la réception provisoire des Travaux y compris les réceptions partielles.

Ces plans se présentent sous la forme de matricule de bâtiment mentionnant la localisation, la nature, les quantités, les dates d'exécution de toutes les tâches réalisées.

CHAPITRE II : PROVENANCE, QUALITE ET PREPARATION DES MATERIAUX

ARTICLE 9 : PROVENANCE DES MATERIAUX

Le Cocontractant devra choisir des emplacements d'emprunts et les soumettre à l'agrément de l'ingénieur dont le refus vaudra obligation au Cocontractant de rechercher de nouveaux sites d'emprunts sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Le Cocontractant ne pourra commencer à exploiter la carrière identifiée qu'après le contrôle de qualité effectué par l'Ingénieur et l'autorisation écrite donnée par ce dernier.

L'Ingénieur pourra retirer l'autorisation à tout moment dès que la chambre d'extraction ne donnera plus de matériaux de bonne qualité, le Cocontractant ne pouvant prétendre à aucune indemnité.

Les anciens sites d'emprunts ne pourront être exploités que si le Cocontractant a fourni les preuves qu'il y subsiste encore des matériaux ayant les caractéristiques requises.

ARTICLE 10 : LABORATOIRE ET CONTROLE DE QUALITE

L'Ingénieur procédera à tous les essais nécessaires soit avec son propre matériel, soit avec le matériel de laboratoire de l'Entreprise, soit en faisant appel à un Laboratoire agréé.

Chaque fois que 20 % des essais de contrôle seront hors spécification, le Cocontractant reprendra tout l'ouvrage concerné avant que d'autres essais de contrôles soient effectués. Si en particulier il s'agit d'un emprunt, ce dernier sera refusé. Et s'il s'agit d'un tas de matériaux gerbés ce dernier sera refusé et immédiatement évacué du chantier. En tout état de cause, le Cocontractant sera tenu d'effectuer à ses frais toute reprise ordonnée par l'Ingénieur.

L'Autorité Contractante et l'Ingénieur se réservent le droit d'effectuer en tout point et à toute époque qu'ils jugeront utile, le contrôle de la qualité des matériaux utilisés, de leur provenance, de leur mode de stockage et des conditions de transport.

Le Cocontractant est tenu de faciliter l'exécution de ces contrôles.

Dans le cas où le résultat ne serait pas satisfaisant, l'Autorité Contractante peut faire appel à un contrôle extérieur :

- si les résultats sont conformes aux spécifications du CCTP, les frais sont à la charge de l'Autorité Contractante ;
- si les résultats ne sont pas conformes aux spécifications du CCTP, les frais sont à la charge du Cocontractant.

Dans le cas où certains résultats seraient contestés par l'une ou l'autre partie, il est procédé à des essais contradictoires. Ceux-ci sont réalisés dans un laboratoire agréé.

ARTICLE 11 : QUALITE DES MATERIAUX

Matériaux pour mortier, béton et béton armé :

Sable : Le sable proviendra soit des rivières, soit des broyages. L'équivalent de sable sera supérieur à 80 % et le pourcentage d'éléments très fins éliminés par décantation devra être inférieur à 4 %.

Sable pour mortier :

La proportion d'éléments retenus sur le tamis de 35 (tamis d = 2,5 mm) doit être supérieure à 10 %.

Sable pour béton :

La granularité doit s'insérer dans le fuseau ci-après :

MODULE AFNOR	MAILLE DES TAMIS (mm)	TAMISAT (%)
38	5	95-100
35	2,5	70-90
32	1,5	45-80
29	0,63	28-35
26	0,315	10-30
23	0,16	2-10

L'Ingénieur pourra demander que les sables soient lavés avant leur emploi, si cela s'avère nécessaire. La granularité est contrôlée par le module de finesse (2,2 et 2,8) dont la valeur ne doit pas s'écarter de plus de 0,20, en valeur absolue du module de finesse du granulat de l'étude.

Il sera prévu d'effectuer une mesure d'équivalent de sable et une granulométrie à chaque livraison.

Granulats :

Ils proviennent des gîtes ou carrières retenus par le Cocontractant et agréés par l'Ingénieur. Les granulats devront être propres (pourcentage d'éléments éliminés par décantation inférieur à 2 %) et de granulométrie adaptée à leur utilisation.

La proportion maximale en poids des granulats destinés aux bétons de qualité passant au lavage au tamis de 0,5 doit être inférieure à 1,5 %.

Chaque composition granulométrique est proposée par le Cocontractant à l'agrément de l'Ingénieur, en même temps que la composition des bétons.

La granularité des agrégats est fixée à :

- Pour les bétons armés B350 : 5/25 mm résultant du mélange de deux classes 5/15 et 15/25 ;
- Pour les bétons B300, B250 et B150 : 5/40 mm résultant du mélange de trois classes 5/15 et 15/25 et 25/40.

Le poids de granulats retenus sur le tamis correspondant au seuil supérieur de chaque classe granulaire est inférieur à 10 % du poids initial soumis au criblage, et le poids de granulats passant à travers le tamis correspondant au seuil inférieur est inférieur à 5% du poids initial soumis au criblage.

Essais à effectuer :

Les prélèvements sont effectués en présence de l'Ingénieur ou de son représentant. Les dépenses de prélèvements d'échantillons et d'essais sont à la charge du Cocontractant, tous les essais de réception sont exécutés dans le laboratoire agréé.

- a) Préalablement à l'étude des bétons, et pour chaque carrière utilisée, le Cocontractant doit effectuer au moins des essais suivants sur les granulats :
 - deux essais d'analyse granulométrique par tamisage ;
 - un essai de propreté superficielle ;
 - un essai de coefficient d'aplatissement.

Après réception des résultats de ces essais. L'Ingénieur a un délai de huit(08) jours pour donner son agrément ou formuler ses observations. Passé ce délai, l'accord est censé être acquis.

En cas de granularité, de propreté ou de forme non-conformes, les études de béton (ainsi que les bétonnages) ne peuvent pas démarrer avant que le Cocontractant ait fait la preuve qu'il peut produire des granulats conformes.

b) Durant la production ultérieure, il est prévu :

- un essai de propreté des granulats par lot de 100 m³ de granulats ;
- un essai d'analyse granulométrique par lot de 200 m³ de granulats ;
- au moins un essai de propreté des granulats et un essai d'analyse granulométrique par livraison.

L'Ingénieur peut, s'il le juge utile, augmenter le nombre d'essais donnés ci-dessus, étant entendu que les frais de ces essais supplémentaires sont à la charge de l'administration si leur résultat est satisfaisant, et à la charge du Cocontractant dans le cas contraire.

En cas de résultat non satisfaisant d'un essai, l'Ingénieur fait procéder, au frais du Cocontractant à deux contre – essais. Si le résultat de l'un des contre-essais n'est pas satisfaisant, le lot correspondant est rejeté, dans les cas contraires, il est accepté.

Eau de gâchage :

Le Cocontractant doit se procurer à ses frais l'eau de gâchage pour la confection des bétons. Elle peut, en général, provenir de point d'eau à proximité des travaux ou de rivière, pourvu que sa cavité réponde aux conditions stipulées ci-dessous. A défaut, l'eau provient d'autres sources (forages, puits etc....).

L'eau de gâchage doit être propre, non salée, pratiquement exempte de matières en suspension et de sels minéraux dissous, notamment de sulfates et chlorures. L'emploi d'eaux de marais ou de tourbières est interdit.

Elle doit répondre aux spécifications de la norme NF P 18-303.

Produit de cure :

Produit de cure pour béton est soumis à l'agrément de l'ingénieur par le Cocontractant, au moment de l'étude de composition des bétons. Il est appliqué au béton témoins de l'épreuve de convenance. Le résultat de celle-ci conditionne la décision d'agrément.

Ciment :

Ils seront de la classe CPJ 325 de CIMENCAM ou toute autre cimenterie agréée

Acier :

Les aciers proviennent d'usines reconnues et agréées par l'ingénieur. Leur fourniture est à la charge du cocontractant. Sur demande à l'Autorité Contractante, le Cocontractant doit produire les factures, des certificats d'origine et les résultats d'essais correspondant des usines ou des fonderies de provenance. L'emploi des barres soudées est formellement interdit. Le transport des aciers ne constitue pas un poste séparé donnant lieu à une rémunération particulière.

La durée et les conditions de stockage des armatures doivent être soumises à l'agrément de l'ingénieur. Ces conditions doivent prévoir au minimum le stockage sur un plancher situé à au moins 0,30 m au-dessus du sol, à l'abri de la pluie, cet abri pouvant être constitué par une bâche.

Les différents lots d'acier devront être nettement séparés.

Armatures rondes lisses :

Nuance des aciers :

Les aciers doux sont de la nuance Fe E24, conforme aux spécifications du chapitre II du titre I du fascicule IV du CCTG français et à la norme NF A 35-015.

Conformément à l'article 9 du titre I du fascicule IV, ces aciers sont dispensés d'essais de réception s'ils sont livrés par un producteur agréé. Lorsque le producteur n'est pas agréé, ou lorsqu'il s'agit d'un entrepreneur, l'Ingénieur se réserve le droit d'appliquer les mesures de recettes prévues aux article 10, 11, 13 et 14 du titre I dudit fascicule dans cette hypothèse,

les essais sont à la charge du cocontractant.

Domaine d'emploi :

Les aciers doux sont utilisés :

- comme armatures de fretage ;
- comme barres de montage ;
- comme armature en attente de diamètres inférieur ou égal à 10 mm si elles sont exposées à un pliage suivi d'un dépliage ;
- pour toutes les armatures secondaires ne contribuant pas à la résistance mécanique des sections d'ouvrage.

Armatures à haute adhérence :

Les conditions d'emploi de ces armatures doivent satisfaire aux recommandations incluses dans leur fiche d'identification instaurée par le CCTG Français, fascicule IV, titre I.

Préparation :

En l'absence d'acier soudable, toute fixation par point de soudure sur le chantier est interdite. Les barres d'acier sont approvisionnées en longueur au moins égale à 6 m. Elles doivent être parfaitement propres, sans aucune trace de rouille non adhérente, de peinture, de graisse, de ciment ou de terre.

Les armatures sont façonnées sur gabarit et mises en place conformément aux calculs et dessins d'exécution agréés par l'ingénieur, en observant les prescriptions :

- de l'article 33 du fascicule 65 du CCTG Français ;
- du titre I, section I du fascicule 62 du CCTG Français.

Elles sont coupées et cintrées à froid.

L'enrobage de toute armature est en principe au moins égale à 2,5 cm pour les parements coffrés ; il peut être modifié par l'ingénieur en cas de besoin.

Nuance des aciers :

Les armatures à haute adhérence pour béton armé sont en acier Tor ou équivalent, de la classe Fe E 40A défini au chapitre III du titre I du fascicule IV du CCTG français, et conforme à la norme NF A 35-016.

Le cocontractant peut cependant proposer l'emploi d'acier Fe E 45 ou 50 pour les seuls aciers ne nécessitant pas un façonnage poussé.

Seuls les aciers Fe E 40A peuvent être utilisés pour constituer les armatures coudées, les cadres, épingles et étriers non prévus en ronds lisses.

CHAPITRE III MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX

ARTICLE 12 : GENERALITES

12-1 Sécurité

Le Cocontractant reste responsable de tous les accidents survenus sur le chantier et/ou occasionnés au tiers, à son personnel et aux agents et fonctionnaires de l'Administration du fait de la présence du chantier. L'organisation, le gardiennage et la police des chantiers sont à la charge et aux frais du cocontractant.

12- 2 Programme d'exécution– Planning des travaux

Le Cocontractant devra fournir un programme d'exécution des travaux et un planning des travaux qui devra être tenu à jour et notamment réactualisé après la définition précise des travaux conformément à l'article 12-5 ci-après et les documents d'exécution à l'article 13 suivant.

12-3 Organisation et police de chantier

L'organisation, le gardiennage, la police et la signalisation du chantier sont à la charge et aux frais du Cocontractant.

La signalisation du chantier doit être conforme aux règles de l'art. Elle doit être verticale, visible et lisible pour signaler la réduction des vitesses à l'entrée et aux environs de celui-ci.

Toutes les mesures doivent être prises par le Cocontractant pour le maintien sans danger de la circulation dans le chantier. Le Cocontractant doit mettre à la disposition de toutes

personnes de droit ou Autorités une casquette de sécurité dans son chantier.

12-4 Remise des documents

Dès la signature de la lettre commande, le Cocontractant doit soumettre à l'ingénieur le programme des essais de provenance, qualité et contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre, ainsi que le curriculum vitae du technicien en charge de celui-ci.

Dans les dix (10) jours suivant la date de réception de cette de la lettre, l'ingénieur doit faire savoir au Cocontractant les commentaires et/ou l'approbation du programme. Dans les dix (10) jours suivant la notification de l'ordre de service de commencer les travaux, le Cocontractant soumet les plans d'installation du chantier à l'approbation de l'Ingénieur. Les plans du bureau du contrôle et la liste de l'ameublement pour les bureaux, l'équipement et du technicien confirmé proposé comme responsable, doivent recevoir préalablement l'agrément provisoire de l'Ingénieur.

L'agrément définitif de l'Ingénieur n'est donné qu'après une période probatoire d'un (01) mois d'activité à plein temps, valable pour l'ensemble des travaux à la charge du cocontractant. Cet agrément peut toutefois être retiré si les essais se déroulent par la suite de telle sorte que leur validité soit mise en cause ou sujette à caution.

12-5 Renseignement à fournir par l'Administration

Les renseignements fournis par l'Administration ne le sont qu'à titre indicatif. Il appartient au Cocontractant d'effectuer toutes les vérifications nécessaires, notamment en ce qui concerne la nature des terrains et les difficultés particulières susceptibles d'être rencontrées. En aucun cas, le Cocontractant ne peut se prévaloir de l'insuffisance de renseignements fournis par l'Administration pour réclamer une revalorisation de son contrat.

12-6 Emplacement mis à la disposition du Cocontractant

Les emplacements nécessaires aux installations du chantier, au stationnement du matériel, au stockage des matériaux, peuvent être éventuellement mis gratuitement par l'Administration à la disposition du Cocontractant, toutes les fois qu'il existe sur les zones d'activité, ou à proximité immédiate, des terrains libres dont l'Administration peut disposer.

ARTICLE 13 : DEFINITION DES TRAVAUX A REALISER

Dans un préliminaire, le Cocontractant effectuera toutes les vérifications du projet qu'il juge nécessaires afin de pouvoir signaler les anomalies, erreurs ou omissions éventuelles, non sur les documents d'étude, mais aussi sur le terrain. La vérification portera notamment sur la localisation des emprunts.

Le Cocontractant présentera à l'ingénieur les résultats de sa comparaison entre le projet et les conditions in situ et ses propositions concernant une modification éventuelle du projet. Aucune exécution ne sera entreprise avant que les dispositions définitives ne soient prises, dans un délai maximum de dix (10) jours. Le Cocontractant reconnaît avoir tenu compte des sujétions de délais entraînées par ces phases préliminaires.

L'ingénieur définira au Cocontractant, lors d'une visite détaillée, les travaux à réaliser.

Cette visite fera l'objet d'un procès-verbal signé par l'ingénieur et le cocontractant.

ARTICLE 14 : DOCUMENTS D'EXECUTION

Après la définition des travaux conformément à l'article 13 ci-dessus et dans un délai maximum de quinze (15) jours à compter de la notification de l'ordre de service de commencer les travaux, le Cocontractant soumettra l'approbation de l'Ingénieur avec copie à l'Autorité Contractante, le programme d'exécution des travaux actualisé en trois (03) exemplaires.

Ce programme sera exclusivement présenté selon les modèles fournis et fera ressortir en détail les différentes tâches à réaliser.

Deux(02) exemplaires de ces pièces lui seront retournés dans un délai de(08) jours à partir de leur réception avec

- soit la mention d'approbation « **BON POUR EXECUTION** »
- soit la mention de leur rejet accompagné du motif dudit rejet.

Le Cocontractant disposera alors de huit (08) jours pour présenter un nouveau dossier.

L'Ingénieur disposera de cinq (05) jours pour donner son approbation ou faire d'éventuelles remarques. Dans ce cas, la procédure est relancée. Passé les délais de 45 jours après notification de l'ordre de service de commencer les travaux, la non-approbation du programme déclenchera les pénalités de retard mentionnées à l'article 26 du CCAP, les délais de réponse supérieurs à trois (03) jours de l'Ingénieur étant décomptés. Ces dossiers pourront servir de base pour la détermination des quantités à prendre en attachement. Ils sont approuvés par l'Ingénieur selon la procédure ci-dessus.

ARTICLE 15 : MATERIAUX POUR BETON ET MORTIER

Pour les travaux de maçonnerie, les composants du béton ou du mortier doivent obéir à certaines caractéristiques élémentaires ainsi qu'il suit :

15.1 – Sable

Tous les sables seront exempts d'oxyde, de matières organiques d'origine animale ou végétale. Ils proviendront soit des rivières soit du broyage. L'équivalent de sable sera supérieur à 80% et le pourcentage d'éléments très fins éliminés par décantation devra être inférieur à 4%

15.2 – Agrégats

Les agrégats proviendront des gîtes ou carrières retenus par l'entrepreneur et agréés par l'Ingénieur. Les agrégats doivent être propres (pourcentage d'éléments éliminés par décantation inférieur à 2%) et de granulométrie adaptée à leur utilisation.

15.3 – Liants hydrauliques

Les ciments utilisés pour les bétons et mortiers doivent satisfaire aux conditions générales imposées par la réglementation en vigueur. Ils seront de la classe CPA 325 et proviendront d'une usine agréée.

15.4 – Armatures

Les armatures pour béton armé seront des aciers doux et des aciers « Tor » conforme aux prescriptions des règles du B.A.E.L. 91 elles doivent être parfaitement propres sans aucune trace de rouille, non adhérentes de peinture et de graisse. Elles seront façonnées et mise en œuvre conformément au plan de ferrailage soumis par l'Entrepreneur à l'approbation du Maître d'œuvre avant le début des travaux.

15.5 – Coffrage

Les coffrages seront simples et robustes. Ils devront supporter sans déformation appréciable le poids de la poussée du béton, les effets de la vibration et le poids des hommes employés lors de la mise en œuvre. L'étanchéité des coffrages sera suffisante pour l'excès d'eau ne puisse entraîner le ciment.

15.6 – Eau de gâchage

Les eaux utilisées dans la confection des mortiers, béton et au lavage des agrégats doivent être dépourvues d'impuretés et de sels.

ARTICLE : 16 DESCRIPTION DES TACHES

16.1 : Installation de chantier

Les travaux d'installation de chantier seront à la charge de l'entreprise bénéficiaire de la lettre commande. Un cahier de chantier et les pièces graphiques seront disponibles en permanence. Ces travaux comprennent :

- ❖ La construction ou la location formalisée, d'un magasin d'approvisionnement avec un bureau attenant où le cahier de chantier et les pièces graphiques seront disponibles en permanence ; Eventuellement les branchements provisoires en eau, en électricité et téléphone.
- ❖ La mobilisation du personnel d'exécution au chantier.
- ❖ La fabrication du panneau de chantier.
- ❖ La remise en état du site d'exécution.

16.2 – Etudes

Les études comprennent notamment : **La production du projet d'exécution.**

- l'établissement des plans d'exécution et de détails aux échelles convenables
- l'établissement du planning des travaux ;
- l'élaboration du programme d'exécution ;
- la méthodologie d'exécution de chaque tâche ;
- la présentation du personnel d'exécution ;

Ces documents seront remis avant le début des travaux (15 jours après l'OS de démarrage des travaux).

16.3 – Débroussaillage

Débroussaillage du terrain sur l'emplacement du bâtiment et sur une emprise de 10m tout autour de celui-ci. Ce travail comprend toutes sujétions d'abattage d'arbre et de dessouchage

16.4 – Démolition

Elles concernent tout ouvrage fondé ou non sur l'emplacement du bâtiment (vieilles tôles, vieilles ouvertures, le bois déjà utilisé ...etc.). Les produits ainsi démolis seront évacués à la décharge publique.

Décapage : Consiste à enlever pour stockage, pour réemplois ou évacuation à la décharge publique la terre végétale sur l'emplacement du bâtiment et sur une emprise de 10m tout autour de celui-ci.

16.5 – Fouilles

Les fouilles pour renforcement des escaliers et pourtour seront descendues jusqu'au bon sol, assurant une parfaite stabilité de l'ouvrage. Dans tous les cas, la profondeur des fouilles ne sera pas inférieure à 70cm en tous points. Les parois des fouilles seront bien dressées et les fonds parfaitement nivelés. L'exécution de ces fouilles sera subordonnée à l'approbation de l'implantation par le contrôleur des travaux.

16.6 – Nivellement plate-forme

Nivellement d'une plate-forme sur l'emplacement du bâtiment et sur une emprise de 5m tout autour de celui-ci.

N.B : Au cas où il serait impossible de réaliser les nivellements tel que défini, le montant alloué sera utile de la manière suivante :

1^{er} cas. Terrain en pente : réalisation d'un mur de soutènement et remblayage complémentaire suivant les directives de l'ingénieur de contrôle ;

2^e cas. Terrain plan : réalisation des travaux ou réfections définis par l'Ingénieur suivant prix unitaire du devis estimatif.

16.7 – Remblais

Les terres provenant de ces fouilles seront sous réserve de leur bonne qualité, utilisées pour les remblais. Ceux-ci seront exécutés par couches successives de 20cm, arrosées, et compactées. Les terres excédentaires ainsi que celles de mauvaise qualité seront évacuées à la décharge publique ou en des lieux agréés par le Maître d'œuvre. De toutes les manières les remblais seront purgés de tout détrit, racines, matières végétales et gravats.

16.8 – Béton de propreté

Un béton maigre dosé à 150 kg/m³ de 5 cm d'épaisseur sera régalié sur les fonds de fouille.

16.9 – Semelle filante

En béton armé de section 15x30 suivant indications des plans

- Béton : dosé à 350kg/m³
- Aciers : épingles HA8 tous les 20cm + 3HA8 filants.

16.10 – Murs de fondations

Les murs de fondations seront exécutés en agglomérés de ciment 20x20x40 bourrés au béton ordinaire dosé à 200kg/m³ et hourdés au mortier de ciment ordinaire.

16.11 – Semelles isolées sous poteaux

En béton armé de section 15x40x40 (pour poteaux 15*15) ou 15x80x80 pour poteaux (15*30)

- béton : dosé à 350kg/m³
- Aciers : épingles HA8 tous les 15cm maxi

16.12 – Poteaux

En béton armé de section (suivant indication du plan)

*15x15 pour poteaux de division intérieurs ;

*15x30 pour poteaux extérieurs ;

*Béton : dosé à 350kg/m³ ;

*Aciers :

- Cadre Ø6 tous les 20cm + 4 filants T8 pour les poteaux 15x15
- Cadre Ø6 tous les 20cm + 6 filants T10 pour les poteaux 15x30

16.13 – Dallage du sol et rampe d'accès

Le sol recevra un dallage de 8cm d'épaisseur en béton armé sur un film polyane de 400 microns. Finition : chape lisse.

16.14 – Longrine

Pour les murs de fondation en agglos de 20 bourré en béton armé de section 20x20 dosé à 350kg/m³ et ayant pour acier : cadre T6 tous les 20cm + 4 filantes T8.

16.15 – Murs

Les murs seront montés en agglos de 15x20x40 suivant les indications du plan. Ces agglomérés devront offrir une résistance à l'écrasement non négligeable.

Les éléments en B.A seront dosés à 350 kg/m³ avec des aciers de 8 pour les filants et 6 pour les étriers

16.16 – Poteaux

En béton armé de section

- 15x15 dans les murs pignons et de séparation ;
- 15x30 sur les façades principales et postérieures ;
- Béton : dosé à 350kg/m³ ;
- Aciers :
 - *Cadres Ø6 tous les 20cm + 6 filants T8 pour les poteaux 15x30
 - *Cadres + épingles T6 tous les 20cm + 6 filants T8 pour les poteaux de véranda

16.17 - Linteaux :

En béton armé de section 15x20 suivant épaisseur des murs ou 10x20.

- béton dosé à 350kg/m³
- acier : cadre Ø6 tous les 15cm + 4 filantes HA8

16.18 – Chaînage, bas et haut

En béton armé de section 15x20

- Béton : dosé à 350kg/m³
- Aciers : cadre Ø6 tous les 20cm + 4 filants HA8.

16.19 – Poutre de véranda

En béton armé de section 15x20

- Béton : dosé à 350kg/m³
- Aciers : cadre T6 tous les 20cm + 4 filants T10

16.20 – Poutre libre sur cloison amovible :

En béton armé de section 15x20

- Béton armé dosé à 350 kg/m³
- Aciers : cadre T6 tous les 15cm + 4 filants T10

16.21 – Claustres :

Voir plans y afférents et joints au présent DAO.

16.22 – Chape

D'une épaisseur de 4cm, elle sera réalisée avec un mortier de gros sable dosé à 400 kg/m³ associé au gravier. Finition lissage à la barbotine de ciment dosé à 400 kg/m³.

16.23 – Enduit

Sur toutes parties maçonnées ou bétonnées, il sera exécuté un enduit de ciment de 1,5cm d'épaisseur au mortier de ciment dosé à 400 kg/m³.

- Accrochage : Gobetis avec mortier de gros sable
- Finition : Avec mortier de sable fin

16.24 – fermes :

Les fermes seront exécutées avec du bois dur traité au xylamon de 3x15 ou 3x20 suivant indications des plans

L'entrait et l'arbalétrier seront doubles

Ces fermes seront solidement ancrées dans la maçonnerie à l'aide des fers d'attente des poteaux.

16.25 – Pannes :

Elles seront en bois dur traité au xylamon, section 5x8 ou 5x15 suivant indications des plans

Sur les pignons et les murs de séparations, elles seront fixées avec des pattes de scellement en fer plat de 3x30x200.

16.26 – Couverture :

La couverture sera réalisée en tôle bac aluminium 6/10^e en une longueur fixée sur les pannes par les tires fonds de 8x80 avec accessoires.

*Le faîtage sera relevé et couvert avec des tôles faîtières

*Les pignons recevront des rives en aluminium.

16.27 – Planche de rive :

*Façades avant et arrière

La planche de rive utilisée aura au moins 40cm de large et 3cm d'épaisseur. Elle sera en bois dur et rabotée sur une face et recevra un revêtement en aluminium (bande ourlée).

16.28 – Plafond :

*Solivage

En bois dur traité au xylamon, de section 4x8 mini. Les champs seront rabotés.

*Habillage :

En contreplaqué de 4mm Sapelli (SFID) en plaques de 40x80.

En tôle lisse de 80x50.

N.B : *Couvre joint périphérique tant à l'intérieur qu'à l'extérieur

*Trappe de visite dans chaque pièce

*Trous de ventilation perforés sur des plaques extérieurs au droit de chaque pièce.

16.29 – Portes à un vantail

*Cadre : cornière de 35

*Vantail : Tube carré de 30 + tôle noire de 10/10^e + 2 paumelles + serrure à canon vachette + targettes- cadenas.

16.30 – Seuils :

Ils seront en éléments de cornière de 30, sur bordure de véranda et bordure d'estrade de chaque pièce.

16.31 – Fourreautage

En tube isolant de diamètre adéquat encastré dans la maçonnerie.

16.32 – Câblerie

Les câbles seront en VGV ou en TH. En règle générale, on prendra les sections suivantes :

- 1,5mm² pour les circuits d'éclairage
- 2,5mm² pour les circuits de prise.

Chaque circuit comprendra toutes les sujétions d'égrainage, de ponçage et de rebouchage.

Tous les points lumineux seront des réglettes avec des tubes néon de 1,20, les prises et interrupteurs seront réglementaires.

16.33 – Appareillage

Les marques préconisées seront « LEGRAND » ou « INGELEG » ou autre marque équivalente.

Les modèles seront approuvés par le maître d'œuvre avant la pose.

LES PEINTURES

Les travaux de peinture comprendront toutes sujétions d'égrenage, de ponçage et de rebouchage à l'enduit de peinture.

16.34- Impression

*Murs : chaux

*Plafond : pantimat ou similaire

*Bois : glycérol dilué

16.35- Finition

Murs et plafonds :

*Plafonds Pantex 800 en 2 couches

*Murs extérieurs Pantex 1 300 en 2 couches

*Murs intérieurs Pantex 800 en 2 couches

***Soubassement 1.20m en peinture glycérophthalique en 2 couches sur tout le bâtiment (Intérieur et extérieur).**

16.36 – Peinture sur menuiserie métallique :

* Peinture glycérophthalique en 2 couches.

N.B : Toutes les menuiseries métalliques recevront au préalable une peinture antirouille.

Les modèles de peinture (couleur) seront approuvés par l'Ingénieur avant impression.

Les murs soigneusement poncés à la brosse métallique recevront deux couches de peinture type pantex 1300 pour les extérieurs et 800 pour les intérieurs. Toutefois les murs nouvellement créés recevront d'avance une impression à la chaux.

Le plafond recevra aussi de couches de peinture. Les couleurs des peintures seront conformes aux normes administratives. Il en est de même pour les huisseries, les menuiseries métalliques.

LES VRD

16.37– Caniveaux

Il sera exécuté autour des bâtiments des caniveaux en béton armé dosé de 350kg/m³, de 40cm de large et 30cm de profondeurs, avec fond coulé et lissé à l'aide d'un mortier de ciment ordinaire dosé à 400kg/m³. Epaisseur des parois 12 Cm.

Ces caniveaux seront couverts de dalles préfabriquées aux droits des entrées sur une largeur de 4m.

Une pente minimale de 2% sera exécutée au fond desdits caniveaux pour faciliter l'écoulement des eaux.

16.38– Dallage extérieur

Les murs de soubassement seront protégés par un dallage de 70cm de largeur et 8cm d'épaisseur tout autour du bâtiment.

Ce dallage sera en béton ordinaire dosé à 300kg/m³. Finition chape lissée.

N.B : L'entrepreneur tiendra compte des erreurs ou omissions qui résulteraient de l'exploitation des différents documents constitutifs de la lettre commande.

CHAPITRE IV MODE D'EVALUATION DES TRAVAUX

ARTICLE 17 : CONDITIONS GENERALES D'EVALUATION

Les prestataires sont rémunérés au Cocontractant, par application des prix du bordereau aux quantités réellement exécutées, conformément aux prescriptions de la lettre commande. Ces quantités doivent être constatées et approuvées par l'Ingénieur.

Le cocontractant est réputé avoir une parfaite connaissance de toutes les conditions et sujétions imposées pour la bonne exécution des travaux, et toutes les conditions locales susceptibles d'avoir une influence sur cette exécution, et notamment :

- de la nature, de la qualité des sols et terrains ;
- des conditions de transport et d'accès sur le site ;
- du régime normal des eaux et des pluies dans la région concernées par le projet
- de toutes les sources d'approvisionnement

Il ne peut de ce fait élever aucune réclamation ayant pour base des difficultés ou sujétions imprévues en dehors des cas de force majeure définie au CCAP.

ARTICLE 18 CONSISTANCE DES PRIX

La consistance des prix unitaires fournis par le Cocontractant, est définie au CCAP.

ARTICLE 19 DEFINITION DES PRIX ET EVALUATION DES TRAVAUX

Les prestations réalisées seront payées au Cocontractant par application des prix du bordereau aux quantités des travaux évalués selon les prescriptions du présent article. En cas de constatation des travaux supplémentaires, dont les prix unitaires ne sont pas définis dans le bordereau des prix, l'Ingénieur se réserve le droit d'appliquer ses prix unitaires de référence.

Commentaire [11]:

CHAPITRE V : PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

ARTICLE 20 INSTALLATION DE CHANTIER

Le Cocontractant proposera à l'Ingénieur, avant le début des travaux, le lieu de ces installations de chantier et sollicitera par note verbale son autorisation d'installation.

Le site doit être choisi en dehors des zones sensibles, il doit prévoir un drainage adéquat des eaux sur l'ensemble de sa superficie.

A la fin des travaux, le Cocontractant réalisera tous les travaux nécessaires à la remise en état des lieux. Il devra démolir toute installation fixe, et ne pourra abandonner aucun équipement ni de matériaux sur le site, ni dans les environs.

Après le repli du matériel, un procès-verbal établi sous la responsabilité de l'ingénieur constatera la remise en état du site. Il devra être dressé et joint au PV de la réception provisoire des travaux. Le paiement du forfait de repli du matériel ne pourra être rémunéré qu'à la vue de ce PV constatant la remise en état du site.

ARTICLE 21 : SANCTIONS ET PENALITES

Il est rappelé au Cocontractant que l'article 79 de la loi cadre n°96/12 du 5 août 1996 portant loi cadre relative à la gestion de l'environnement au Cameroun prévoit une amende de deux millions (2.000.000) à cinq millions de francs CFA et une peine d'emprisonnement de six (6) mois à un an ou l'une de ces deux peines seulement pour toute personne ayant empêché l'accomplissement des contrôles et analyses prévues par ladite loi et/ou par ses textes d'applications. En tout état de cause, toute dégradation ou contamination de l'environnement doivent être évitées.

Toute infraction aux prescriptions dûment notifiées par écrit (ordre de service) à l'entreprise par l'Ingénieur sera également consignée dans le cahier de chantier. Celui-ci pourra servir de pièce contractuelle en cas de litiges dans l'application des événements sanctions.

La reprise des travaux ou des travaux supplémentaires découlant du non-respect des clauses reste à la charge du Cocontractant.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN*Paix – Travail – Patrie*

REGION DU SUD

DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM

COMMUNE D'AMBAM

SECRETARIAT GENERAL

SERVICE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES PUBLICS

BP 163 AMBAM

**REPUBLIC OF CAMEROON***Peace – Work – Fatherland*

SOUTH REGION

NTEM VALLEY DIVISIONAL

AMBAM COUNCIL

INTERNAL CONTRACTS TENDER BOARD OF
AMBAM

INTERNAL SERVICE FOR ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLICS CONTRACT

PO BOX 163

MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM**AUTORITE CONTRACTANTE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM****COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES D'AMBAM**

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°001/DAONO/RS/D-VNT/COMMUNE D'AMBAM/SG/SIGAMP/2021 DU 05/02 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE EQUIPEES DE 60 TABLES BANCS CHACUNE ET DE DEUX BUREAUX DE MAITRE DANS CERTAINES ECOLES PUBLIQUES DE LA COMMUNE D'AMBAM POUR LE COMPTE DU MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL, DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM, REGION DU SUD.

Lot N°	Financement	Autorisation de Dépense	Imputation Budgétaire	Désignation	Montant (FCFA)	Délai d'exécution
1	BIP MINDDEVEL 2021	IW02491	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique YOSMA'AN	21 000 000	03 MOIS
		IW02496	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de YOSMA'AN	2 050 000	
2	BIP MINDDEVEL 2021	IW02492	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique de NKOL-EFOULAN	21 000 000	03 MOIS
		IW02497	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de NKOL-EFOULAN	2 050 000	
3	BIP MINDDEVEL 2021	IW02493	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à GPBS de Meyo Centre	21 000 000	03 MOIS
		IW02498	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de GPBS de Meyo Centre	2 050 000	

PIÈCE 6 : CAHIER DES CLAUSES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES (CCES)

SOMMAIRE

CHAPITRE I	:	CONTEXTE ET JUSTIFICATION
CHAPITRE II	:	INFORMATIONS ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT
CHAPITRE III	:	ENTRETIEN ET GESTION DES DECHETS
CHAPITRE IV	:	MESURES PREVENTIVES CONTRE LES NUISANCES SONORES ET LES EMISSIONS DE POUSSIÈRES
CHAPITRE V	:	STOCKAGE ET UTILISATION DES SUBSTANCES POTENTIELLEMENT POLLUANTES 5.1.1.1.1 Carburant et lubrifiants 5.1.1.1.2 Autres substances potentiellement polluantes 5.1.1.1.3 Gestion des pollutions accidentelles 5.1.1.1.4 Principes d'intervention suite à une pollution accidentelle
CHAPITRE VI	:	PROTECTION DES ESPACES NATURELLES CONTRE L'INCENDIE
CHAPITRE VII	:	CONSERVATION DE L'INTEGRITE PAYSAGERE DU SITE
CHAPITRE VIII	:	ASPECTS SOCIAUX ET CULTURELS
CHAPITRE IX	:	OUVERTURE ET EXPLOITATION DES CARRIERES ET EMPRUNTS
CHAPITRE X	:	SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS
CHAPITRE XI	:	ABANDON DES INSTALLATIONS EN FIN DES TRAVAUX

PRESCRIPTIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES A RESPECTER PAR L'ENTREPRENEUR

Etant donné que les activités de construction pourraient avoir des impacts négatifs sur le cadre physique et apporter des désagréments, gênes ponctuelles aux zones avoisinantes et aux riverains, il est essentiel de définir et respecter des règles (y compris les interdictions spécifiques et les mesures à prendre pour la gestion de la construction) qui devront être soigneusement respectées par les contractants.

L'information qui suit, est donnée à titre de prescriptions à insérer, sous réserve d'éventuelles adaptations légères, au cahier des clauses techniques particulières du dossier d'appel d'offres des différents types d'ouvrage qui seront financés dans le cadre de ce programme. Elles devront être suivies en liaison avec la législation nationale en matière de santé, sécurité et hygiène au travail.

1. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Les présentes clauses visent la prise en compte de la dimension environnementale et sociale dans la planification et l'exécution du projet à travers la mise en œuvre du Cadre de Gestion Environnementale et Sociale (CGES).

Ainsi, l'intégration de prescriptions environnementales et sociales dans le DAO telle que préconisée dans la stratégie de mise en œuvre du CGES permet à l'entreprise adjudicataire de la lettre commande d'apprécier sa responsabilité environnementale et d'en tenir compte dans le planning et l'exécution des travaux.

Ces prescriptions devront être respectées, sans exception, par l'Entrepreneur. A cet effet, elles feront l'objet d'un contrôle au cours des missions de visite de chantier.

De même, l'entrepreneur demeure responsable des accidents ou dommages écologiques qui seraient la conséquence de ces travaux ou des installations liées au chantier.

2. INFORMATIONS ET MESURES D'ACCOMPAGNEMENT

L'entrepreneur doit, en rapport avec l'Ingénieur, veiller rigoureusement au respect des directives suivantes :

1. Mener une campagne de communication et de sensibilisation avant les travaux sur le calendrier des travaux, l'interruption des services et les détours à la circulation, selon les besoins ;
2. Limiter les activités de construction pendant la nuit. S'ils sont nécessaires, veiller à ce que le travail nocturne soit soigneusement planifié et que la communauté soit informée pour qu'elle puisse prendre les mesures nécessaires ;
3. Procéder à la signalisation des travaux ;
4. Mener des campagnes de sensibilisation sur les IST/VIH/SIDA et COVID-19 pour les ouvriers et les populations locales...
5. Faire interdire : (i) la coupe des arbres pour toute raison en dehors de la zone de construction approuvée ; (ii) chasser ou capturer la faune locale ; (iii) utiliser des produits toxiques non approuvés, tels que des peintures au plomb ; (iv) perturber quoi que ce soit ayant une valeur architecturale ou historique ;
6. La communauté sera avisée au moins cinq jours à l'avance de toute interruption de service (eau, électricité, le téléphone), par voies de presse (en privilégiant les radios communautaires ou locales lorsqu'elles existent).

3. ENTRETIEN ET GESTION DES DECHETS

Pendant la durée du chantier, l'Entrepreneur veillera à ce que l'ensemble du site et ses abords soient maintenus en bon état de propreté et à ce que les déchets produits soient correctement gérés en prenant les mesures suivantes :

- Suivre les procédures appropriées en ce qui concerne l'entreposage, la collecte, le transport et l'élimination des déchets dangereux. Pour les déchets comme les huiles usagées, il est indispensable de les collecter et de le remettre à des repreneurs agréés ;
- Identifier et délimiter clairement les aires d'élimination et spécifiant quels matériaux peuvent être déposés dans chaque aire ;
- Contrôler le placement de tous les déchets de construction (y compris les excavations de sol) dans des sites d'élimination approuvés (>300 m des rivières, cours d'eau, lacs ou terres marécageuses) ;
- Placez dans les aires autorisées toutes les ordures, métaux, huiles usées et matériaux en excès produits pendant la construction en incorporant des systèmes de recyclage et la séparation des matériaux ;
- L'Entrepreneur prendra les dispositions nécessaires pour éviter la dispersion par le vent ou les eaux de pluie par exemple avant l'élimination des déchets ;
- Les produits du décapage des emprises des Terrassements seront mis en dépôt et éventuellement réemployés,
- Le transport des terres dans l'emprise du terrain sur les lieux à remblayer ou leurs évacuations aux décharges publiques ;
- Minimiser la génération des déchets pendant la construction et réutiliser les déchets de construction là où c'est possible ;

Les mesures suivantes devront être prises pour l'entretien du chantier :

- Identifier et délimiter les aires pour l'équipement d'entretien (loin des rivières, cours d'eau, lacs ou terres marécageuses) ;
- Veiller à ce que toutes les activités de l'équipement d'entretien soient faites dans les zones d'entretien délimitées ;
- Ne jamais éliminer de l'huile ou la verser sur le sol, dans les cours d'eau, les zones basses, les cavités des carrières désaffectées

4. MESURES PREVENTIVES CONTRE LES NUISANCES SONORES ET LES EMISSIONS DE POUSSIÈRES

L'Entrepreneur prêter une attention particulière pour limiter les éventuelles nuisances par le bruit. A cet effet, il devra respecter les seuils de bruit prescrits par la Loi.

Il veillera à limiter l'usage des engins bruyants au strict nécessaire et arrêtera ceux qui ne servent pas (groupe électrogène par exemple). Sauf cas d'urgence, les nuisances sonores (engins, véhicules, etc.) à proximité d'habitations, seront prohibées de 19 heures à 8 heures ainsi que le week-end et les jours fériés.

Lors de l'exécution des travaux, pour lutter contre la poussière et les désagréments, le contractant devra :

- Limiter la vitesse de la circulation liée à la construction à 24 km/h dans les rues, dans un rayon de 200 mètres autour du chantier et limiter la vitesse de tous les véhicules sur le chantier à 16 km/h ;

5. STOCKAGE ET UTILISATION DES SUBSTANCES POTENTIELLEMENT POLLUANTES

De manière générale, le stockage et la manipulation de substances potentiellement polluantes ou dangereuses (huiles, carburant,) devra respecter les principes suivants :

- Limitation des quantités stockées ;
- Stockage organisé, en un site ou selon des modalités ne permettant pas l'accès à une personne extérieure au chantier ;
- Manipulation par des personnels responsabilisés ;
- Signalisation du site de stockage par un panneau indiquant la nature du danger.
- Le stockage des produits chimiques liquides se fera sur rétention pour prévenir les déversements accidentels et la pollution du sol ;
- Les produits chimiques utilisés devront être munis de fiche de données de sécurité (FDS) à afficher sur le lieu de stockage

5.1. Carburants et lubrifiants

Dans le cas où l'entrepreneur utilise dans le chantier des carburants et lubrifiants, ils seront stockés en conteneurs étanches posés sur un sol plan, propre et stable. Les conteneurs seront isolés du sol par une bâche plastique ou un matériau absorbant (sable ou sciure) pour permettre la récupération des éventuels rejets accidentels. A l'issue des travaux, le site du chantier sera débarrassé de toutes traces ou sous-produits.

5.2. Autres substances potentiellement polluantes

L'emploi d'autres substances potentiellement polluantes sera signalé à l'Ingénieur avant leur utilisation. L'entreprise apportera la preuve du caractère légal de leur emploi et l'Ingénieur visera les services techniques compétents pour autorisation et éventuellement prescription de consignes de précaution.

5.3. Gestion des pollutions accidentelles

En cas de pollution accidentelle, l'Entrepreneur avisera sans délai l'Ingénieur. En fonction de la composante de l'environnement concernée par la pollution, les services techniques compétents seront avisés. L'Entrepreneur prendra toute disposition utile pour faire cesser la cause du problème et procéder au traitement de la pollution. Les consignes conservatoires prescrites devront être rapidement mise en œuvre.

5.4. Principe d'intervention suite à une pollution accidentelle

En cas de déversement accidentel de substances polluantes, les mesures suivantes devront être prises :

- Éviter la contamination du sol par le saupoudrage de produits absorbants spécifiques ;
- En cas de proximité d'une source d'eau (puits, cours d'eau...), éviter la contamination des eaux par blocage, barrage, digue de terre, dans un premier temps ;
- Excaver les terres polluées au droit de la surface d'infiltration ;
- Traiter les parties polluées de façon écologiquement rationnelle (mise en décharge, enfouissement, incinération, selon la nature de la pollution)

6. PROTECTION DES ESPACES NATURELS CONTRE L'INCENDIE

Il sera fait une stricte application de la réglementation en vigueur (code forestier). D'une façon générale, l'emploi du feu est interdit sur le chantier sauf dérogation expresse délivrée

par l'Ingénieur dans la limite des permissions édictées par la réglementation nationale en vigueur. Dans ce cas, l'Entrepreneur observera les consignes minimales suivantes :

- Brûlage autorisé uniquement par vent faible ;
- Site préalablement débroussaillé sur vingt mètres de rayon ;
- Feu sous surveillance constante d'une personne compétente armée de moyens de lutte contre l'incendie ;
- En cas de propagation, alerte rapide des secours et du maître d'œuvre par tout moyen ;
- Extinction totale du foyer en fin du brûlage. Le recouvrement par de la terre est interdit.

7. CONSERVATION DE L'INTEGRITE PAYSAGERE DU SITE

Aucune atteinte ne sera portée à la végétation située hors de l'emprise des ouvrages, des accès ou des aires de travail ou de stockage prévues. De plus, des mesures de protection sur les essences protégées ou rares devraient être prises.

Seul l'abattage des arbres autorisé par le service forestier est toléré (se conformer aux dispositions du code forestier en cas d'abattage d'arbre ou de déboisement). Des pénalités sont encourues en cas d'abattage non autorisé d'arbre ou la destruction de la végétation du site. L'Entrepreneur devrait effectuer une plantation de compensation après les travaux en cas de déboisement ou d'abattage d'arbres.

Les matériaux utilisés pour les travaux (sable et gravier notamment) doivent obligatoirement provenir des carrières et sablières autorisées et contrôlées par le service des mines. Conformément aux dispositions du code minier, les carrières et sites d'emprunts devront être impérativement réhabilités.

La remise en état des lieux avant repli de chantier pourra être imposée en cas de modification significative du site.

Toute zone de sensibilité environnementale doit être contournée par le projet (exemple des zones d'inondation saisonnière). Aussi, toutes les précautions doivent être prises afin de préserver les points d'eau (puits, sources, fontaines, mares...)

8. ASPECTS SOCIAUX ET CULTURELS

Pour permettre au projet de générer des retombées positives sur le milieu social d'accueil, l'Entrepreneur veillera à :

1. Éviter que le projet modifie les sites historiques, archéologiques, ou culturels ;
2. Prendre en charge les préoccupations des femmes et favoriser leur implication dans la prise de décision ;
3. Recruter en priorité la main d'œuvre non qualifiée dans la population locale.

Les mesures suivantes sont à prendre au cas où des objets de valeur culturelle ou religieuse seraient mis à jour pendant les excavations :

- Arrêter le travail immédiatement à la suite de la découverte de tout matériel ayant une valeur possible archéologique, historique ou paléontologique, ou autre valeur culturelle, de faire connaître les trouvailles au promoteur et de la notifier aux autorités compétentes ;
- Protéger les objets autant que possible en utilisant des couvertures en plastique et prendre le cas échéant des mesures pour stabiliser la zone afin de protéger correctement les objets ;
- Ne reprendre les travaux qu'après avoir reçu l'autorisation des autorités compétentes.

9. OUVERTURE ET EXPLOITATION DES CARRIERES ET EMPRUNTS

L'Entrepreneur doit demander les autorisations prévues par les textes et règlements en vigueur dont le code minier avant toute ouverture et exploitation de nouvelle carrière. Avant de solliciter l'autorisation d'ouverture de nouvelles zones d'emprunts, les emprunts retenus pour les travaux d'entretien devront être épuisés.

10. SECURITE DES PERSONNES ET DES BIENS

- Assurer la sécurité de la circulation.
- Les tranchées seront au besoin, entourées de solides barrières,
- Un éclairage des barrières et des passerelles sera assuré pendant la nuit,
- Assurer la signalisation et le gardiennage imposés.
- Assurer le passage des véhicules, sauf impossibilité absolue
- Les routes ne seront pas coupées en même temps sur plus de la moitié de leur largeur
- Les tranchées longeant les routes et engageant l'emprise de celles-ci ne seront pas ouvertes sur une longueur supérieure à 200 m ;
- Préserver de toutes dégradations les murs des riverains, les ouvrages des voies publiques, tels que bordures, bornes etc... les lignes électriques ou téléphoniques et les canalisations et câbles de toute natures rencontrés dans le sol.
- Maintenir en état de fonctionnement, pendant toute la durée des travaux, les câbles existants et les canalisations et installations existantes assurant la distribution d'eau potable, ou l'évacuation des eaux usées.

11. ABANDON DES INSTALLATIONS EN FIN DE TRAVAUX

A la fin des travaux, l'Entrepreneur doit réaliser tous les travaux nécessaires à la remise en état des lieux. L'Entrepreneur récupère tout son matériel, engins et matériaux. Il ne peut abandonner aucun équipement ni matériaux sur le site, ni dans les environs. Les aires bétonnées sont démolies et les matériaux de démolition mis en dépôt sur un site adéquat approuvé par l'ingénieur. Au moment du repli, les drains de l'installation sont curés pour éviter l'érosion accélérée du site.

S'il est dans l'intérêt du Maître d'ouvrage de récupérer les installations fixes pour une utilisation future, l'Administration peut demander à l'Entrepreneur de lui céder sans dédommagement les installations sujettes à démolition lors d'un repli.

Après le repli du matériel, un procès-verbal constatant la remise en état du site doit être dressé et joint au PV de la réception des travaux.

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REGION DU SUD

DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM

COMMUNE D'AMBAM

SECRETARIAT GENERAL

SERVICE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES PUBLICS

BP 163 AMBAM



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

SOUTH REGION

NTEM VALLEY DIVISIONAL

AMBAM COUNCIL

INTERNAL CONTRACTS TENDER BOARD OF
AMBAM

INTERNAL SERVICE FOR ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLICS CONTRACT

PO BOX 163

MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM

AUTORITE CONTRACTANTE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES D'AMBAM

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°001/DAONO/RS/D-VNT/COMMUNE D'AMBAM/SG/SIGAMP/2021 DU 05/02 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE EQUIPEES DE 60 TABLES BANCS CHACUNE ET DE DEUX BUREAUX DE MAITRE DANS CERTAINES ECOLES PUBLIQUES DE LA COMMUNE D'AMBAM POUR LE COMPTE DU MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL, DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM, REGION DU SUD.

Lot N°	Financement	Autorisation de Dépense	Imputation Budgétaire	Désignation	Montant (FCFA)	Délai d'exécution
1	BIP MINDDEVEL 2021	IW02491	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique YOSMA'AN	21 000 000	03 MOIS
		IW02496	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de YOSMA'AN	2 050 000	
2	BIP MINDDEVEL 2021	IW02492	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique de NKOL-EFOULAN	21 000 000	03 MOIS
		IW02497	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de NKOL-EFOULAN	2 050 000	

3	BIP MINDDEVEL 2021	IW02493	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à GPBS de Moyo Centre	21 000 000	03 MOIS
		IW02498	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de GPBS de Moyo Centre	2 050 000	

PIECE N°6 : CADRE DU BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES (CBPU)

GENEFA

CONTENU DES PRIX

Conformément aux articles du CCAP, les prix du bordereau comprennent toutes les dépenses du Cocontractant sans exception, en vue de réaliser la totalité des travaux prévus à la présente Lettre Commande, en particulier les dépenses de mise à disposition de

matériel, de fourniture de matériaux à l'exception de celle mentionnées explicitement dans les définitions des prix, les dépenses de main d'œuvre, de transport, de frais généraux, et d'une façon générale, toutes dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe des travaux.

Les prix comprennent tous les ouvrages prévus au projet, les frais d'essais et d'étude préliminaire indiqués au CCTP.

Le Cocontractant tiendra compte dans ces prix des sujétions dues à la présence des eaux de surface, des eaux de pluie et des eaux souterraines.

Les coûts de transport sont compris dans les prix des travaux quels que soient les mouvements des terres réalisés, les terrassements généraux et les mises en dépôt ou en décharge publique étant effectués dans les limites du territoire de la Commune de la ville de ressort.

REFRACTION DANS LES PRIX

S'il s'avère que la résistance d'un béton à vingt-huit (28) jours, déterminée lors des épreuves de contrôle conformément au CCTP, est inférieure à la résistance exigée et que l'ingénieur n'exige cependant pas la démolition de l'ouvrage ou de la partie d'ouvrage exécutée avec ce béton, le Cocontractant prendra à sa charge les frais de vérification, de consolidation et de réparation éventuellement exigés par l'ingénieur.

De plus, pour les règlements de la partie d'ouvrage incriminée, le prix du béton correspondant sera frappé, sans mise en demeure préalable, d'un coefficient minorateur obtenu en élevant à la puissance trois (03) le rapport de la résistance réelle du béton à sa résistance exigée.

Ce coefficient ne sera pas appliqué tant que rapport :

Résistance obtenue/résistance exigée sera supérieur ou égal à zéro virgule quatre-vingt-dix-huit (0,98).

QUANTITE MISE EN ŒUVRE NE DONNANT PAS LIEU AU PAIEMENT

Les travaux devant être exécutés conformément aux prescriptions du dossier technique, pièces et plans approuvés "Bon pour exécution", les quantités à prendre en compte seront effectivement calculées sur la base des côtes et dimensions fixées à ces plans ou modifiées par ordre de service.

S'il s'avère que par négligence, ou pour les inconvénients d'exécution, le Cocontractant met en œuvre des quantités supérieures à celle prévues aux plans approuvés (dimension

des fouilles pour ouvrages, béton de blocage ou de remplissage, etc.) seules seront prises en compte pour règlement les quantités résultant des plans approuvés "Bon pour exécution".

LES PRIX UNITAIRES SERONT DONNES HORS TAXES

A cet effet, le Cocontractant remplira le bordereau des prix selon les modèles joints avec des prix H.T. ainsi que les devis estimatifs correspondants.

DEFINITION DES METRES CUBES DE TERRASSEMENT

Les déblais sont mesurés en place par différence de profils avant et après le terrassement, aux côtes de projet. Les fouilles sont considérées à parois verticales et sont payées au mètre cube de déblais selon la largeur de l'ouvrage majoré de 2cm, ou selon le diamètre extérieur de canalisations majorées de 0,60 m.

Ce prix tient compte de toutes sujétions de blindage sur largeurs et épuisement des eaux de toute provenance .il comprend également le remblaiement des fouilles après réalisation des ouvrages ou pose des canalisations par couches de 0,30 m de compactées à 95% de l'OPM, avec des matériaux utilisables en remblais (CBR>5et IP<4).

Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP YOSMA'AN

N° Prix	Désignation des Tâches Prix unitaire hors TVA en lettres (Francs CFA)	Prix Unitaires en Chiffre (F.CFA)
	<u>Lot 100 : TRAVAUX PREPARATOIRES</u>	
101	<p><u>Etudes et Installation de chantier</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au FORFAIT (FF) la production des documents d'exécution (plans, projet d'exécution, journal de chantier, plan de récolement). Le forfait sera versé à quatre-vingts pour cent (80%) dès la production effective des documents exigés. Ce forfait de 80% sera divisé ainsi qu'il suit : (journal de chantier : 10% et 70% dès l'approbation du projet d'exécution).</p> <p>Les vingt pour cent (20%) restants seront versés après l'approbation du plan de récolement.</p> <p>Le Forfait à _____ Francs CFA</p>	
102	<p><u>Désherbage du site</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat le METRE CARRE (m²) de débroussaillage. Il comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la coupe de toutes les touffes de plantes ligneuses, des arbustes et arbres et éventuellement des plantes épineuses, - le rejet hors de l'emprise des résidus, - et toutes sujétions liées à la protection de l'environnement. <p>Le mètre carré à _____ Francs CFA</p>	
	<u>Lot 200 : TERRASSEMENTS</u>	
201	<p><u>Nivellement de la plateforme</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, le METRE CARRE (m²) de mise à niveau de la plateforme du bâtiment et sur une emprise de 5m tout autour de celui-ci.</p>	

	Le mètre carré à _____ Francs CFA	
202	<p><u>Fouilles en rigole et en puits</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat le METRE CUBE (m³) de fouilles en rigole. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP ".</p> <p>Le mètre cube à _____ Francs CFA</p>	
203	<p><u>Remblais de terre</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, le METRE CUBE (m³) de terre compactée mise en remblai. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP " et comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'extraction des matériaux, - le chargement, le transport sur toutes distances et le répandage aux lieux de réutilisation en remblai, - le compactage, - et toutes sujétions. <p>Le mètre cube à _____ Francs CFA</p>	
	<u>Lot 300 : FONDATIONS</u>	
301	<p><u>Béton de propreté</u></p> <p>Ces prix rémunèrent dans les conditions générales prévues au contrat, le METRE CUBE (m³) de béton de propreté mis en place tel que décrit dans le " CCTP ".</p> <p>Le mètre cube à _____ Francs CFA</p>	
302	<p><u>Béton armé pour semelle, poteaux, chaînage</u></p> <p>Ces prix rémunèrent dans les conditions générales prévues au contrat, le METRE CUBE (m³) de béton armé utilisé pour la construction des semelles, poteaux et chaînages et mis en place dans les conditions décrites dans le " CCTP ".</p> <p>Le mètre cube à _____ Francs CFA</p>	
303	<p><u>Agglomérés de 20*20*40</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat le METRE CARRE (m²) de parpaings de 20*20*40 bourrés utilisé pour les fondations.</p> <p>Le mètre carré à _____ Francs CFA</p>	
304	<p><u>Dallage</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE CARRE (m²), le béton utilisé pour le dallage du bâtiment.</p> <p>Le mètre carré à _____ Francs CFA</p>	
	<u>Lot 400 : MACONNERIE – ELEVATION</u>	
401	<p><u>Murs en agglos creux de 15*20*40 :</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat le METRE CARRE (m²) de parpaings de 15*20*40 creux utilisé pour la construction des murs.</p>	

	Le mètre carré à _____ Francs CFA	
402	<u>Enduits au mortier de ciment :</u> Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat le METRE CARRE (m ²) de crépissage des murs. Le mètre carré à _____ Francs CFA	
403	<u>Béton armé pour poteaux, poutres, linteaux et chaînages</u> Ces prix rémunèrent dans les conditions générales prévues au contrat, le METRE CUBE (m ³) de béton armé utilisé pour la construction des poteaux, poutres, linteaux et chaînages et mis en place dans les conditions décrites dans le “ CCTP ”. Le mètre cube à _____ Francs CFA	
404	<u>Tableau mural</u> Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l' UNITE (U) , la construction d'un tableau mural en mortier de ciment. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le “ CCTP ” et comprend notamment : <ul style="list-style-type: none"> - le coffrage et le ferrailage (armature en treillis soudé ou grillage fin), - le coulage du mortier de ciment y compris toutes sujétions, - la peinture (ardoisine). L'unité à _____ Francs CFA	
405	<u>Chape lissée</u> Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE CARRE (m ²), la pose de la chape lissée sur le dallage. Le mètre carré à _____ Francs CFA	
4.6	<u>Claustras</u> Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, le METRE CARRE (m ²) de claustras mis en œuvre. La forme des claustras doit être conforme aux modèles fournis dans le DAO. Le mètre carré à _____ Francs CFA	
407	<u>Estrades</u> Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, à l' UNITE (U) , la construction d'une estrade. L'estrade doit être conforme au plan type du DAO. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le “ CCTP ” et comprend notamment : <ul style="list-style-type: none"> - le coffrage, - le coulage du béton y compris toutes sujétions, - la pose de la chape lissée. L'unité à _____ Francs CFA	
408	<u>Rampe d'accès</u> Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, à l' UNITE (U) , la construction d'une estrade. L'estrade doit être conforme au plan type du DAO. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le “ CCTP ” L'unité à _____ Francs CFA	

	<u>Lot 500 : CHARPENTE – COUVERTURE</u>	
501	<u>Fermes et bastaings</u> Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, à l'UNITE (U), la construction et la DAO. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP " et comprend notamment : <ul style="list-style-type: none"> - la fourniture du bois de charpente, - la construction de la ferme, y compris toutes sujétions de traitement - la pose proprement dite. L'unité à _____ Francs CFA	
502	<u>Pannes et lattes de rives pignons</u> Ces prix rémunèrent dans les conditions générales prévues au contrat, le METRE CUBE (m ³) de bois mis en œuvre pour la confection des pannes, lattes et rive pignons dans les conditions décrites dans le " CCTP ". Le mètre cube à _____ Francs CFA	
503	<u>Plafond en contre-plaqué sapeli</u> Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, le METRE CARRE (m ²) de plafond mis en œuvre. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP " et comprend notamment <ul style="list-style-type: none"> - la pose du solivage, y compris toutes sujétions de traitement à l'extérieur. - la pose des panneaux en tôles lisses de (60x120), - l'exécution des trappes de visite et des trous de ventilation, - la pose des couvre-joints périphériques. Le mètre carré à _____ Francs CFA	
504	<u>Planches de rive</u> Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE LINEAIRE (ml), la fourniture et la pose des planches de rive. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP " et comprend notamment : <ul style="list-style-type: none"> - la fourniture et la pose des planches de rive, - la protection des planches de rive avec la tôle de rive, Le mètre linéaire à _____ Francs CFA	
505	<u>Couverture en tôles bac alu 6/10è</u> Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE CARRE (m ²), la fourniture et la pose des tôles bac alu 6/10è. Le mètre carré à _____ Francs CFA	
506	<u>Tôles faîtières de 50 cm de large</u> Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE LINEAIRE (ml), la fourniture et la pose des tôles faîtières. Le mètre linéaire à _____ Francs CFA	
507	<u>Rive façade et pignon en alu</u> Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE LINEAIRE (ml) la fourniture et la pose des planches de rive recouvertes de tôles, au niveau des pignons du bâtiment.	

	Le mètre linéaire à _____ Francs CFA	
508	<u>Tôles lisses extérieures</u> Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE LINEAIRE (ml) , la fourniture et la pose des tôles lisses. Le mètre linéaire à _____ Francs CFA	
	<u>Lot 600 : MENUISERIE METALLIQUE</u>	
601	<u>Porte métalliques de 97x2,20</u> Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, à l'UNITE (U) , la fourniture et la pose des portes métalliques de 97 cm x 2,20 cm. Ce prix comprend : <ul style="list-style-type: none"> - la fourniture et pose des portes métalliques, - la fourniture des cadenas pour la fermeture des portes. L'unité à _____ Francs CFA	
602	<u>Seuils</u> Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre linéaire (ml) , la construction des seuils au niveau des portes. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP " et comprend notamment : <ul style="list-style-type: none"> - le coffrage, - la mise en œuvre du béton, - la pose de la chape lissée. Le mètre linéaire à _____ Francs CFA	
	<u>Lot 700 : ELECTRICITE</u>	
701	<u>Tube flexible orange</u> Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, la fourniture et la pose d'un ROULEAU (RI) de tube flexible orange. Le rouleau à _____ Francs CFA	
702	<u>Câble VG1,5 mm²</u> Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, la fourniture et la pose d'un ROULEAU (RI) de câble VG1,5 mm ² . Le rouleau à _____ Francs CFA	
703	<u>Fil TH2,5 mm²</u> Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, la fourniture et la pose d'un ROULEAU (RI) de fil TH2,5 mm ² . Le rouleau à _____ Francs CFA	
704	<u>Réglette de 120</u> Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, à l'UNITE(U) la fourniture et la pose d'une réglette de 120 cm. L'unité à _____ Francs CFA	
705	<u>Hublot rond étanche ou réglette de 120</u> Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, à l'UNITE(U) la fourniture et la pose d'un hublot rond étanche ou réglette	

	de 120. L'unité à _____ Francs CFA	
706	<u>Interrupteur et prise</u> Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, à l' UNITE(U) la fourniture et la pose d'une prise ou interrupteur de courant encastré. L'unité à _____ Francs CFA	
707	<u>Attaches, dominos, boîtier de dérivation</u> Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, l' ENSEMBLE (ENS) du petit matériel (attaches, dominos, boîtier de dérivation) nécessaire pour l'installation électrique du bâtiment. L'ensemble à _____ Francs CFA	
	<u>Lot 800 : PEINTURES</u>	
801	<u>Peinture sur plafond</u> Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE CARRE (m²) mis en œuvre, l'exécution de la peinture sur la partie du bâtiment concernée par ce prix. Le mètre carré à _____ Francs CFA	
802	<u>Peinture sur murs extérieurs</u> Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE CARRE (m²) mis en œuvre, l'exécution de la peinture sur la partie du bâtiment concernée par ce prix. Le mètre carré à _____ Francs CFA	
803	<u>Peinture sur murs intérieurs</u> Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE CARRE (m²) mis en œuvre, l'exécution de la peinture sur la partie du bâtiment concernée par ce prix. Le mètre carré à _____ Francs CFA	
804	<u>Peinture sur menuiserie</u> Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE CARRE (m²) mis en œuvre, l'exécution de la peinture sur la partie du bâtiment concernée par ce prix. Le mètre carré à _____ Francs CFA	
	<u>Lot 900 : VRD</u>	
901	<u>Caniveaux d'évacuation des eaux de pluies</u> Ce prix rémunère, selon les conditions générales prévues au contrat le METRE LINEAIRE (ml) de caniveau. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP ". Le mètre linéaire à _____ Francs CFA	
902	<u>Dallage tout autour du bâtiment</u> Ce prix rémunère, selon les conditions générales prévues au contrat le METRE CARRE (m²) de dallage exécuté à l'extérieur pour protéger les	

	murs de soubassement. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP ".	
	Le mètre carré à _____ Francs CFA	
	<u>Lot 1000 : Equipements scolaires</u>	
	<u>Fourniture des tables bancs de 02 Places</u>	
1001	Ce prix rémunère, selon les conditions générales prévues au contrat à l'unité (U) la fourniture de 60 (soixante) tables bancs (02 places) nécessaires pour l'équipement de la salle de classe. L'Unité à _____ Francs CFA	
1002	<u>Fourniture de la table de maître</u> Ce prix rémunère, selon les conditions générales prévues au contrat à l'unité (U) la fourniture de tables de Maître (02 places de 130 x 70cm) nécessaires pour l'équipement de la salle de classe. L'Unité à _____ Francs CFA	
1003	<u>Fourniture de la Chaise de maître</u> Ce prix rémunère, selon les conditions générales prévues au contrat à l'unité (U) la fourniture des Chaises de Maître (02) nécessaires pour l'équipement de la salle de classe. L'Unité à _____ Francs CFA	

Construction d'un bloc de deux salles de classe à l'EP NKOL-EFOULAN

N° Prix	Désignation des Tâches Prix unitaire hors TVA en lettres (Francs CFA)	Prix Unitaires en Chiffre (F.CFA)
	<u>Lot 100 : TRAVAUX PREPARATOIRES</u>	
101	<u>Etudes et Installation de chantier</u> Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au FORFAIT (FF) la production des documents d'exécution (plans, projet d'exécution, journal de chantier, plan de récolement). Le forfait sera versé à quatre-vingts pour cent (80%) dès la production effective des documents exigés. Ce forfait de 80% sera divisé ainsi qu'il suit : (journal de chantier : 10% et 70% dès l'approbation du projet d'exécution). Les vingt pour cent (20%) restants seront versés après l'approbation du plan de récolement. Le Forfait à _____ Francs CFA	
102	<u>Désherbage du site</u> Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat le METRE CARRE (m²) de débroussaillage. Il comprend notamment : - la coupe de toutes les touffes de plantes ligneuses, des arbustes et arbres et éventuellement des plantes épineuses, - le rejet hors de l'emprise des résidus, - et toutes sujétions liées à la protection de l'environnement. Le mètre carré à _____ Francs CFA	
	<u>Lot 200 : TERRASSEMENTS</u>	

201	<p><u>Nivellement de la plateforme</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, le METRE CARRE (m²) de mise à niveau de la plateforme du bâtiment et sur une emprise de 5m tout autour de celui-ci.</p> <p>Le mètre carré à _____ Francs CFA</p>	
202	<p><u>Fouilles en rigole et en puits</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat le METRE CUBE (m³) de fouilles en rigole. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP ".</p> <p>Le mètre cube à _____ Francs CFA</p>	
203	<p><u>Remblais de terre</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, le METRE CUBE (m³) de terre compactée mise en remblai. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP " et comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'extraction des matériaux, - le chargement, le transport sur toutes distances et le répandage aux lieux de réutilisation en remblai, - le compactage, - et toutes sujétions. <p>Le mètre cube à _____ Francs CFA</p>	
<u>Lot 300 : FONDATIONS</u>		
301	<p><u>Béton de propreté</u></p> <p>Ces prix rémunèrent dans les conditions générales prévues au contrat, le METRE CUBE (m³) de béton de propreté mis en place tel que décrit dans le " CCTP ".</p> <p>Le mètre cube à _____ Francs CFA</p>	
302	<p><u>Béton armé pour semelle, poteaux, chaînage</u></p> <p>Ces prix rémunèrent dans les conditions générales prévues au contrat, le METRE CUBE (m³) de béton armé utilisé pour la construction des semelles, poteaux et chaînages et mis en place dans les conditions décrites dans le " CCTP ".</p> <p>Le mètre cube à _____ Francs CFA</p>	
303	<p><u>Agglomérés de 20*20*40</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat le METRE CARRE (m²) de parpaings de 20*20*40 bourrés utilisé pour les fondations.</p> <p>Le mètre carré à _____ Francs CFA</p>	
304	<p><u>Dallage</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE CARRE (m²), le béton utilisé pour le dallage du bâtiment.</p> <p>Le mètre carré à _____ Francs CFA</p>	
<u>Lot 400 : MACONNERIE – ELEVATION</u>		

401	<p><u>Murs en agglos creux de 15*20*40 :</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat le METRE CARRE (m²) de parpaings de 15*20*40 creux utilisé pour la construction des murs.</p> <p>Le mètre carré à _____ Francs CFA</p>	
402	<p><u>Enduits au mortier de ciment :</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat le METRE CARRE (m²) de crépissage des murs.</p> <p>Le mètre carré à _____ Francs CFA</p>	
403	<p><u>Béton armé pour poteaux, poutres, linteaux et chaînages</u></p> <p>Ces prix rémunèrent dans les conditions générales prévues au contrat, le METRE CUBE (m³) de béton armé utilisé pour la construction des poteaux, poutres, linteaux et chaînages et mis en place dans les conditions décrites dans le “ CCTP ”.</p> <p>Le mètre cube à _____ Francs CFA</p>	
404	<p><u>Tableau mural</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'UNITE (U), la construction d'un tableau mural en mortier de ciment. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le “ CCTP ” et comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le coffrage et le ferrailage (armature en treillis soudé ou grillage fin), - le coulage du mortier de ciment y compris toutes sujétions, - la peinture (ardoisine). <p>L'unité à _____ Francs CFA</p>	
405	<p><u>Chape lissée</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE CARRE (m²), la pose de la chape lissée sur le dallage.</p> <p>Le mètre carré à _____ Francs CFA</p>	
4.6	<p><u>Claustras</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, le METRE CARRE (m²) de claustras mis en œuvre. La forme des claustras doit être conforme aux modèles fournis dans le DAO.</p> <p>Le mètre carré à _____ Francs CFA</p>	
407	<p><u>Estrades</u></p> <p>Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, à l'UNITE (U), la construction d'une estrade. L'estrade doit être conforme au plan type du DAO. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le “ CCTP ” et comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le coffrage, - le coulage du béton y compris toutes sujétions, - la pose de la chape lissée. <p>L'unité à _____ Francs CFA</p>	
408	<p><u>Rampe d'accès</u></p> <p>Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, à</p>	

	<p>l'UNITE (U), la construction d'une estrade. L'estrade doit être conforme au plan type du DAO. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP "</p> <p>L'unité à _____ Francs CFA</p>	
	<u>Lot 500 : CHARPENTE – COUVERTURE</u>	
501	<p><u>Fermes et bastaings</u></p> <p>Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, à l'UNITE (U), la construction et la DAO. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP " et comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fourniture du bois de charpente, - la construction de la ferme, y compris toutes sujétions de traitement - la pose proprement dite. <p>L'unité à _____ Francs CFA</p>	
502	<p><u>Pannes et lattes de rives pignons</u></p> <p>Ces prix rémunèrent dans les conditions générales prévues au contrat, le METRE CUBE (m³) de bois mis en œuvre pour la confection des pannes, lattes et rive pignons dans les conditions décrites dans le " CCTP ".</p> <p>Le mètre cube à _____ Francs CFA</p>	
503	<p><u>Plafond en contre-plaqué sapeli</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, le METRE CARRE (m²) de plafond mis en œuvre. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP " et comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la pose du solivage, y compris toutes sujétions de traitement à l'extérieur. - la pose des panneaux en tôles lisses de (60x120), - l'exécution des trappes de visite et des trous de ventilation, - la pose des couvre-joints périphériques. <p>Le mètre carré à _____ Francs CFA</p>	
504	<p><u>Planches de rive</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE LINEAIRE (ml), la fourniture et la pose des planches de rive. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP " et comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fourniture et la pose des planches de rive, - la protection des planches de rive avec la tôle de rive, <p>Le mètre linéaire à _____ Francs CFA</p>	
505	<p><u>Couverture en tôles bac alu 6/10è</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE CARRE (m²), la fourniture et la pose des tôles bac alu 6/10è.</p> <p>Le mètre carré à _____ Francs CFA</p>	
506	<p><u>Tôles faîtières de 50 cm de large</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE LINEAIRE (ml), la fourniture et la pose des tôles faîtières.</p> <p>Le mètre linéaire à _____ Francs CFA</p>	

507	<p><u>Rive façade et pignon en alu</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE LINEAIRE (ml) la fourniture et la pose des planches de rive recouvertes de tôles, au niveau des pignons du bâtiment.</p> <p>Le mètre linéaire à _____ Francs CFA</p>	
508	<p><u>Tôles lisses extérieures</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE LINEAIRE (ml), la fourniture et la pose des tôles lisses.</p> <p>Le mètre linéaire à _____ Francs CFA</p>	
<u>Lot 600 : MENUISERIE METALLIQUE</u>		
601	<p><u>Porte métalliques de 97x2,20</u></p> <p>Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, à l'UNITE (U), la fourniture et la pose des portes métalliques de 97 cm x 2,20 cm. Ce prix comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fourniture et pose des portes métalliques, - la fourniture des cadenas pour la fermeture des portes. <p>L'unité à _____ Francs CFA</p>	
602	<p><u>Seuils</u></p> <p>Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre linéaire (ml), la construction des seuils au niveau des portes. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP " et comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le coffrage, - la mise en œuvre du béton, - la pose de la chape lissée. <p>Le mètre linéaire à _____ Francs CFA</p>	
<u>Lot 700 : ELECTRICITE</u>		
701	<p><u>Tube flexible orange</u></p> <p>Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, la fourniture et la pose d'un ROULEAU (RI) de tube flexible orange.</p> <p>Le rouleau à _____ Francs CFA</p>	
702	<p><u>Câble VG1,5 mm²</u></p> <p>Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, la fourniture et la pose d'un ROULEAU (RI) de câble VG1,5 mm².</p> <p>Le rouleau à _____ Francs CFA</p>	
703	<p><u>Fil TH2,5 mm²</u></p> <p>Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, la fourniture et la pose d'un ROULEAU (RI) de fil TH2,5 mm².</p> <p>Le rouleau à _____ Francs CFA</p>	
704	<p><u>Régllette de 120</u></p> <p>Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, à l'UNITE(U) la fourniture et la pose d'une régllette de 120 cm.</p>	

	L'unité à _____ Francs CFA	
705	<p><u>Hublot rond étanche ou réglette de 120</u></p> <p>Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, à l'UNITE(U) la fourniture et la pose d'un hublot rond étanche ou réglette de 120.</p> <p>L'unité à _____ Francs CFA</p>	
706	<p><u>Interrupteur et prise</u></p> <p>Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, à l'UNITE(U) la fourniture et la pose d'une prise ou interrupteur de courant encastré.</p> <p>L'unité à _____ Francs CFA</p>	
707	<p><u>Attaches, dominos, boîtier de dérivation</u></p> <p>Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, l'ENSEMBLE (ENS) du petit matériel (attaches, dominos, boîtier de dérivation) nécessaire pour l'installation électrique du bâtiment.</p> <p>L'ensemble à _____ Francs CFA</p>	
<u>Lot 800 : PEINTURES</u>		
801	<p><u>Peinture sur plafond</u></p> <p>Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE CARRE (m²) mis en œuvre, l'exécution de la peinture sur la partie du bâtiment concernée par ce prix.</p> <p>Le mètre carré à _____ Francs CFA</p>	
802	<p><u>Peinture sur murs extérieurs</u></p> <p>Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE CARRE (m²) mis en œuvre, l'exécution de la peinture sur la partie du bâtiment concernée par ce prix.</p> <p>Le mètre carré à _____ Francs CFA</p>	
803	<p><u>Peinture sur murs intérieurs</u></p> <p>Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE CARRE (m²) mis en œuvre, l'exécution de la peinture sur la partie du bâtiment concernée par ce prix.</p> <p>Le mètre carré à _____ Francs CFA</p>	
804	<p><u>Peinture sur menuiserie</u></p> <p>Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE CARRE (m²) mis en œuvre, l'exécution de la peinture sur la partie du bâtiment concernée par ce prix.</p> <p>Le mètre carré à _____ Francs CFA</p>	
<u>Lot 900 : VRD</u>		
901	<p><u>Caniveaux d'évacuation des eaux de pluies</u></p> <p>Ce prix rémunère, selon les conditions générales prévues au contrat le METRE LINEAIRE (ml) de caniveau. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP ".</p>	

	Le mètre linéaire à _____ Francs CFA	
902	<u>Dallage tout autour du bâtiment</u> Ce prix rémunère, selon les conditions générales prévues au contrat le METRE CARRE (m ²) de dallage exécuté à l'extérieur pour protéger les murs de soubassement. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP ". Le mètre carré à _____ Francs CFA	
	<u>Lot 1000 : Equipements scolaires</u>	
1001	<u>Fourniture des tables bancs de 02 Places</u> Ce prix rémunère, selon les conditions générales prévues au contrat à l'unité (U) la fourniture de 60 (soixante) tables bancs (02 places) nécessaires pour l'équipement de la salle de classe. L'Unité à _____ Francs CFA	
1002	<u>Fourniture de la table de maître</u> Ce prix rémunère, selon les conditions générales prévues au contrat à l'unité (U) la fourniture de tables de Maître (02 places de 130 x 70cm) nécessaires pour l'équipement de la salle de classe. L'Unité à _____ Francs CFA	
1003	<u>Fourniture de la Chaise de maître</u> Ce prix rémunère, selon les conditions générales prévues au contrat à l'unité (U) la fourniture des Chaises de Maître (02) nécessaires pour l'équipement de la salle de classe. L'Unité à _____ Francs CFA	

Construction d'un bloc de deux salles de classe à GBPS MEYO CENTRE

N° Prix	Désignation des Tâches Prix unitaire hors TVA en lettres (Francs CFA)	Prix Unitaires en Chiffre (F.CFA)
	<u>Lot 100 : TRAVAUX PREPARATOIRES</u>	
101	<u>Etudes et Installation de chantier</u> Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat au FORFAIT (FF) la production des documents d'exécution (plans, projet d'exécution, journal de chantier, plan de récolement). Le forfait sera versé à quatre-vingts pour cent (80%) dès la production effective des documents exigés. Ce forfait de 80% sera divisé ainsi qu'il suit : (journal de chantier : 10% et 70% dès l'approbation du projet d'exécution). Les vingt pour cent (20%) restants seront versés après l'approbation du plan de récolement. Le Forfait à _____ Francs CFA	
102	<u>Désherbage du site</u> Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat le METRE CARRE (m ²) de débroussaillage. Il comprend notamment : - la coupe de toutes les touffes de plantes ligneuses, des arbustes et	

	<p>arbres et éventuellement des plantes épineuses,</p> <p>- le rejet hors de l'emprise des résidus,</p> <p>- et toutes sujétions liées à la protection de l'environnement.</p> <p>Le mètre carré à _____ Francs CFA</p>	
	<u>Lot 200 : TERRASSEMENTS</u>	
201	<p><u>Nivellement de la plateforme</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, le METRE CARRE (m²) de mise à niveau de la plateforme du bâtiment et sur une emprise de 5m tout autour de celui-ci.</p> <p>Le mètre carré à _____ Francs CFA</p>	
202	<p><u>Fouilles en rigole et en puits</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat le METRE CUBE (m³) de fouilles en rigole. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP ".</p> <p>Le mètre cube à _____ Francs CFA</p>	
203	<p><u>Remblais de terre</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, le METRE CUBE (m³) de terre compactée mise en remblai. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP " et comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'extraction des matériaux, - le chargement, le transport sur toutes distances et le répandage aux lieux de réutilisation en remblai, - le compactage, - et toutes sujétions. <p>Le mètre cube à _____ Francs CFA</p>	
	<u>Lot 300 : FONDATIONS</u>	
301	<p><u>Béton de propreté</u></p> <p>Ces prix rémunèrent dans les conditions générales prévues au contrat, le METRE CUBE (m³) de béton de propreté mis en place tel que décrit dans le " CCTP ".</p> <p>Le mètre cube à _____ Francs CFA</p>	
302	<p><u>Béton armé pour semelle, poteaux, chaînage</u></p> <p>Ces prix rémunèrent dans les conditions générales prévues au contrat, le METRE CUBE (m³) de béton armé utilisé pour la construction des semelles, poteaux et chaînages et mis en place dans les conditions décrites dans le " CCTP ".</p> <p>Le mètre cube à _____ Francs CFA</p>	
303	<p><u>Agglomérés de 20*20*40</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat le METRE CARRE (m²) de parpaings de 20*20*40 bourrés utilisé pour les fondations.</p> <p>Le mètre carré à _____ Francs CFA</p>	

304	<p><u>Dallage</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE CARRE (m²), le béton utilisé pour le dallage du bâtiment.</p> <p>Le mètre carré à _____ Francs CFA</p>	
	<u>Lot 400 : MACONNERIE – ELEVATION</u>	
401	<p><u>Murs en agglos creux de 15*20*40 :</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat le METRE CARRE (m²) de parpaings de 15*20*40 creux utilisé pour la construction des murs.</p> <p>Le mètre carré à _____ Francs CFA</p>	
402	<p><u>Enduits au mortier de ciment :</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat le METRE CARRE (m²) de crépissage des murs.</p> <p>Le mètre carré à _____ Francs CFA</p>	
403	<p><u>Béton armé pour poteaux, poutres, linteaux et chaînages</u></p> <p>Ces prix rémunèrent dans les conditions générales prévues au contrat, le METRE CUBE (m³) de béton armé utilisé pour la construction des poteaux, poutres, linteaux et chaînages et mis en place dans les conditions décrites dans le “ CCTP ”.</p> <p>Le mètre cube à _____ Francs CFA</p>	
404	<p><u>Tableau mural</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, à l'UNITE (U), la construction d'un tableau mural en mortier de ciment. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le “ CCTP ” et comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le coffrage et le ferrailage (armature en treillis soudé ou grillage fin), - le coulage du mortier de ciment y compris toutes sujétions, - la peinture (ardoisine). <p>L'unité à _____ Francs CFA</p>	
405	<p><u>Chape lissée</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE CARRE (m²), la pose de la chape lissée sur le dallage.</p> <p>Le mètre carré à _____ Francs CFA</p>	
4.6	<p><u>Claustras</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, le METRE CARRE (m²) de claustras mis en œuvre. La forme des claustras doit être conforme aux modèles fournis dans le DAO.</p> <p>Le mètre carré à _____ Francs CFA</p>	
407	<p><u>Estrades</u></p> <p>Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, à l'UNITE (U), la construction d'une estrade. L'estrade doit être conforme au plan type du DAO. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le “ CCTP ” et comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le coffrage, 	

	<ul style="list-style-type: none"> - le coulage du béton y compris toutes sujétions, - la pose de la chape lissée. <p>L'unité à _____ Francs CFA</p>	
408	<p><u>Rampe d'accès</u></p> <p>Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, à l'UNITE (U), la construction d'une estrade. L'estrade doit être conforme au plan type du DAO. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP "</p> <p>L'unité à _____ Francs CFA</p>	
	<u>Lot 500 : CHARPENTE – COUVERTURE</u>	
501	<p><u>Fermes et bastaings</u></p> <p>Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, à l'UNITE (U), la construction et la DAO. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP " et comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fourniture du bois de charpente, - la construction de la ferme, y compris toutes sujétions de traitement - la pose proprement dite. <p>L'unité à _____ Francs CFA</p>	
502	<p><u>Pannes et lattes de rives pignons</u></p> <p>Ces prix rémunèrent dans les conditions générales prévues au contrat, le METRE CUBE (m³) de bois mis en œuvre pour la confection des pannes, lattes et rive pignons dans les conditions décrites dans le " CCTP ".</p> <p>Le mètre cube à _____ Francs CFA</p>	
503	<p><u>Plafond en contre-plaqué sapeli</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, le METRE CARRE (m²) de plafond mis en œuvre. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP " et comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la pose du solivage, y compris toutes sujétions de traitement à l'extérieur. - la pose des panneaux en tôles lisses de (60x120), - l'exécution des trappes de visite et des trous de ventilation, - la pose des couvre-joints périphériques. <p>Le mètre carré à _____ Francs CFA</p>	
504	<p><u>Planches de rive</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE LINEAIRE (ml), la fourniture et la pose des planches de rive. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP " et comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fourniture et la pose des planches de rive, - la protection des planches de rive avec la tôle de rive, <p>Le mètre linéaire à _____ Francs CFA</p>	
505	<p><u>Couverture en tôles bac alu 6/10è</u></p> <p>Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au</p>	

	METRE CARRE (m²) , la fourniture et la pose des tôles bac alu 6/10è. Le mètre carré à _____ Francs CFA	
506	<u>Tôles faîtières de 50 cm de large</u> Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE LINEAIRE (ml) , la fourniture et la pose des tôles faîtières. Le mètre linéaire à _____ Francs CFA	
507	<u>Rive façade et pignon en alu</u> Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE LINEAIRE (ml) la fourniture et la pose des planches de rive recouvertes de tôles, au niveau des pignons du bâtiment. Le mètre linéaire à _____ Francs CFA	
508	<u>Tôles lisses extérieures</u> Ce prix rémunère dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE LINEAIRE (ml) , la fourniture et la pose des tôles lisses. Le mètre linéaire à _____ Francs CFA	
	<u>Lot 600 : MENUISERIE METALLIQUE</u>	
601	<u>Porte métalliques de 97x2,20</u> Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, à l'UNITE (U) , la fourniture et la pose des portes métalliques de 97 cm x 2,20 cm. Ce prix comprend : - la fourniture et pose des portes métalliques, - la fourniture des cadenas pour la fermeture des portes. L'unité à _____ Francs CFA	
602	<u>Seuils</u> Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, au mètre linéaire (ml) , la construction des seuils au niveau des portes. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP " et comprend notamment : - le coffrage, - la mise en œuvre du béton, - la pose de la chape lissée. Le mètre linéaire à _____ Francs CFA	
	<u>Lot 700 : ELECTRICITE</u>	
701	<u>Tube flexible orange</u> Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, la fourniture et la pose d'un ROULEAU (RI) de tube flexible orange. Le rouleau à _____ Francs CFA	
702	<u>Câble VG1,5 mm²</u> Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, la fourniture et la pose d'un ROULEAU (RI) de câble VG1,5 mm ² . Le rouleau à _____ Francs CFA	
703	<u>Fil TH2,5 mm²</u> Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, la	

	fourniture et la pose d'un ROULEAU (RI) de fil TH2,5 mm ² . Le rouleau à _____ Francs CFA	
704	Réglette de 120 Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, à l' UNITE(U) la fourniture et la pose d'une réglette de 120 cm. L'unité à _____ Francs CFA	
705	Hublot rond étanche ou réglette de 120 Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, à l' UNITE(U) la fourniture et la pose d'un hublot rond étanche ou réglette de 120. L'unité à _____ Francs CFA	
706	Interrupteur et prise Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, à l' UNITE(U) la fourniture et la pose d'une prise ou interrupteur de courant encastré. L'unité à _____ Francs CFA	
707	Attaches, dominos, boîtier de dérivation Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, l' ENSEMBLE (ENS) du petit matériel (attaches, dominos, boîtier de dérivation) nécessaire pour l'installation électrique du bâtiment. L'ensemble à _____ Francs CFA	
<u>Lot 800 : PEINTURES</u>		
801	Peinture sur plafond Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE CARRE (m²) mis en œuvre, l'exécution de la peinture sur la partie du bâtiment concernée par ce prix. Le mètre carré à _____ Francs CFA	
802	Peinture sur murs extérieurs Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE CARRE (m²) mis en œuvre, l'exécution de la peinture sur la partie du bâtiment concernée par ce prix. Le mètre carré à _____ Francs CFA	
803	Peinture sur murs intérieurs Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE CARRE (m²) mis en œuvre, l'exécution de la peinture sur la partie du bâtiment concernée par ce prix. Le mètre carré à _____ Francs CFA	
804	Peinture sur menuiserie Ce prix rémunère, dans les conditions générales prévues au contrat, au METRE CARRE (m²) mis en œuvre, l'exécution de la peinture sur la partie du bâtiment concernée par ce prix.	

	Le mètre carré à _____ Francs CFA	
	<u>Lot 900 : VRD</u>	
901	<u>Caniveaux d'évacuation des eaux de pluies</u> Ce prix rémunère, selon les conditions générales prévues au contrat le METRE LINEAIRE (ml) de caniveau. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP ". Le mètre linéaire à _____ Francs CFA	
902	<u>Dallage tout autour du bâtiment</u> Ce prix rémunère, selon les conditions générales prévues au contrat le METRE CARRE (m ²) de dallage exécuté à l'extérieur pour protéger les murs de soubassement. Il rémunère tous les travaux tels qu'ils sont décrits dans le " CCTP ". Le mètre carré à _____ Francs CFA	
	<u>Lot 1000 : Equipements scolaires</u>	
1001	<u>Fourniture des tables bancs de 02 Places</u> Ce prix rémunère, selon les conditions générales prévues au contrat à l'unité (U) la fourniture de 60 (soixante) tables bancs (02 places) nécessaires pour l'équipement de la salle de classe. L'Unité à _____ Francs CFA	
1002	<u>Fourniture de la table de maître</u> Ce prix rémunère, selon les conditions générales prévues au contrat à l'unité (U) la fourniture de tables de Maître (02 places de 130 x 70cm) nécessaires pour l'équipement de la salle de classe. L'Unité à _____ Francs CFA	
1003	<u>Fourniture de la Chaise de maître</u> Ce prix rémunère, selon les conditions générales prévues au contrat à l'unité (U) la fourniture des Chaises de Maître (02) nécessaires pour l'équipement de la salle de classe. L'Unité à _____ Francs CFA	

Les remblais sont mesurés, après compactage, par différence de profils avant et après le terrassement, aux côtes du projet.

Les purges sont mesurées contradictoirement par différence de levés, avant et après les travaux.

Les fouilles sont considérées à parois verticales et sont payées au mètre cube de déblais selon la largeur de l'ouvrage majorée de 2m, ou selon le diamètre extérieur de canalisations majorées de 0,60m.

Ce prix tient compte de toutes sujétions de blindage, sur largeurs et épuisement des eaux de toutes provenances. Il comprend également le remblaiement

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REGION DU SUD

DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM

COMMUNE D'AMBAM

SECRETARIAT GENERAL

SERVICE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES PUBLICS

BP 163 AMBAM



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

SOUTH REGION

NTEM VALLEY DIVISIONAL

AMBAM COUNCIL

INTERNAL CONTRACTS TENDER BOARD OF
AMBAM

INTERNAL SERVICE FOR ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLICS CONTRACT

PO BOX 163

MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM

AUTORITE CONTRACTANTE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES D'AMBAM

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°001/DAONO/RS/D-VNT/COMMUNE D'AMBAM/SG/SIGAMP/2021 DU 05/02 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE EQUIPEES DE 60 TABLES BANCS CHACUNE ET DE DEUX BUREAUX DE MAITRE DANS CERTAINES ECOLES PUBLIQUES DE LA COMMUNE D'AMBAM POUR LE COMPTE DU MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL, DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM, REGION DU SUD.

Lot N°	Financement	Autorisation de Dépense	Imputation Budgétaire	Désignation	Montant (FCFA)	Délai d'exécution
1	BIP MINDDEVEL 2021	IW02491	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique YOSMA'AN	21 000 000	03 MOIS
		IW02496	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de YOSMA'AN	2 050 000	

2	BIP MINDDEVEL 2021	IW02492	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique de NKOL-EFOULAN	21 000 000	03 MOIS
		IW02497	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de NKOL- EFOULAN	2 050 000	
3	BIP MINDDEVEL 2021	IW02493	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à GPBS de Meyo Centre	21 000 000	03 MOIS
		IW02498	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de GPBS de Meyo Centre	2 050 000	

PIECE N°7 : CADRE DU DETAIL QUANTITATIF ET ESTIMATIF (CDQE)

DEVIS

DC

**DE DEUX SALLES DE CLASSE A L'EP DE YOS-MA'AN DANS LA COMMUNE
D'AMBAM, DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM, REGION DU SUD.**

N°	Désignation Des Ouvrages	U	Qté	P.U	P.T
LOT 100 : TRAVAUX PREPARATOIRES-ETUDES					
101	Installation du Chantier	FF	1		
103	Débroussaillage et Nettoyage du Site	M2	1134		
SOUS-TOTAL 100					
LOT 200 : TERRASSEMENTS					
201	Nivellement de la plateforme	M3	555		
202	Fouilles en rigoles et en puits	M3	28.50		
204	Remblai de terre	M3	62		
SOUS-TOTAL 200					
LOT 300 : FONDATION					
301	Béton de propreté dosé à 150kg/m3	M3	2.30		
302	Agglos de 20x20x40 bourrés	M2	49		
303	Béton armé dosé à 350kg/m3 pour semelles, poteaux et longrines	M3	4.40		
304	Dallage en béton dosé à 350kg/m3(ép.8 cm) y compris lit de sable plus film polygame	M2	168.40		
SOUS-TOTAL 300					
LOT 400 : ELEVATION					
401	Murs en agglos creux 15x20x40	M2	149.30		
402	Enduit au mortier de ciment (1.5 cm) dosé à 400kg/m3	M2	318		
403	Béton armé pour poteaux, linteaux, chainage et poutre	M3	5.40		
404	Chape lissée au sol dosée à 550kg/m2	M2	168.40		
405	Tableau mural	U	2		
406	Clastras	M2	30.24		
407	Estrades	U	2		
408	Rampes d'accès	M2	5		
SOUS-TOTAL 400					
LOT 500 : CHARPENTE ET COUVERTURE					
501	Fermes en bastaings de 3x15 traités au xylamon	U	7		
502	Pannes et lattes de rive et de pignons	M3	2.50		
503	plafond en contre-plaques de 4mm y/c solivage	M2	220		
504	Planche de rive	ML	39		
505	Tôle bac alu de 6/10°	M2	234		
506	Tôle faitière de 50cm de large en alu	ML	19.50		

507	Rive pignon en alu	ML	24		
508	Tôles lisses extérieures	M2	45		
SOUS-TOTAL 500					
600 : MENUISERIE METALIQUE					
601	Seuils	ML	35.80		
602	Portes métalliques 97x220	U	4		
SOUS-TOTAL 600					
700 : ELECTRICITE					
701	Tubes flexibles orange	RL	1		
702	Câble VGV 1.5mm2 en plafond	RL	1		
703	Fil TH 2.5 mm2	RL	2		
704	Reglette de 120	U	12		
705	Hublots de 120	U	2		
706	Interrupteurs et prises de courant encastrées	U	8		
707	Attaches, dominos, boîte de dérivation, toutes sujétions et sécurité, raccordement avec le réseau existant dans l'établissement	ENS	1		
SOUS-TOTAL 700					
800 : PEINTURE					
801	Plafond (PANTEX 800)	M2	220		
802	Murs extérieurs (type PANTEX 1300)	M2	164.80		
803	Murs intérieurs (type PANTEX 800)	M2	156.20		
804	Peinture Glycéro sur menuiserie métallique	M2	45		
SOUS TOTAL 800					
LOT 900 : VOIRIE ET RESEAUX DIVERS(VRD)					
901	Caniveau tout autour du bâtiment	M2	62		
902	Dallage des alentours du bâtiment	M2	47.30		
SOUS-TOTAL 900					
LOT 1000 : EQUIPEMENT					
1001	Tables bancs	U	60		
1002	Bureaux de Maître	U	2		
SOUS-TOTAL 1000					
TOTAL HT					
TVA (19,25%)					
IR (5.5%)					
NET A MANDATER					
TOTAL TTC					

Arrêté le présent devis à la somme de :

**DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC DE
DEUX SALLES DE CLASSE AU GBPS DE MEYO-CENTRE DANS LA COMMUNE D'AMBAM,
DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM, REGION DU SUD.**

N°	Désignation Des Ouvrages	U	Qté	P.U	P.T
LOT 100 : TRAVAUX PREPARATOIRES-ETUDES					
101	Installation du Chantier	FF	1		
103	Débroussaillage et Nettoyage du Site	M2	1134		
SOUS-TOTAL 100					
LOT 200 : TERRASSEMENTS					
201	Nivellement de la plateforme	M3	555		
202	Fouilles en rigoles et en puits	M3	28.50		
204	Remblai de terre	M3	62		
SOUS-TOTAL 200					
LOT 300 : FONDATION					
301	Béton de propreté dosé à 150kg/m3	M3	2.30		
302	Agglos de 20x20x40 bourrés	M2	49		
303	Béton armé dosé à 350kg/m3 pour semelles, poteaux et longrines	M3	4.40		
304	Dallage en béton dosé à 350kg/m3(ép.8 cm) y compris lit de sable plus film polygame	M2	168.40		
SOUS-TOTAL 300					
LOT 400 : ELEVATION					
401	Murs en agglos creux 15x20x40	M2	149.30		
402	Enduit au mortier de ciment (1.5 cm) dosé à 400kg/m3	M2	318		
403	Béton armé pour poteaux, linteaux, chainage et poutre	M3	5.40		
404	Chape lissée au sol dosée à 550kg/m2	M2	168.40		
405	Tableau mural	U	2		
406	Claustras	M2	30.24		
407	Estrades	U	2		
408	Rampes d'accès	M2	5		
SOUS-TOTAL 400					
LOT 500 : CHARPENTE ET COUVERTURE					
501	Fermes en bastaings de 3x15 traités au xylamon	U	7		
502	Pannes et lattes de rive et de pignons	M3	2.50		
503	plafond en contre-plaques de 4mm y/c solivage	M2	220		
504	Planche de rive	ML	39		
505	Tôle bac alu de 6/10°	M2	234		
506	Tôle faitière de 50cm de large en alu	ML	19.50		
507	Rive pignon en alu	ML	24		
508	Tôles lisses extérieures	M2	45		

SOUS-TOTAL 500					
600 : MENUISERIE METALIQUE					
601	Seuils	ML	35.80		
602	Portes métalliques 97x220	U	4		
SOUS-TOTAL 600					
700 : ELECTRICITE					
701	Tubes flexibles orange	RL	1		
702	Câble VGV 1.5mm2 en plafond	RL	1		
703	Fil TH 2.5 mm2	RL	2		
704	Reglette de 120	U	12		
705	Hublots de 120	U	2		
706	Interrupteurs et prises de courant encastrées	U	8		
707	Attaches, dominos, boîte de dérivation, toutes sujétions et sécurité, raccordement avec le réseau existant dans l'établissement	ENS	1		
SOUS-TOTAL 700					
800 : PEINTURE					
801	Plafond (PANTEX 800)	M2	220		
802	Murs extérieurs (type PANTEX 1300)	M2	164.80		
803	Murs intérieurs (type PANTEX 800)	M2	156.20		
804	Peinture Glycéro sur menuiserie métallique	M2	45		
SOUS TOTAL 800					
LOT 900 : VOIRIE ET RESEAUX DIVERS(VRD)					
901	Caniveau tout autour du bâtiment	M2	62		
902	Dallage des alentours du bâtiment	M2	47.30		
SOUS-TOTAL 900					
LOT 1000 : EQUIPEMENT					
1001	Tables bancs	U	60		
1002	Bureaux de Maître	U	2		
SOUS-TOTAL 1000					
TOTAL HT					
TVA (19,25%)					
IR (5.5%)					
NET A MANDATER					
TOTAL TTC					

Arrêté le présent devis à la somme de :

**DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC
DE DEUX SALLES DE CLASSE A L'EP DE NKOL-EFOULAN DANS LA COMMUNE
D'AMBAM, DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM, REGION DU SUD.**

N°	Désignation Des Ouvrages	U	Qté	P.U	P.T
LOT 100 : TRAVAUX PREPARATOIRES-ETUDES					
101	Installation du Chantier	FF	1		
103	Débroussaillage et Nettoyage du Site	M2	1134		
SOUS-TOTAL 100					
LOT 200 : TERRASSEMENTS					
201	Nivellement de la plateforme	M3	555		
202	Fouilles en rigoles et en puits	M3	28.50		
204	Remblai de terre	M3	62		
SOUS-TOTAL 200					
LOT 300 : FONDATION					
301	Béton de propreté dosé à 150kg/m3	M3	2.30		
302	Agglos de 20x20x40 bourrés	M2	49		
303	Béton armé dosé à 350kg/m3 pour semelles, poteaux et longrines	M3	4.40		
304	Dallage en béton dosé à 350kg/m3(ép.8 cm) y compris lit de sable plus film polygame	M2	168.40		
SOUS-TOTAL 300					
LOT 400 : ELEVATION					
401	Murs en agglos creux 15x20x40	M2	149.30		
402	Enduit au mortier de ciment (1.5 cm) dosé à 400kg/m3	M2	318		
403	Béton armé pour poteaux, linteaux, chainage et poutre	M3	5.40		
404	Chape lissée au sol dosée à 550kg/m2	M2	168.40		
405	Tableau mural	U	2		
406	Claustras	M2	30.24		
407	Estrades	U	2		
408	Rampes d'accès	M2	5		
SOUS-TOTAL 400					
LOT 500 : CHARPENTE ET COUVERTURE					
501	Fermes en bastaings de 3x15 traités au xylamon	U	7		
502	Pannes et lattes de rive et de pignons	M3	2.50		
503	plafond en contre-plaques de 4mm y/c solivage	M2	220		
504	Planche de rive	ML	39		
505	Tôle bac alu de 6/10°	M2	234		
506	Tôle faitière de 50cm de large en alu	ML	19.50		
507	Rive pignon en alu	ML	24		
508	Tôles lisses extérieures	M2	45		
SOUS-TOTAL 500					
600 : MENUISERIE METALLIQUE					

601	Seuils	ML	35.80		
602	Portes métalliques 97x220	U	4		
SOUS-TOTAL 600					
700 : ELECTRICITE					
701	Tubes flexibles orange	RL	1		
702	Câble VGV 1.5mm2 en plafond	RL	1		
703	Fil TH 2.5 mm2	RL	2		
704	Reglette de 120	U	12		
705	Hublots de 120	U	2		
706	Interrupteurs et prises de courant encastrées	U	8		
707	Attaches, dominos, boîte de dérivation, toutes sujétions et sécurité, raccordement avec le réseau existant dans l'établissement	ENS	1		
SOUS-TOTAL 700					
800 : PEINTURE					
801	Plafond (PANTEX 800)	M2	220		
802	Murs extérieurs (type PANTEX 1300)	M2	164.80		
803	Murs intérieurs (type PANTEX 800)	M2	156.20		
804	Peinture Glycéro sur menuiserie métallique	M2	45		
SOUS TOTAL 800					
LOT 900 : VOIRIE ET RESEAUX DIVERS(VRD)					
901	Caniveau tout autour du bâtiment	M2	62		
902	Dallage des alentours du bâtiment	M2	47.30		
SOUS-TOTAL 900					
LOT 1000 : EQUIPEMENT					
1001	Tables bancs	U	60		
1002	Bureaux de Maître	U	2		
SOUS-TOTAL 1000					
TOTAL HT					
TVA (19,25%)					
IR (5.5%)					
NET A MANDATER					
TOTAL TTC					

Arrêté le présent devis à la somme de :

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REGION DU SUD

DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM

COMMUNE D'AMBAM

SECRETARIAT GENERAL

SERVICE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES PUBLICS

BP 163 AMBAM



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

SOUTH REGION

NTEM VALLEY DIVISIONAL

AMBAM COUNCIL

INTERNAL CONTRACTS TENDER BOARD OF
AMBAM

INTERNAL SERVICE FOR ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLICS CONTRACT

PO BOX 163

MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM

AUTORITE CONTRACTANTE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES D'AMBAM

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°001/DAONO/RS/D-VNT/COMMUNE D'AMBAM/SG/SIGAMP/2021 DU 05/02 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE EQUIPEES DE 60 TABLES BANCS CHACUNE ET DE DEUX BUREAUX DE MAITRE DANS CERTAINES ECOLES PUBLIQUES DE LA COMMUNE D'AMBAM POUR LE COMPTE DU MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL, DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM, REGION DU SUD.

Lot N°	Financement	Autorisation de Dépense	Imputation Budgétaire	Désignation	Montant (FCFA)	Délai d'exécution
1	BIP MINDDEVEL 2021	IW02491	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique YOSMA'AN	21 000 000	03 MOIS
		IW02496	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de YOS MA'AN	2 050 000	
2	BIP MINDDEVEL 2021	IW02492	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique de NKOL-EFOULAN	21 000 000	03 MOIS
		IW02497	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de NKOL-EFOULAN	2 050 000	

3	BIP MINDDEVEL 2021	IW02493	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à GPBS de Moyo Centre	21 000 000	03 MOIS
		IW02498	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de GPBS de Moyo Centre	2 050 000	

PIECE N°8 : CADRE DU SOUS DETAIL DES PRIX (CSDP)

SOUS DETAIL DE PRIX				
DESIGNATION	Rendement journalier	Quantité totale	Unité	Durée activité
Main d'œuvre	CATEGORIE	Salaire Journalier	Jours facturés	Montant
TOTAL A				
Matériels et Engins	TYPE	Coût journalier	Jours facturés	Montant
TOTAL B				
Matériaux et Divers	TYPE	Coût unitaire	Quantité	Montant
TOTAL C				
D	TOTAL COUTS DIRECTS A+B+C			
E	Frais généraux de chantier		= D x %	
F	Frais généraux de siège		= D x %	
G	Coût de revient		= D+E+F	
H	Risques et bénéfice		= G x %	
I	PRIX DE VENTE TOTAL HORS TAXES		= G + H	

J	PRIX DE VENTE UNITAIRE TOTAL HORS TAXES	= P/Qté	
K	PRIX DE VENTE UNITAIRE HORS TAXE ARRONDI		

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REGION DU SUD

DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM

COMMUNE D'AMBAM

SECRETARIAT GENERAL

SERVICE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES PUBLICS

BP 163 AMBAM



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

SOUTH REGION

NTEM VALLEY DIVISIONAL

AMBAM COUNCIL

INTERNAL CONTRACTS TENDER BOARD OF
AMBAM

INTERNAL SERVICE FOR ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLICS CONTRACT

PO BOX 163

MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM

AUTORITE CONTRACTANTE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES D'AMBAM

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°001/DAONO/RS/D-VNT/COMMUNE D'AMBAM/SG/SIGAMP/2021 DU 05/02 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE EQUIPEES DE 60 TABLES BANCS CHACUNE ET DE DEUX BUREAUX DE MAITRE DANS CERTAINES ECOLES PUBLIQUES DE LA COMMUNE D'AMBAM POUR LE COMPTE DU MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL, DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM, REGION DU SUD.

Lot N°	Financement	Autorisation de Dépense	Imputation Budgétaire	Désignation	Montant (FCFA)	Délai d'exécution
1	BIP MINDDEVEL 2021	IW02491	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique YOSMA'AN	21 000 000	03 MOIS
		IW02496	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de YOSMA'AN	2 050 000	
2	BIP MINDDEVEL 2021	IW02492	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique de NKOL-EFOULAN	21 000 000	03 MOIS
		IW02497	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de NKOL-EFOULAN	2 050 000	

3	BIP MINDDEVEL 2021	IW02493	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à GPBS de Meyo Centre	21 000 000	03 MOIS
		IW02498	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de GPBS de Meyo Centre	2 050 000	

REPUBLIQUE

Paix – Travail – Justice

REGION DU SUD

DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM

COMMUNE D'AMBAM

SERVICE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES PUBLICS

BP 163 AMBAM

PIECE N°9 : MODELE DE CONTRAT



F CAMEROON

Unité – Travail – Patrie – Fatherland

SOUTH REGION

NTEM VALLEY DIVISIONAL

AMBAM COUNCIL

INTERNAL SERVICE FOR ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLICS CONTRACTS

PO BOX 163

LETTRE COMMANDE N° _____/LC/RS/D.VNT/C-AMB/CIMP/2021

PASSEE APRES D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° N°001/DAONO/RS/D-VNT/COMMUNE D'AMBAM/CIMP/2021 DU
05/02 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE EQUIPEES DE 60
TABLES BANCS CHACUNE ET DE DEUX BUREAUX DE MAITRE DANS CERTAINES ECOLES PUBLIQUES DE LA COMMUNE
D'AMBAM POUR LE COMPTE DU MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL.

TITULAIRE :

OBJET DE LA LETTRE COMMANDE : TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE
EQUIPEES DE 60 TABLES BANCS CHACUNE ET DE DEUX BUREAUX DE MAITRE DANS CERTAINES ECOLES PUBLIQUES DE
LA COMMUNE D'AMBAM POUR LE COMPTE DU MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL,
LOT 1, LOT 2 ET LOT 3

LIEU D'EXECUTION :

DÉLAI D'EXECUTION : Trois(03) mois

MONTANT EN FCFA :

DESIGNATION	MONTANT	EN LETTRE
MONTANT HTVA		
T.V.A (19,25%)		
AIR 5,5%		
TOTAL TAXES		
Net à mandater		
MPNTANT TTC		

FINANCEMENT : BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC, EXERCICE : 2021

IMPUTATION BUDGETAIRE:

- EP DE YOSMA'AN : _____
- EP DE NKOL-EFOULAN : _____
- GPBS DE MEYO CENTRE : _____

AUTORISATION DE DEPENSE :

- EP DE YOSMA'AN : _____
- EP DE NKOL-EFOULAN : _____
- GPBS DE MEYO CENTRE : _____

UNITE PHYSIQUE : UN BLOC DE DEUX SALLES DE CLASSE CONSTRUIT DANS CHAQUE ECOLE PUBLIQUE CITEE

SOUSCRITE LE : _____

SIGNEE LE : _____

NOTIFIÉE LE : _____

ENREGISTREE LE : _____

ENTRE :

L'ETAT DU CAMEROUN,

Représenté par le Maire de la Commune d'Ambam,

Ci-après désigné,

« **Autorité Contractante, Maître d'Ouvrage** »,

D'UNE PART,

ET

L'ENTREPRISE _____ B.P. _____ Tél. _____, Fax : _____

_____ Références fiscales _____, Représentée par Monsieur (Madame) _____

_____, Directeur Général,

Ci-après désigné(e),

« **LE COCONTRACTANT** »

D'AUTRE PART,

IL A ÉTÉ CONVENU ET ARRÊTÉ CE QUI SUIT :

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REGION DU SUD

DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM

COMMUNE D'AMBAM

SERVICE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES PUBLICS

BP 163 AMBAM



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

SOUTH REGION

NTEM VALLEY DIVISIONAL

AMBAM COUNCIL

INTERNAL SERVICE FOR ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLICS CONTRACTS

PO BOX 163

LETTRE COMMANDE N° _____/LC/PU/RS/D.VNT/C-AMB/CIMP/2021

PASSEE APRES D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N° N°001/DAONO/RS/D-VNT/COMMUNE D'AMBAM/CIMP/2021 DU
05/02 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE EQUIPEES DE 60
TABLES BANCS CHACUNE ET DE DEUX BUREAUX DE MAITRE DANS CERTAINES ECOLES PUBLIQUES DE LA COMMUNE
D'AMBAM POUR LE COMPTE DU MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL

TITULAIRE :

OBJET DE LA LETTRE COMMANDE : TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE
EQUIPEES DE 60 TABLES BANCS CHACUNE ET DE DEUX BUREAUX DE MAITRE DANS CERTAINES ECOLES PUBLIQUES DE
LA COMMUNE D'AMBAM POUR LE COMPTE DU MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL,
LOT 1, LOT 2 ET LOT 3

LIEU D'EXECUTION :

DÉLAI D'EXECUTION : Trois(03) mois

MONTANT EN FCFA :

DESIGNATION	MONTANT	EN LETTRE
MONTANT HTVA		
T.V.A (19,25%)		
AIR 5,5%		
TOTAL TAXES		
Net à mandater		
MPNTANT TTC		

Lue et APPROUVE : LE COCONTRACTANT

AMBAM, le

LE MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM
(Maître d'Ouvrage et Autorité Contractante)

Ambam, le

Enregistrement

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REGION DU SUD

DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM

COMMUNE D'AMBAM

SECRETARIAT GENERAL

SERVICE INTERNE DE GESTION
ADMINISTRATIVE DES MARCHES PUBLICS

BP 163 AMBAM



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

SOUTH REGION

NTEM VALLEY DIVISIONAL

AMBAM COUNCIL

INTERNAL CONTRACTS TENDER BOARD OF
AMBAM

INTERNAL SERVICE FOR ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLICS CONTRACT

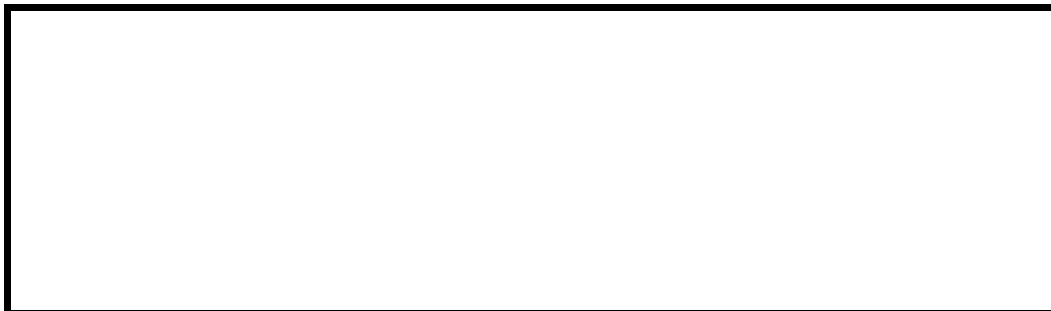
PO BOX 163

MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM

AUTORITE CONTRACTANTE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES D'AMBAM

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°001/DAONO/RS/D-VNT/COMMUNE D'AMBAM/SG/SIGAMP/2021 DU 05/02 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE EQUIPEES DE 60 TABLES BANCS CHACUNE ET DE DEUX BUREAUX DE MAITRE DANS CERTAINES ECOLES PUBLIQUES DE LA COMMUNE D'AMBAM POUR LE COMPTE DU MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL, DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM, REGION DU SUD.



Lot N°	Financement	Autorisation de Dépense	Imputation Budgétaire	Désignation	Montant (FCFA)	Délai d'exécution
1	BIP MINDDEVEL 2021	IW02491	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique YOSMA'AN	21 000 000	03 MOIS
		IW02496	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de YOS MA'AN	2 050 000	
2	BIP MINDDEVEL 2021	IW02492	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique de NKOL-EFOULAN	21 000 000	03 MOIS
		IW02497	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de NKOL- EFOULAN	2 050 000	
3	BIP MINDDEVEL 2021	IW02493	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à GPBS de Meyo Centre	21 000 000	03 MOIS
		IW02498	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de GPBS de Meyo Centre	2 050 000	

PIECE N°10 : FORMULAIRES DE MODELES

DECLARATION D'INTENTION DE SOUMISSIONNER

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE

DURGENCE N° _____/AONO/RS/D-VNT/C-AMB/CIPM/2021 DU _____

Pour l'exécution des travaux _____

Je soussigné _____ Entrepreneur de Nationalité
Camerounaise, agissant en qualité de _____ pour le
compte de :

Entreprise : _____

BP : _____

Tél : _____

N° RC : _____

N° Contribuable : _____

Déclare sous peine de sanctions édictées par l'article 2 du Décret N°54/596 du 11
juin 1945 :

- Que l'entreprise en question est inscrite sous le numéro au
registre de commerce du Tribunal de Grande Instance de
- Qu'elle n'est pas en état de faillite ou de liquidation judiciaire
- Qu'aucun des gérants, administrateurs ou directeurs de l'entreprise ne tombe
sous le coup des condamnations, déchéances ou sanctions prévues par la loi
N°47/1635 du 30 août relative à l'assainissement des professions
commerciales et industrielles.
- Que l'entreprise en question ne tombe pas sous le coup de l'exclusion prévue
par le dernier alinéa de l'article 37 de l'ordonnance N°53/1438 du 30 avril
1945 relative aux prix modifiés par l'article 2 du décret N° 53/704 du 9 août
1953 relatif au maintien ou rétablissement de la libre concurrence industrielle
et commerciale.

En vertu de quoi, j'ai l'honneur de soumissionner pour l'entreprise dans le cadre de la
présente consultation.

Fait à _____ le _____

LE SOUMISSIONNAIRE

FORMULAIRE DE SOUMISSION

Je soussigné _____ (indiquer le nom et la qualité du signataire), représentant la société, l'entreprise ou le groupement

Entreprise : _____

BP : _____

Tél : _____

N° RC : _____

N° Contribuable : _____

Après avoir pris connaissance de toutes les pièces figurant ou mentionnées dans le

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE

DURGENCE N° _____/AONO/RS/D-VNT/C-AMB/CIPM/2021 _____

Pour l'exécution des travaux _____

1. Après m'être personnellement rendu compte de la situation des lieux et avoir apprécié à mon point de vue et ma responsabilité la nature et les difficultés des travaux à effectuer.
2. Remets, revêtus de ma signature, le bordereau des prix unitaires ainsi que le devis estimatif établis conformément aux cadres figurant dans le Dossier d'Appel d'Offres.
3. Me soumetts et m'engage à exécuter les travaux conformément au Dossier d'Appel d'offres, moyennant les prix que j'ai établi moi-même pour chaque nature d'ouvrage, lesquels prix font ressortir le montant de l'offre pour le lot N° _____ à :

	En chiffres	En lettre
Montant HTVA		
Montant TVA		
Montant TTC		

4. M'engage à exécuter les travaux dans un délai de _____ trois (03) _____ mois.
5. M'engage en outre à maintenir mon offre dans le délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date limite pour la remise des offres.
6. Les rabais et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants (en cas d'attribution de plusieurs lots) : _____

Le Maître d'Ouvrage libérera les sommes dues par lui au titre de la présente lettre commande en faisant donner crédit au compte N° _____

ouvert au nom de : _____ auprès de la banque : _____

Agence de : _____

Avant signature de la lettre commande, la présente soumission acceptée par vous vaudra engagement entre nous,

Fait à _____ le _____
LE SOUMISSIONNAIRE

MODELE DE CAUTION DE SOUMISSION

Banque:

Référence de la Caution: N°

Adressée à : Monsieur le Maire de la Commune d'Ambam, ci-dessous désigné
« Autorité Contractante »

Attendu que l'Entreprise :.....ci-dessous désignée «le Soumissionnaire» a soumis son offre en date du pour (*rappeler l'objet de l'Appel d'Offres*) Ci-dessous désignée l'offre, et pour laquelle il doit joindre un cautionnement provisoire équivalant à (*indiquer le montant*) francs CFA.

Nous.....(Nom et adresse de la banque), représentée par :..... (*Noms des signataires*), ci-dessous désignée « la banque », déclarons garantir le paiement l'Autorité Contractante de la somme maximale de (*indiquer le montant*) francs CFA, que la banque s'engage à régler intégralement à l'Autorité Contractante, s'obligeant elle-même, ses successeurs et assignataires.

Les conditions de cette obligation sont les suivantes :

Si le soumissionnaire retire l'offre pendant la période de validité spécifiée par lui sur, l'acte de la soumission; Ou Si le soumissionnaire, s'étant vu notifier l'attribution de la lettre commande par l'Autorité Contractante pendant la période de validité:

- Manque à signer ou refuse de signer la de la lettre commande, alors qu'il est requis de le faire ;
- Manque à fournir ou refuse de fournir le cautionnement définitif de la lettre commande (cautionnement définitif), comme prévu dans celui-ci.

Nous nous engageons à payer à l'Autorité Contractante un montant allant jusqu'au maximum de la somme stipulée ci-dessus, dès réception de sa première demande écrite, sans que l'Autorité Contractante soit tenu de justifier sa demande, étant entendu toutefois que dans sa demande l'Autorité Contractante notera que le montant qu'il réclame lui est dû parce que l'une ou l'autre des conditions ci-dessus ou toutes les deux, sont remplies, et qu'il spécifiera quelle(s) condition(s) a (ont) joué.

La présente caution entre en vigueur dès sa signature et dès la date limite fixée par l'Autorité Contractante pour la remise des offres. Elle demeurera valable jusqu'au trentième jour inclus suivant la fin du délai de validité des offres. Toute demande de l'Autorité Contractante tendant à la faire jouer devra parvenir à la banque, par de la lettre recommandée avec accusé de réception, avant la fin de cette période de validité.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux du Cameroun seront les seuls compétents pour statuer, sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque
À.....le.....
(Signature de la banque)

MODELE DE CAUTIONNEMENT DEFINITIF

Banque:

Référence de la Caution: N°

Adressée à : Monsieur le Maire de la Commune d'Ambam, ci-dessous désigné « l'Autorité Contractante »

Attendu que..... (*Nom et adresse de l'entreprise*) ci-dessous désignée « l'entrepreneur » s'est engagé, en exécution de la lettre commande désignée « la lettre », à réaliser (*indiquer la nature des travaux*)

Attendu qu'il est stipulé dans la lettre que l'entrepreneur remettra à l'Autorité Contractante un cautionnement définitif égal à (*indiquer le pourcentage compris entre 2 et 5%*) du montant de la tranche de la lettre commande correspondante, comme garantie de l'exécution de ses obligations de bonne fin conformément aux conditions de la lettre commande.

Attendu que nous avons convenu de donner à l'entrepreneur ce cautionnement,

Nous..... (nom et adresse de la banque), représentée par..... (*noms des signataires*), ci-dessous désignée « la banque », nous nous engageons à payer l'Autorité Contractante, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que l'entrepreneur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels au titre de la lettre commande, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute somme jusqu'à concurrence de la somme de..... (*En chiffres et en de la lettres*)

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification de la lettre commande ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu du présent cautionnement définitif et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

Le présent cautionnement définitif entre en vigueur dès sa signature et dès sa notification à l'entrepreneur, par l'Autorité Contractante, de l'approbation de la lettre commande. Elle sera libérée dans un délai d'un mois suivant la date de la réception provisoire des travaux.

Après cette date, la caution deviendra sans objet et devra nous être retournée sans demande expresse de notre part.

Toute demande de paiement formulée par l'Autorité Contractante au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période validité du présent engagement.

Le présent cautionnement définitif est soumis pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront les seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque

À.....le.....

(Signature de la banque)

MODELE DE CAUTION DE RETENUE DE GARANTIE

Banque:

Référence de la Caution: N°.....

Adressée à : Monsieur le Maire de la Commune d'Ambam, ci-dessous désigné « l'Autorité Contractante »

Attendu que..... (*nom et adresse de l'entreprise*) ci-dessous désignée « l'entrepreneur » s'est engagé, en exécution de la lettre commande désignée « la lettre », à réaliser (*indiquer la nature des travaux*)

Attendu qu'il est stipulé dans la lettre que la retenue de garantie fixée à 10% du montant de la lettre commande peut être remplacée par une caution solidaire,

Attendu que nous avons convenu de donner à l'entrepreneur cette caution,

Nous..... (*nom et adresse de la banque*), représentée par..... (*noms des signataires*), ci-dessous désignée « la banque »,

Dès lors, nous affirmons par les présentes que nous portons garants et responsables à l'égard de l'Autorité Contractante, au nom de l'entrepreneur, pour un montant maximum de..... (*en chiffres et en lettres*) correspondant à 10% du montant de la lettre commande.

Et, nous nous engageons à payer à l'Autorité Contractante, dans un délai maximum de huit (08) semaines, sur simple demande écrite de celui-ci déclarant que l'entrepreneur n'a pas satisfait à ses engagements contractuels ou qu'il se trouve débiteur de l'Autorité Contractante au titre de la lettre commande modifiée le cas échéant par ses avenants, sans pouvoir différer le paiement ni soulever de contestation pour quelque motif que ce soit, toute(s) somme(s) dans les limites du montant égal à 10% du montant cumulé des travaux figurant dans le décompte définitif, sans que l'Autorité Contractante ait à prouver ou à donner les raisons ni le motif de sa demande du montant de la somme indiquée ci-dessus.

Nous convenons qu'aucun changement ou additif ou aucune autre modification de la lettre commande ne nous libérera d'une obligation quelconque nous incombant en vertu de la présente garantie et nous dérogeons par la présente à la notification de toute modification, additif ou changement.

La présente garantie entre en vigueur dès sa signature. Elle sera libérée dans un délai de trente (30) à compter de la date de réception définitive des travaux, et sur main levée délivrée par l'Autorité Contractante.

Toute demande de paiement formulée par l'Autorité Contractante au titre de la présente garantie devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception, parvenue à la banque pendant la période de validité du présent engagement.

La présente caution est soumise pour son interprétation et son exécution au droit camerounais. Les tribunaux camerounais seront les seuls compétents pour statuer sur tout ce qui concerne le présent engagement et ses suites.

Signé et authentifié par la banque
à.....le.....

(Signature de la banque)

ATTESTATION DE VISITE DU SITE DES TRAVAUX

Je soussigné, Monsieur _____, Directeur Général de l'entreprise _____ domicilié à _____, BP _____, Tél. _____, inscrite au Registre de Commerce de _____ sous le numéro : _____, carte contribuable numéro _____

Certifie sur l'honneur avoir visité en date du _____ et en compagnie de mon conducteur des travaux (ou Chef de chantier), le site prévu pour les travaux de _____, objet de l'Appel d'Offres National Ouvert N° _____ du _____

Il ressort de cette visite les observations suivantes :

A. Situation géographique et localisation du projet

B. Description des installations en place

C. Description du site prévu pour les travaux

Fait _____ le _____

L'Entrepreneur

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

REGION DU SUD

DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM

SOUTH REGION

NTEM VALLEY DIVISIONAL

COMMUNE D'AMBAM

AMBAM COUNCIL

SECRETARIAT GENERAL

INTERNAL CONTRACTS TENDER BOARD OF AMBAM

SERVICE INTERNE DE GESTION ADMINISTRATIVE DES
MARCHES PUBLICS

INTERNAL SERVICE FOR ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLICS CONTRACT

BP 163 AMBAM

PO BOX 163



MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM

AUTORITE CONTRACTANTE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES D'AMBAM

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°001/DAONO/RS/D-VNT/COMMUNE D'AMBAM/SG/SIGAMP/2021 DU 05/02 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE EQUIPEES DE 60 TABLES BANCS CHACUNE ET DE DEUX BUREAUX DE MAITRE DANS CERTAINES ECOLES PUBLIQUES DE LA COMMUNE D'AMBAM POUR LE COMPTE DU MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL, DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM, REGION DU SUD.

Lot N°	Financement	Autorisation de Dépense	Imputation Budgétaire	Désignation	Montant (FCFA)	Délai d'exécution
1	BIP MINDDEVEL 2021	IW02491	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique YOSMA'AN	21 000 000	03 MOIS
		IW02496	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de YOSMA'AN	2 050 000	
2	BIP MINDDEVEL 2021	IW02492	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique de NKOL-EFOULAN	21 000 000	03 MOIS
		IW02497	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de NKOL-EFOULAN	2 050 000	
3	BIP MINDDEVEL 2021	IW02493	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à GPBS de Meyo Centre	21 000 000	03 MOIS
		IW02498	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de GPBS de Meyo Centre	2 050 000	

PIECE N°11 : GRILLE D'EVALUATION DES OFFRES

A – Critères éliminatoires :

Les critères éliminatoires sont les suivants :

- Dossier administratif non-conforme ;
- Fausse déclaration ou présence d'une pièce falsifiée ;
- Dossier technique ou financier incomplet ;
- Omission dans le bordereau des prix, d'un prix unitaire quantifié ;
- Non satisfaction d'au moins 70% des critères de qualification
- Utilisation d'un CV ou diplôme d'un fonctionnaire sans preuve de mise en disponibilité.

B- Critères de qualification :

B- OFFRE TECHNIQUE		
Pièce	Désignation	NOTE
B.1 Référence dans les réalisations similaires		
B.1.1	présentation générale de l'offre : Respect de l'ordre des pièces et lisibilité des photocopies ; Présence dans l'Offre (original et copies) des intercalaires en couleur	OUI/NON
B.1.2	liste des références de l'entreprise dans le domaine des BTP pour les 5 dernières années; au moins trois (03) contrats (1 ^{ères} et dernières pages des marchés) et PV de réception (ou attestations de bonne fin) des ouvrages réalisés	OUI/NON
B.2 Qualité du personnel		
B.2.1	Références du Conducteur des travaux daté et signé;	
	Diplôme TSGC avec 03 ans d'expérience au moins)	OUI/NON
	CV signé et daté	OUI/NON
B.2.2	Référence du Chef de chantier	
	Diplôme (TGC au moins) avec 3 ans d'expérience au moins) « uniquement »	OUI/NON
	CV signé et daté	OUI/NON
B.3 Moyens logistiques		
B.3.1	au moins un camion (produire photocopie légalisée de la carte grise ou contrat de location légalisé)	OUI/NON
B.3.2	au moins un Pick- up (produire photocopie légalisée de la carte grise ou contrat de location légalisé)	OUI/NON
B.3.3	liste du personnel affecté au projet (joindre copies certifiées des diplômes et CV datant de moins de 3 mois) ;	OUI/NON
B.4 Méthodologie d'exécution des travaux, analyse des prestations à effectuer		
B.4.1	Note technique détaillée concernant l'organisation des travaux et le mode d'exécution de chaque tâche	OUI/NON
B.4.2	Planning détaillé d'exécution des travaux	OUI/NON
B.5 Sous-traitance		
B.5	N'aura pas recours à un sous-traitant	OUI/NON
B.6. Protection de l'environnement		
B.6	Mesures préconisées pertinentes en rapport avec le projet	OUI/NON
B.7 Sécurité-Santé-Hygiène des personnels de chantier		
B.7	Mesures préconisées pertinentes en rapport avec le projet	OUI/NON

B.8 Rapport de visite des lieux		
B.8.1	– Prises de vue (Photos)	OUI/NON
B.8.2	Rapport de visite pertinent	OUI/NON
	TOTAL DE OUI	
	TOTAL DE NON	
	C-OFFRES FINANCIERES	
c.1	- Soumission timbrée et signée de l'entrepreneur	OUI/NON
c.2	- Cadre du détail estimatif complété, paraphé et signé à la dernière page, suivant le modèle proposé	OUI/NON
c.3	- Le cadre du bordereau des prix unitaires, paraphé à toutes les pages suivant le modèle proposé	OUI/NON
c.4	- Tous les sous détail des prix unitaires paraphés, suivant le modèle proposé (vérification de la pertinence)	OUI/NON
c.5	- La Capacité financière du Soumissionnaire à préfinancer les travaux 4 610 000 pour un lot	OUI/NON
	TOTAL OFFRE FINANCIERE	
	TOTAL DE OUI	
	TOTAL DE NON	
	POURCENTAGE DE OUI	

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

REGION DU SUD

DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM

COMMUNE D'AMBAM

SECRETIARIAT GENERAL

SERVICE INTERNE DE GESTION ADMINISTRATIVE
DES MARCHES PUBLICS

BP 163 AMBAM



SOUTH REGION

NTEM VALLEY DIVISIONAL

AMBAM COUNCIL

INTERNAL CONTRACTS TENDER BOARD OF AMBAM

INTERNAL SERVICE FOR ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLICS CONTRACT

PO BOX 163

MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM

AUTORITE CONTRACTANTE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES D'AMBAM

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°001/DAONO/RS/D-VNT/COMMUNE D'AMBAM/SG/SIGAMP/2021 DU 05/02 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE EQUIPEES DE 60 TABLES BANCS CHACUNE ET DE DEUX BUREAUX DE MAITRE DANS CERTAINES ECOLES PUBLIQUES DE LA COMMUNE D'AMBAM POUR LE COMPTE DU MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL, DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM, REGION DU SUD.

Lot N°	Financement	Autorisation de Dépense	Imputation Budgétaire	Désignation	Montant (FCFA)	Délai d'exécution
1	BIP MINDDEVEL 2021	IW02491	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique YOSMA'AN	21 000 000	03 MOIS
		IW02496	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de YOSMA'AN	2 050 000	
2	BIP MINDDEVEL 2021	IW02492	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique de NKOL-EFOULAN	21 000 000	03 MOIS
		IW02497	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de NKOL-EFOULAN	2 050 000	
3	BIP MINDDEVEL 2021	IW02493	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à GPBS de Meyo Centre	21 000 000	03 MOIS
		IW02498	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de GPBS de Meyo Centre	2 050 000	

PIECE N°12 : LISTE DES ETABLISSEMENTS BANCAIRES ET ORGANISMES FINANCIERS OU D'ASSURANCES AUTORISES A EMETTRE DES CAUTIONS ET A DELIVRER LES ASSURANCESDANS LE CADRE DES MARCHER PUBLICS

I. LES BANQUES

1	AFRILAND FIRST BANK (FIRST BANK
2	AMITY BANK (AMITY)
3	BANQUE INTERNATIONALE DU CAMEROUN POUR L'EPARGNE ET LE CREDIT (BICCEC);
4	CITY BANK CAMEROON (CITI-C)
5	COMMERCIAL BANK CAMEROON (CBC)
6	ECOBANK CAMEROUN (ECOBANK)
7	NATIONAL FINANCIAL CREDIT BANK (NFC BANK)
8	SOCIETE COMMERCIAL DE BANQUE CAMEROUN (CE-SCB)
9	SOCIETE GENERALE DES BANQUES AU CAMEROUN (SGBC)
10	STANDARD CHARTERED BANK CAMEROON (SCBC)
11	UNION BANK OF CAMEROON (UBC)
12	UNITED BANK FOR AFRICA (UBA)
13	BANQUE ATLANTIQUE

II. LES ASSURANCES

1	CHANAS ASSURANCES BP 109 DOUALA
2	ACTIVA ASSURANCES BP 12970 DOUALA
3	ZENITH ASSURANCES BP 1540 DOUALA

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

REGION DU SUD

DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM

COMMUNE D'AMBAM

SECRETARIAT GENERAL

SERVICE INTERNE DE GESTION ADMINISTRATIVE
DES MARCHES PUBLICS

BP 163 AMBAM



SOUTH REGION

NTEM VALLEY DIVISIONAL

AMBAM COUNCIL

INTERNAL CONTRACTS TENDER BOARD OF AMBAM

INTERNAL SERVICE FOR ADMINISTRATIVE
MANAGEMENT OF PUBLICS CONTRACT

PO BOX 163

MAITRE D'OUVRAGE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM

AUTORITE CONTRACTANTE : MAIRE DE LA COMMUNE D'AMBAM

COMMISSION INTERNE DE PASSATION DES MARCHES D'AMBAM

DOSSIER D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT N°001/DAONO/RS/D-VNT/COMMUNE D'AMBAM/SG/SIGAMP/2021 DU 05/02 2021 POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION D'UN BLOC DE DEUX (02) SALLES DE CLASSE EQUIPEES DE 60 TABLES BANCS CHACUNE ET DE DEUX BUREAUX DE MAITRE DANS CERTAINES ECOLES PUBLIQUES DE LA COMMUNE D'AMBAM POUR LE COMPTE DU MINISTRE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL, DEPARTEMENT DE LA VALLEE DU NTEM, REGION DU SUD.

Lot N°	Financement	Autorisation de Dépense	Imputation Budgétaire	Désignation	Montant (FCFA)	Délai d'exécution
1	BIP MINDDEVEL 2021	IW02491	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique YOSMA'AN	21 000 000	03 MOIS
		IW02496	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de YOSMA'AN	2 050 000	
2	BIP MINDDEVEL 2021	IW02492	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à l'Ecole Publique de NKOL-EFOULAN	21 000 000	03 MOIS
		IW02497	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de l'EP de NKOL-EFOULAN	2 050 000	
3	BIP MINDDEVEL 2021	IW02493	55 27 351 01 641804 2222	Construction d'un bloc de deux (02) salles de classe à GPBS de Meyo Centre	21 000 000	03 MOIS
		IW02498	55 27 351 01 641804 2261	Equipement de GPBS de Meyo Centre	2 050 000	

PIECE N°13 : PIECES GRAPHIQUES ET PLANS